

## COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU COMITE SYNDICAL DU 6 FEVRIER 2020

Le six février deux mille vingt, à dix heures, sur convocations envoyées le sept janvier deux mille vingt, s'est réuni, à la Maison des Communes à PAU, le Comité Syndical de l'Agence Publique de Gestion Locale.

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

- M. Charles BERNADAS, Adjoint au Maire de GAN, M. Alexandre BORDES, Maire d'ARANCOU, M. Jean-Pierre CHOURROUT-POURTALET, Maire de SARRANCE et suppléant de M. Didier IRIGOIN, Maire de BÉGUIOS, M. Jean-Yves COURRÈGES, Maire de SERRES-CASTET, M. Philippe ECHEVERRIA, Maire d'ARCANGUES, M. Marc GAIRIN, Maire de MOMY, M. Francis HUNAUT, Maire de NAVAILLES-ANGOS, M. Frédéric LAHORE, Maire de LOURENTIES, M. Michel LAURONCE, Président du Syndicat Intercommunal AEP d'OGEU-LES-BAINS, M. Jacques LOCATELLI, Maire d'AUSSEVIELLE, M. Maurice MINVIELLE, Membre du Conseil communautaire de la Communauté de communes du NORD EST BÉARN, M. Pascal MORA, Maire de GELOS, M. Pierre RODRIGUEZ, Maire d'ASSAT, représenté le matin par son suppléant M. Alain VIGNAU, maire de BEUSTE, M. Jean SARASOLA, Maire de GURMENÇON, M. Michel CASSOU, Vice-président de la Communauté de communes du PAYS DE NAY, M. Jean-Yves PRUDHOMME, Vice-président de la Communauté de communes du PAYS DE NAY, Mme Annie HILD, Conseillère Départementale du Canton de PAU-2, suppléante de M. André ARRIBES, Conseiller Départemental du Canton de PAU-3.

### **ÉTAIENT EXCUSÉS ET (OU) ABSENTS :**

- M. Laurent AUBUCHOU-AUROUJIX, Conseiller Municipal de BRUGES-CAPBIS-MIFAGET, et son suppléant M. Jean OTHAX, Maire d'UZOS, M. CACHENAUT, Vice-président de la Communauté d'Agglomération du PAYS BASQUE, M. CARTER, Maire de MAUCOR et son suppléant M. BLEUZE adjoint au Maire d'ANGLET, M. Didier IRIGOIN, Maire de BÉGUIOS, M. LACRAMPE, Président de la Communauté de communes du HAUT-BEARN, et son suppléant M. CASAUBON, Président de la Communauté de communes de la Vallée d'Ossau, Mme Marie-Josèphe MIALOCQ, Maire d'ARBONNE, et son suppléant, M. Sauveur BACHO, Maire d'ARBÉRATS-SILLÈGUE, M. Alain SANZ, Maire de REBENACQ, et son suppléant M. Patrick MAUNAS, MAIRE de LEES-ATAHS, M. André ARRIBES, Conseiller Départemental du Canton de PAU-3, M. GUÉRETIN, comptable.

### **AVAIENT DONNÉ POUVOIR :**

- M. AUBUCHOU-AUROUJIX à M. GAIRIN.
- M. CACHENAUT à M. BORDES.
- M. CARTER à M. BERNADAS.
- M. LAURONCE à M. CASSOU (le matin).
- M. LOCATELLI à M. BERNADAS (le matin).
- M. LACRAMPE à M. CASSOU.
- Mme MIALOCQ à M. LAHORE.
- M. MINVIELLE à M. HUNAUT (l'après-midi).
- M. MORA à M. SARASOLA.
- M. SANZ à M. SARASOLA.
- M. PRUDHOMME à M. RODRIGUEZ (l'après-midi).
- M. COURRÈGES à M. HUNAUT (l'après-midi).

Assistaient également à la réunion :

M. GAY, Directeur de l'Agence Publique de Gestion Locale, Mme ARPAILLANGE, responsable du Service Administration Générale, Mme VAYSSIER, responsable du Service Intercommunal Administratif, Mme GASTELLU, responsable du Service Intercommunal du Numérique, M. DELHEURE, responsable du Service Intercommunal du Patrimoine et de l'Architecture, M. DORKEL, responsable du Service Intercommunal des Territoires et de l'Urbanisme, M. BRUSQUE, responsable du Service Intercommunal Voirie Réseaux Aménagement, Mme LABASTE, assistante de direction.

Secrétaire de séance :

M. Alexandre BORDES a été élu secrétaire de séance.

Le quorum étant atteint, le Président ouvre la séance et propose de procéder à l'examen de l'ordre du jour. Il précise qu'exceptionnellement la séance sera enregistrée afin d'en faciliter le compte-rendu.

M. GAY informe l'Assemblée que la revue de presse des interventions de l'Agence sur l'année 2019 qui leur a été distribuée est consultable sur le site de l'Agence (<https://www.apgl64.fr/presentation-de-lagence/on-parle-de-lagence/archives/>).

## **1. POINT DES ADHÉSIONS À L'AGENCE**

a) Depuis le 26 novembre 2019, date de la dernière décision du Président arrêtant la liste des collectivités adhérant à l'Agence, on enregistre les évolutions suivantes :

| SERVICES  | ADHESIONS | RETRAITS | NOMBRE D'ADHERENTS APRES MODIF |
|---|-----------|----------|--------------------------------|
| <b>SERVICE INTERCOMMUNAL ADMINISTRATIF</b>                      |           | - 1      | 609                            |
| <b>SERVICE INTERCOMMUNAL DU NUMERIQUE</b>                       | + 5       | - 1      | 575                            |
| <b>SERVICE INTERCOMMUNAL DU PATRIMOINE ET DE L'ARCHITECTURE</b> | + 1       | - 6      | 400                            |
| <b>SERVICE INTERCOMMUNAL TERRITOIRES ET URBANISME</b>           |           | - 18     | 206                            |
| <b>SERVICE INTERCOMMUNAL VOIRIE RESEAUX AMENAGEMENT</b>         |           | - 4      | 205                            |

Le Président a pris acte de ces différentes évolutions par deux décisions en date des 20 janvier 2020 et 27 janvier 2020, dont on trouvera ci-après un extrait.

M. GAY rappelle que le nombre important de retraits s'explique par la prise d'effet de ces décisions au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante, et leur prise en compte lors de la première réunion de l'année suivante. Si tous les services apparaissent concernés, les raisons sont de trois ordres :

- la disparition de l'adhérent, qui entraîne naturellement son retrait. C'est le cas pour le Service Intercommunal Administratif (SIA, ex Service Administratif Intercommunal) et le Service Intercommunal du Numérique (SIN, ex Service Informatique Intercommunal), qui totalisent sur l'année 8 dissolutions de syndicats. A la différence des retraits constatés en janvier de l'année suivante, les dissolutions sont constatées en cours d'année à la suite de l'arrêté préfectoral,

- la vie "habituelle" du Service, auquel cas la constatation du retrait en fin d'année concentre ce phénomène. C'est le cas pour le Service Intercommunal du Patrimoine et Architecture (SIPA, ex Service Technique Intercommunal) avec 6 retraits, et le Service Intercommunal Voirie Réseaux Aménagement (SIVRA, ex Service Voirie et Réseaux Intercommunal) avec 4 retraits, mais cette vie "habituelle" voit également des adhésions (5 au SIN, 1 au SIPA),
- le Service Intercommunal Territoires et Urbanisme (SITU, ex Service d'Urbanisme Intercommunal) qui constate 18 retraits. Ce nombre élevé traduit sans équivoque la difficulté rencontrée par le Service dans son positionnement auprès des Communes, qui voient leur compétence urbanisme progressivement mise en œuvre par les intercommunalités.

b) Sur l'année 2019, les tendances évoquées se confirment et aboutissent au 01/01/2020 :

| SERVICES | ADHERENTS<br>01/2019 | ADHESIONS<br>2019 | RETRAITS<br>2019 | ADHERENTS<br>01/2020 | EVOLUTION  |
|----------|----------------------|-------------------|------------------|----------------------|------------|
| SIA      | 612                  | 2                 | 5                | 609                  | -3         |
| SIN      | 563                  | 16                | 4                | 575                  | +12        |
| SIPA     | 400                  | 6                 | 6                | 400                  | 0          |
| SITU     | 223                  | 1                 | 18               | 206                  | -17        |
| SIVRA    | 192                  | 17                | 4                | 205                  | +13        |
|          |                      |                   |                  |                      | Solde : +5 |

Le solde global est positif de 5 adhésions, soit :

- 33 adhésions de communes, principalement au SIN (10) et au SIVRA (16), pour 28 retraits, le SITU en représentant 18 à lui seul. Les autres services concernés par les retraits sont le SIPA (6), le SIVRA (3) et le SIN de manière marginale (1).

On voit que les retraits touchent surtout les services pour lesquels les contributions supplémentaires sont importantes. Cela conduit à une réflexion à avoir quant à un contenu d'abonnement incitant à la poursuite de l'adhésion, ou au développement de nouvelles missions.

- 9 adhésions de syndicats pour 9 retraits, qui sont dans 8 cas des dissolutions touchant le SIA (5) et le SIN (3). Les retraits de syndicats ne sont donc pas alarmants, car présentant dans leur très grande majorité un caractère automatique du fait de la disparition de la structure.

c) La période est aussi l'occasion de porter un regard sur le mandat 2014-2020 :

|                 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2014/2020   |
|-----------------|------|------|------|------|------|------|------|-------------|
| SAI /SIA        | 632  | 639  | 642  | 615  | 609  | 612  | 609  | -23         |
| SII/ SIN        | 568  | 572  | 577  | 553  | 554  | 563  | 575  | + 7         |
| STI / SIPA      | 397  | 401  | 414  | 398  | 395  | 400  | 400  | +3          |
| SUI / SITU      | 229  | 236  | 261  | 252  | 239  | 223  | 206  | -23         |
| SVRI /<br>SIVRA | 73   | 121  | 161  | 167  | 171  | 192  | 205  | +132        |
|                 |      |      |      |      |      |      |      | Solde : +96 |

- Le SIA est en léger repli, mais il s'agit principalement de mouvements des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale liés aux fusions et dissolutions, en partie contrebalancées par de nouvelles adhésions,
- S'il est concerné par des dissolutions, les nouvelles missions du SIN nourrissent les adhésions,
- Le SIPA connaît une très légère augmentation,
- Le SITU voit le nombre d'adhérents chuter de 10 % sur la période pour les raisons évoquées ci-avant,
- La situation du SIVRA, qui a vu le nombre d'adhérents se multiplier quasiment par trois, est due à la jeunesse du service qui n'avait que deux ans d'existence au début du mandat. Il est donc confirmé que cette création, engagée à la fin du mandat précédent, correspond à un vrai besoin.

Enfin, il faut relever la diminution de 70 adhérents globalement sur les services en 2017 du fait des regroupements intercommunaux et des disparitions inhérentes à ces regroupements intervenus alors.

*NB : dans un souci de cohérence, les rapports d'activité de chaque service pour l'année précédente reprennent la situation des adhésions au 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours.*

Extrait des décisions du 20 janvier 2020 et 27 janvier 2020



Le Président de l'Agence Publique de Gestion Locale,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 2000 modifié les 28 avril 2000, 18 octobre 2005, 14 mai 2008, 29 mai 2017 et 24 janvier 2018 portant création du Syndicat Mixte dénommé Agence Publique de Gestion Locale,
- Vu les statuts de ladite Agence et notamment l'article 4 qui précise que l'adhésion ou le retrait de l'Agence d'une collectivité intervient de plein droit, sur décision de son organe délibérant et que le Président du Syndicat Mixte doit constater cette adhésion ou ce retrait par une décision avant d'en informer le Comité Syndical et le Préfet,
- Vu la décision du 26 novembre 2019 arrêtant la liste des collectivités adhérentes à l'Agence Publique de Gestion Locale,
- Vu les délibérations reçues depuis lors de diverses collectivités,

#### DECIDE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – Est constatée l'adhésion des collectivités ci-après pour les Services suivants :

| COLLECTIVITES  | SERVICES |     |      |      |       |
|--|----------|-----|------|------|-------|
|  | SIA      | SIN | SIPA | SITU | SIVRA |
| COMMUNE D'ABITAIN  |          |     | X    |      |       |
| COMMUNE D'AUSSURUCQ  |          | X   |      |      |       |
| COMMUNE D'IDAUX-MENDY  |          | X   |      |      |       |
| COMMUNE DE SEDZE-MAUBECQ   |          | X   |      |      |       |
| SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DE L'ESCOU                   |          | X   |      |      |       |
| SYNDICAT MIXTE DES GAVES D'OLORON, ASPE, OSSAU ET DE LEURS AFFLUENTS |          | X   |      |      |       |

**ARTICLE 2<sup>ème</sup>** – Est constaté le retrait des collectivités ci-après pour les Services suivants :

| COLLECTIVITES                                    | SERVICES |     |      |      |       |
|--|----------|-----|------|------|-------|
|  | SIA      | SIN | SIPA | SITU | SIVRA |
| COMMUNE D'ABERE                                  |          |     |      | X    | X     |
| COMMUNE D'ARETTE                                 |          |     | X    | X    |       |
| COMMUNE D'ARRIEN                                 |          |     | X    | X    |       |
| COMMUNE D'ARROS-DE-NAY                           |          |     | X    | X    |       |
| COMMUNE D'ARTHEZ DE BEARN                        |          |     |      | X    |       |
| COMMUNE D'AUSSEVIELLE                            |          |     |      | X    |       |
| COMMUNE DE BALEIX                                |          |     |      |      | X     |
| COMMUNE DE BOUCAU                                |          |     |      |      | X     |
| COMMUNE DE GABAT                                 |          |     | X    | X    |       |
| COMMUNE DE GUICHE                                |          |     |      | X    |       |
| COMMUNE DE GURS                                  |          |     |      | X    |       |
| COMMUNE D'HASPARREN                              |          |     |      | X    |       |
| COMMUNE D'ILHARRE                                |          |     |      | X    |       |
| COMMUNE DE LABASTIDE-VILLEFRANCHE                |          |     | X    | X    |       |
| COMMUNE DE LAMAYOU                               |          |     |      | X    |       |
| COMMUNE DE LARRIBAR-SORHAPURU                    |          |     |      | X    |       |
| COMMUNE DE LUSSAGNET-LUSSON                      |          |     | X    | X    |       |
| COMMUNE DE MASCARAAS-HARON                       |          |     |      | X    |       |
| COMMUNE D'ORTHEZ                                 |          |     |      | X    |       |
| COMMUNE D'UHART-CIZE                             |          |     |      | X    |       |
| SYNDICAT D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT BEARN BIGORRE |          |     |      |      | X     |

**Dissolution :**

| COLLECTIVITES  | SERVICES |     |      |      |       |
|--|----------|-----|------|------|-------|
|  | SIA      | SIN | SIPA | SITU | SIVRA |
| SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA REGION D'ARZACQ | X        | X   |      |      |       |

M. CASSOU indique que le solde général reste positif. Il rappelle, s'agissant du SITU, qu'en début du mandat de lourdes craintes étaient apparues avec la loi NOTRe. Il relève qu'au regard des inquiétudes d'alors, période à laquelle M. GAIRIN avait travaillé avec le Service, 23 est un chiffre certes relativement important mais finalement faible.

M. GAY ajoute que le SIVRA aurait pu être impacté de la même manière, en ce qui concerne le transfert de compétence relatif à l'assainissement. Pourtant, cela a été moins marqué.

M. CASSOU termine sur les adhésions en précisant que le SIVRA s'est avéré nécessaire pour les collectivités et les élus du Comité ne se sont pas trompés en créant ce Service au dernier mandat.

M. VIGNAU relève que les 96 adhésions en supplément sur le mandat correspondent à une hausse de 5 %, ce qui est très satisfaisant et révélateur de l'intérêt que les collectivités portent à l'Agence.

## **2. BILANS D'ACTIVITE DES SERVICES**

### **A. SERVICE INTERCOMMUNAL ADMINISTRATIF**

Les bilans d'activité annuel et de mandat sont présentés par Mme VAYSSIER, responsable du Service.

#### **1. Collectivités adhérentes**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, 609 collectivités adhéraient au Service Administratif soit une évolution de 5 retraits liés à des dissolutions et fusions de Syndicats et 3 adhésions nouvelles.

#### **2. Effectifs du Service**

En 2018, on comptait 8,5 équivalents temps plein (ETP) d'agents affectés à la consultation pour les collectivités, y compris la responsable de service et 2 secrétaires (1,6 ETP). Ce chiffre faible était issu de mutations effectives sur le premier semestre et de remplacements effectués sur le second.

En 2019, seul le secrétariat a été impacté de mouvements avec une démission (immédiatement remplacée) et un renfort entré en fin d'année pour répondre aux besoins d'une période pré-électorale (soit 1,8 ETP sur l'année). S'agissant des consultants, on arrive donc à 9 ETP sur l'année, répartis sur 10 agents.

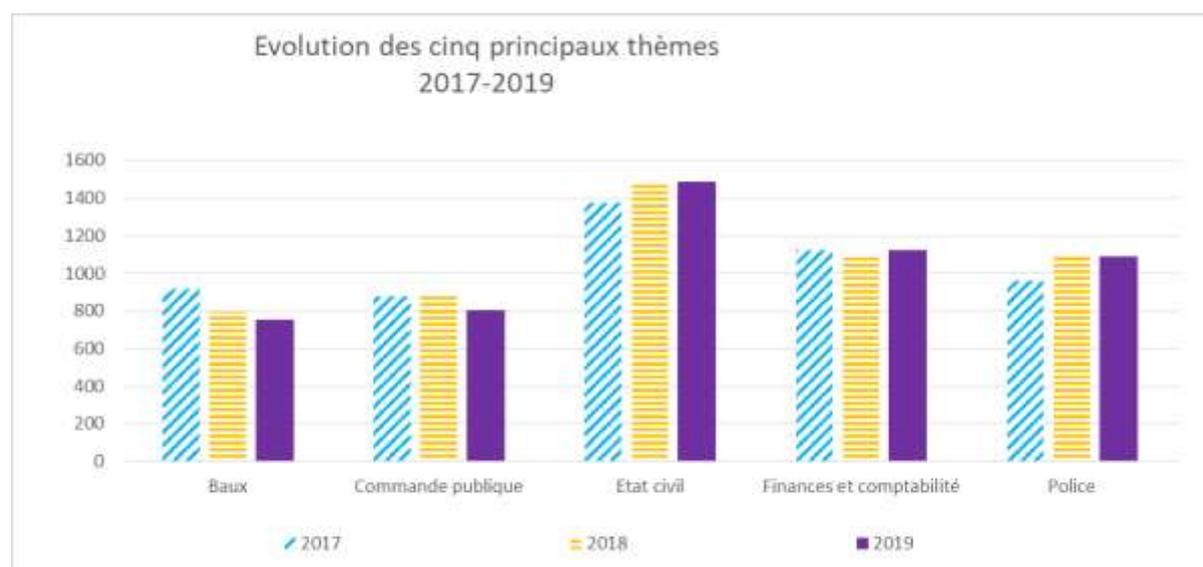
#### **3. Activité du Service**

##### **a) Volume global de l'activité du Service**

###### **➤ Les consultations « ordinaires »**

Classées en 22 domaines d'intervention, elles constituent l'essentiel de l'activité du Service.

L'année 2019 correspond à une année un peu particulière avec encore une fois des réformes importantes effectives ou attendues (entrée en vigueur du Code de la commande publique au 1<sup>er</sup> avril, réforme de la taxe d'habitation, loi Engagement et Proximité) mais également le début de la période pré-électorale.



➤ Prestations payantes

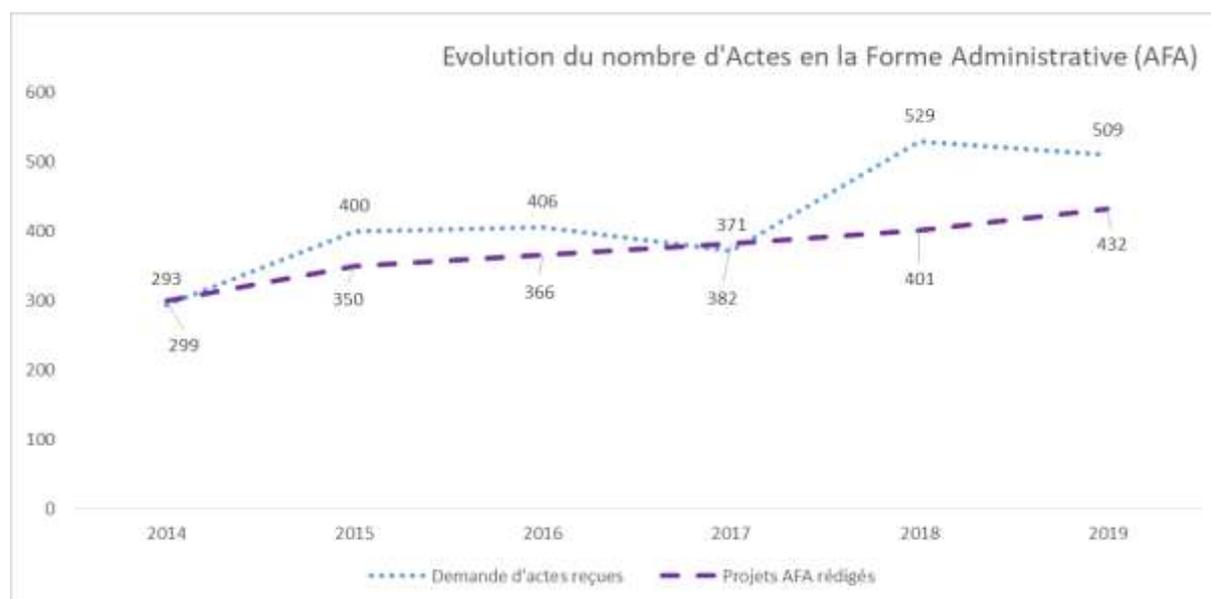
| <b>Domaines</b>                         |   | <b>2017</b> | <b>2018</b> | <b>2019</b> |
|---|---|-------------|-------------|-------------|
| <i>Actes en la forme administrative</i> | Demandes d'AFA reçues   | 378         | 528         | 509         |
|   | Projets d'AFA établis   | 382         | 401         | 432         |
| <i>Assurances</i>                       | Dossiers de consultation établis                                  | 4           | 3           | 2           |
|   | Analyses d'offres réalisées                                       | 5           | 4           | 2           |
| <i>Contentieux</i>                      | Rédaction de mémoires   | 9           | 9           | 16          |
|   | <i>Pour mémoire : Réponses à recours gracieux (sans paiement)</i> | 18          | 7           | 7           |
| <i>Expropriations</i>                   | Dossiers en cours   | 1           | 1           | 1           |
| <i>Etudes</i>                           | Analyses  | 2           | 1           | 1           |
| <i>financières</i>                      | Forfait finances (prestation créée en 2017)                       | 3           | 6           | 14          |

Comme l'année précédente, l'urbanisme reste le domaine essentiel en contentieux, mais le Service a traité de contentieux variés notamment dans les domaines marchés publics (exécution), et voirie (entretien de chemin). De plus, pour la première fois, le Service a été saisi de demandes de rédaction de protocoles transactionnels sur plusieurs dossiers (malgré la présence d'avocats dans les dossiers concernés).

S'agissant des assurances, on relèvera que des questions relatives aux consultations d'assurance dommage ouvrage sont en nette augmentation, même si elles ne ressortent pas ci-dessus s'agissant d'une prestation non payante.

La prestation « Forfait finances » permettant à une collectivité de bénéficier d'une mise à disposition du consultant spécialisé en finances sur une demi-journée, a pu être développée du fait de l'arrivée d'un second spécialiste finances en fin d'année 2018. Sa présence dans le service sur toute l'année a notamment permis d'assurer en parallèle l'assistance téléphonique aux adhérents et l'assistance sur site. Les prestations finances en général ont ainsi vocation à se développer.

Les actes en la forme administrative (AFA) représentent la part la plus importante des prestations payantes du Service (126 369 € en 2019). Cette année a été stable à un niveau élevé, lié à deux paramètres : les actes traités pour le SDEPA (comme l'année précédente) mais également le contexte pré-électoral qui est souvent un déclencheur pour inciter à clore des dossiers en attente.



### **b) Internet et newsletter**

Ces deux outils permettent de valoriser le travail de veille juridique mené quotidiennement par l'ensemble des consultants.

Le site Internet, véritable outil et ressource, nécessite au quotidien un gros investissement en temps de travail de la part de tous les consultants, des secrétaires et du consultant référent sur le sujet. La partie réservée du Service administratif présente un contenu satisfaisant.

Parallèlement, le Service poursuit la diffusion d'informations d'actualités, par ses Newsletters (hebdomadaires, thématiques, spéciales). Six Newsletters spéciales ont été envoyées cette année (lois de finances, état civil, élections, etc.).

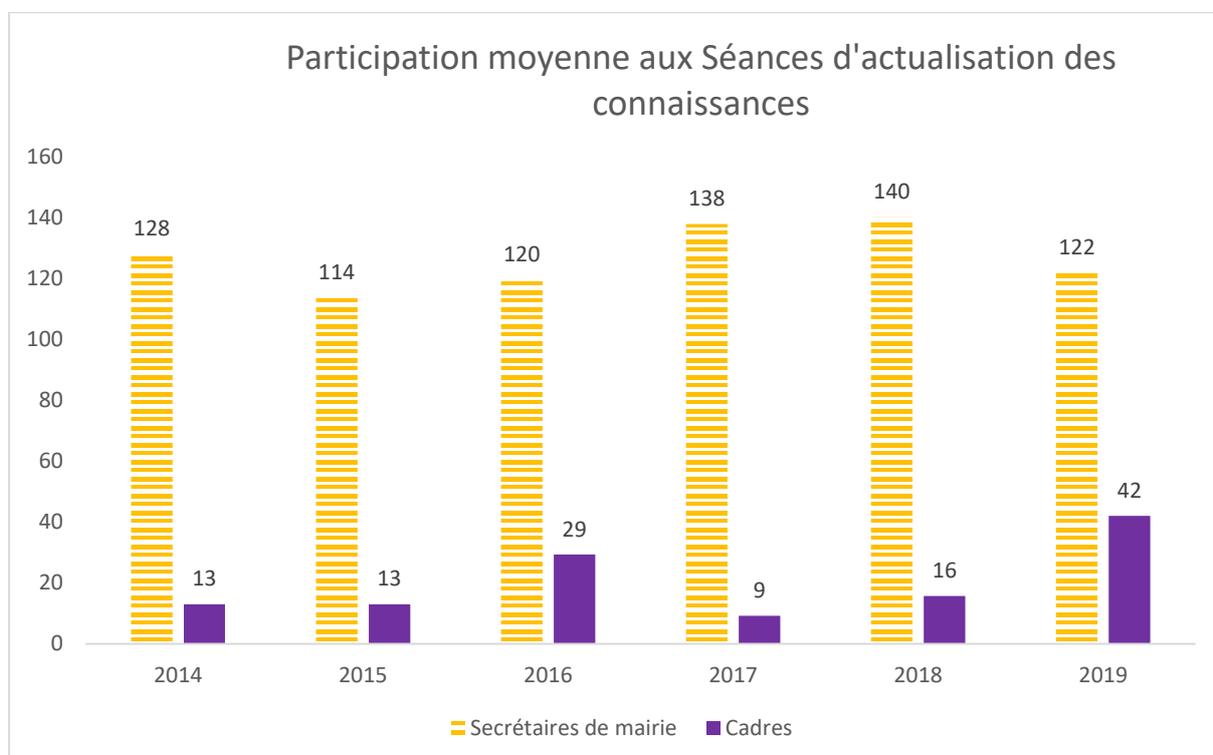
**c) Formation continue des agents : les séances d'actualisation des connaissances (SAC)**

Cette prestation a pour objet initial de permettre aux agents des collectivités adhérentes d'être informés de l'actualité juridique. Le Service a organisé 37 séances cette année.

Cette année 2019 représente une année particulière : en novembre une session extraordinaire de SAC a été organisée sur le thème des élections à venir, comme cela avait été annoncé au Comité. Les séances ont été réparties entre Communes de moins de 1 000 habitants et Communes de 1 000 et plus, avec une séance supplémentaire pour ces dernières. La présentation a d'ailleurs séduit l'Association des Maires qui a demandé au Service d'intervenir sur ce même schéma à destination des élus.

Ces adaptations à l'actualité et à ce que le service ressent comme une attente des adhérents explique le succès de ces sessions auprès des cadres.

La baisse concernant la participation des secrétaires de mairie n'est pas inquiétante : elle est à mettre en lien avec la suppression des séances spécialement dédiées au Pôle Mission Temporaire.



#### **d) La rédaction du Mémento des élections**

La diffusion par phases de l'ouvrage a démarré. En septembre, a été envoyée (aux adhérents, aux membres du Comité, et à certains partenaires – Centre de Gestion, Association des Maires,...) la première partie intitulée « SE PREPARER AU SCRUTIN ». Elle portait sur :

- le nombre de candidats à élire, les compositions de listes et déclarations de candidatures,
- les inéligibilités et les incompatibilités,
- la communication institutionnelle et celle des candidats,
- les règles relatives au financement des campagnes,
- des modèles d'attestation d'inscription sur listes électorales et de composition de bulletins de vote.

La seconde partie vient d'être envoyée. Elle porte sur le scrutin lui-même (préparation des bureaux de vote, du déroulement du vote, du dépouillement) ainsi que des compléments à la première partie (divers textes impactant les candidatures ayant été publiés depuis le mois de septembre). Elle sera très prochainement transmise aux membres du Comité Syndical.

#### **4. Finances**

Le Service clôture l'exercice 2019 avec un excédent d'environ 178 000 € (187 000 € en 2018), qui s'explique :

- à la marge par le surcroît d'actes en la forme administrative tel qu'indiqué ci-avant,
- essentiellement par des charges de personnel prévues non réalisées (notamment un poste de consultant en attente).

#### **5. Prospectives 2020**

L'année électorale représente un gros volume d'activité à venir. On relève généralement ces années-là des questions plutôt simples mais dans un volume conséquent. La réorganisation territoriale est toutefois susceptible de modifier cette donnée.

Le Service, en effectif contraint, compte beaucoup sur les outils et les méthodes développées lors du mandat écoulé et notamment sur la communication et l'information de niveau 1 à disposition via les publications sur le site internet.

Il sera également largement mis à contribution pour effectuer des formations aux nouveaux élus, via l'Association des Maires. Cette prestation, certes lourde, permet au Service (et à l'Agence) d'être plus visible et plus lisible pour des nouveaux élus. Elle permet aussi aux agents du Service de conseiller et rassurer des élus débutants dans une phase de la fonction qui est souvent source de découvertes et d'appréhension.

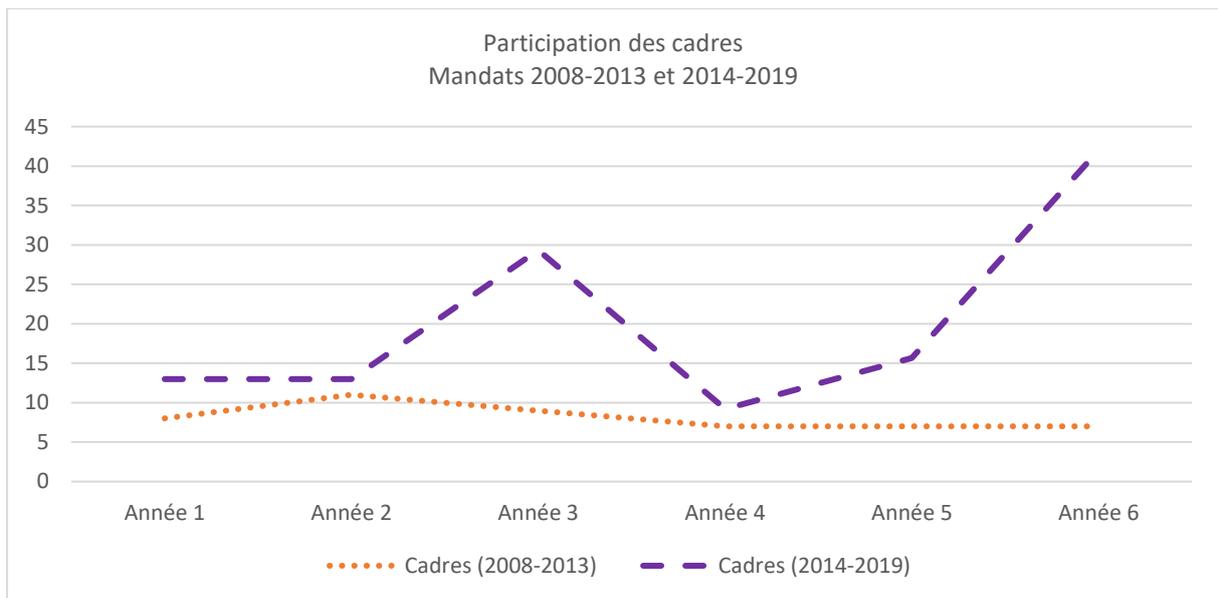
Le Service, disposant enfin de deux consultants finances opérationnels, pourra développer également au cours de cette année l'accompagnement et l'ingénierie financiers.

## 6. Bilan de mandat

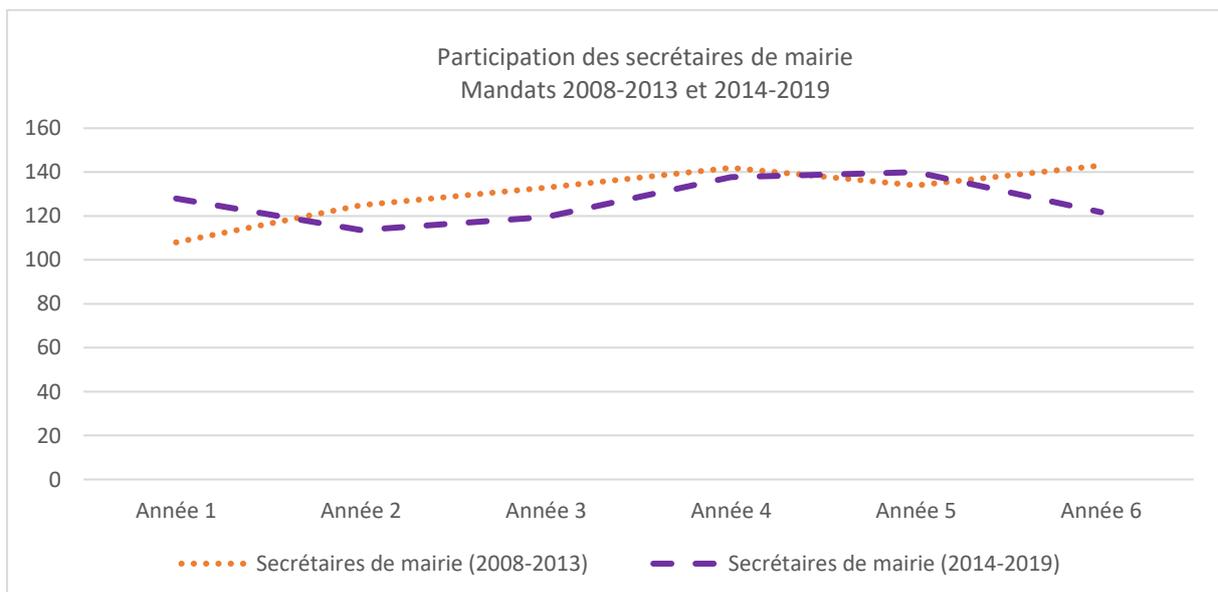
### SEANCES D'ACTUALISATION DES CONNAISSANCES

**Objectif du service sur ce mandat** : ramener les cadres à ces séances.

Défi gagné avec un constat : l'actualité reste essentielle pour les attirer. Tous les ans, la séance relative à la loi de finances est la séance principale sauf en cas de séances relatives à une actualité importante qui booste la moyenne annuelle de participation (2016 : réforme des marchés publics / 2018 : réforme de la dématérialisation / 2019 : préparation des élections municipales).



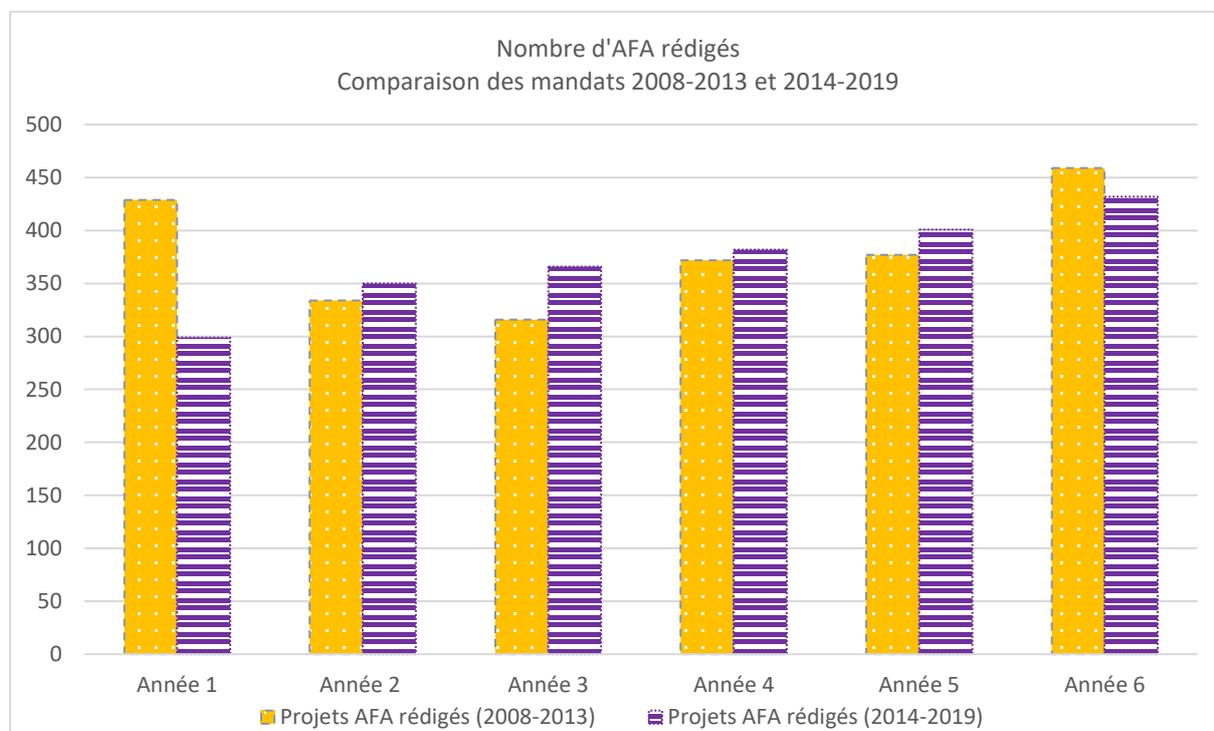
Constat de la stabilité de la participation des secrétaires de mairie (la baisse en 2019 s'expliquant essentiellement par le fait qu'il n'y a plus de séance spécialement organisée pour les agents du Pôle Mission Temporaire du Centre de Gestion).



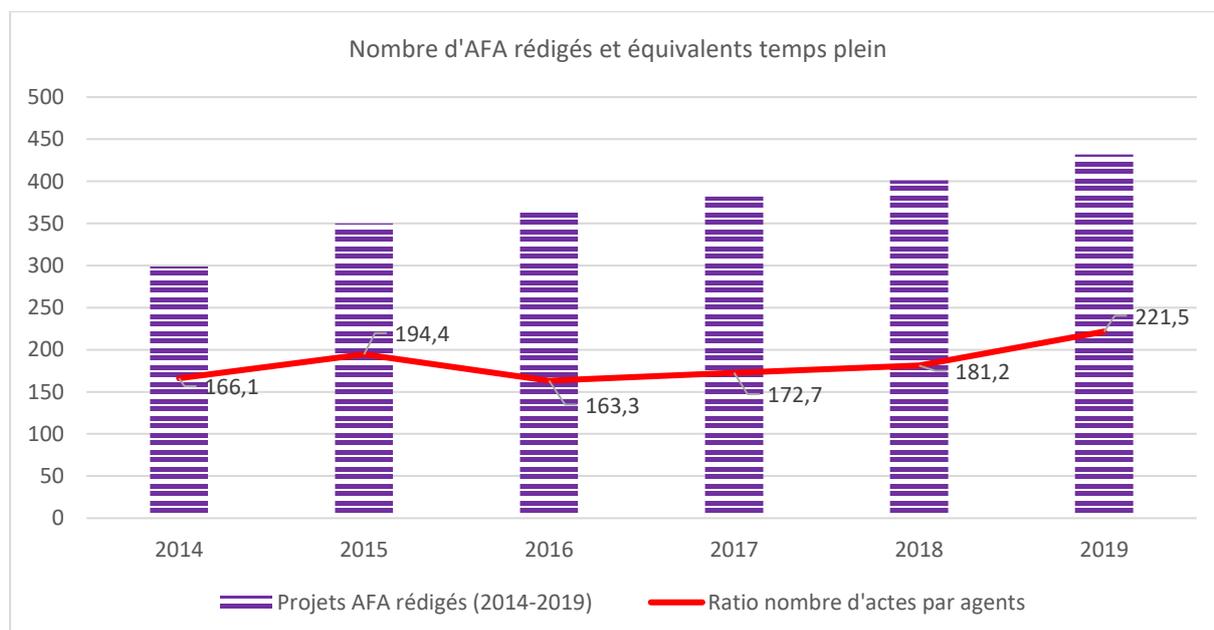
## ACTES EN LA FORME ADMINISTRATIVE

**Objectif du service sur ce mandat** : mettre en place un Pôle AFA, mieux constitué afin de sécuriser les interventions dans le cadre d'une spécialité de plus en plus complexe et de plus en plus sollicitée.

On relèvera ainsi un accroissement régulier de la mission sur tout le mandat, alors que précédemment on relevait des pics d'activité autour de la période électorale.



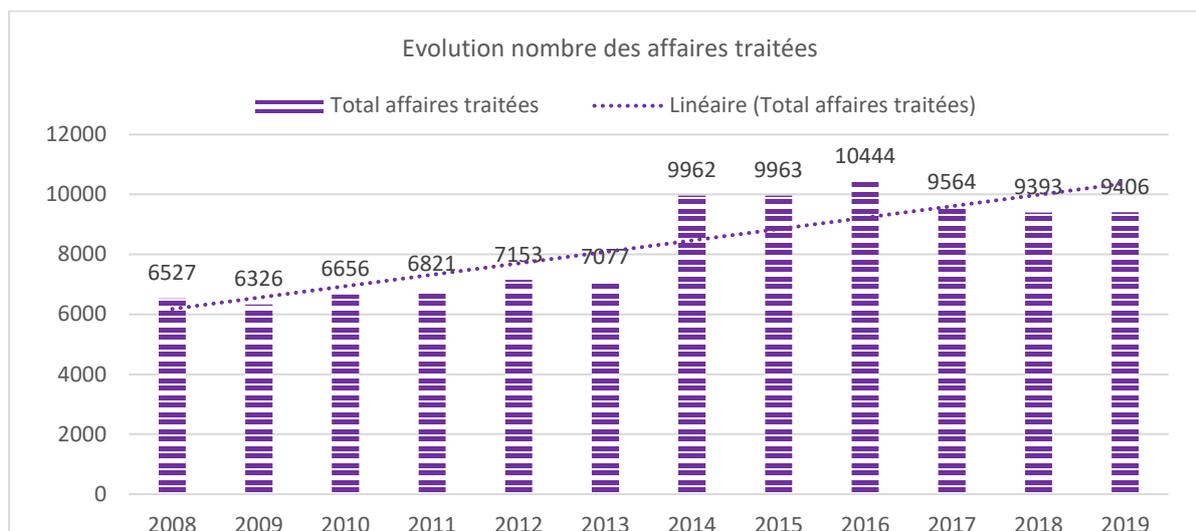
L'objectif a été atteint avec une structure intégrant un responsable, un rédacteur et une secrétaire formaliste ainsi que l'articulation des compétences entre ces agents. Malgré un déficit en personnel (temps prévu et non réalisé) récurrent, le Pôle a bien fonctionné. Ce déficit a fortement impacté les agents en poste qui se sont beaucoup investis, générant un ratio d'actes rédigés par agent qui ne peut être maintenu sur du long ou moyen terme.



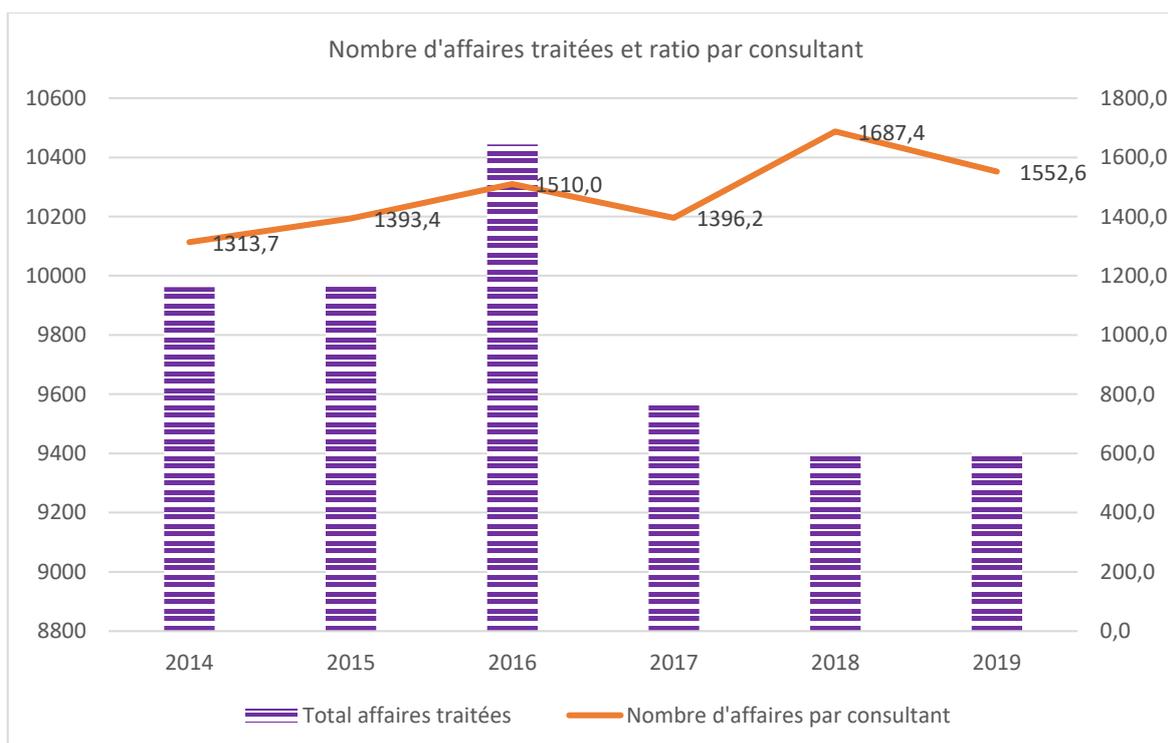
## AFFAIRES TRAITÉES (HORS AFA)

**Objectif du service sur ce mandat :** Maintenir le nombre d'équivalent temps plein à un équilibre acceptable (économiquement – problème de l'impact financier sur les adhérents – et physiquement – problème de locaux exigus ne permettant pas de recruter) malgré un volume d'affaires en constante augmentation.

L'augmentation des affaires par mandat est une constante : sur le nombre total des affaires lors des deux derniers mandats, on relève une augmentation de plus 45 % d'affaires traitées pour celui qui s'achève.



A l'inverse, le nombre d'ETP affecté au traitement de ces affaires est en diminution. Si la qualité du personnel et les compétences individuelles permettent de valider cette évolution, il convient de souligner que le seuil d'acceptabilité, tant humain que technique, est atteint.

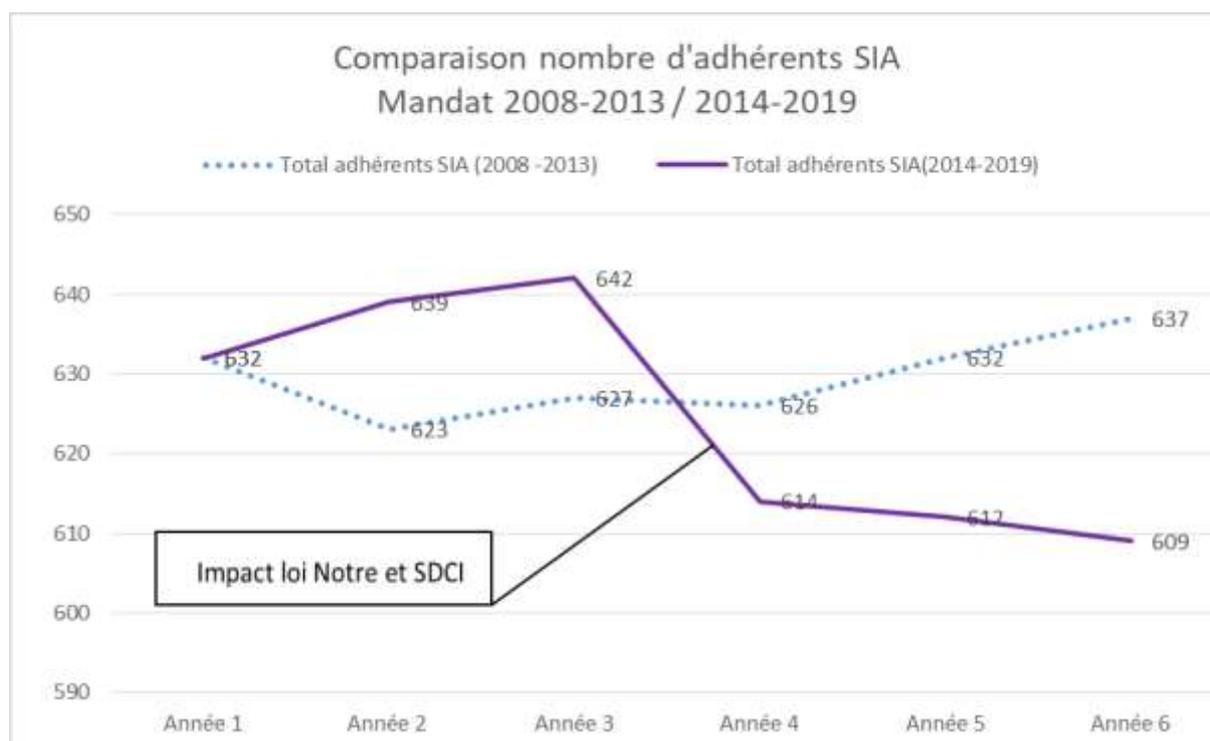


## NOMBRE D'ADHERENTS AU SERVICE INTERCOMMUNAL ADMINISTRATIF

**Objectif du service sur le mandat :** absorber les conséquences de la loi NOTRe et du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale.

Les décisions politiques du Comité syndical (notamment la refonte des tarifs) ont permis de sécuriser la pérennité immédiate du Service. Les ré-adhésions massives des établissements publics de coopération intercommunale issus de la refonte de la carte intercommunale ont stabilisé la situation pour le mandat qui vient de s'écouler.

Au final, les évolutions du nombre d'adhérents sont donc, au regard de la situation, plutôt marginales.



Les retraits sur tout le mandat ont été presque exclusivement liés à des dissolutions-fusions d'intercommunalités : le meilleur indicateur est que 532 Communes adhéraient en 2014 et 539 adhèrent en 2019.

Le défi du prochain mandat sera donc de conserver ces nouveaux établissements intercommunaux (qui vont finaliser leur structuration), mais également leurs Communes membres (qui pourraient être tentées de se référer en priorité à ces nouvelles structures comme support).

M. HUNAULT demande de préciser la notion de cadres pour les séances d'actualisation des connaissances.

Mme VAYSSIER répond qu'il s'agit des secrétaires des Communes les plus importantes, généralement à partir de 1 000 habitants, et responsables des Communautés ou grosses intercommunalités.

Pour conclure sur le bilan d'activités du mandat, Mme VAYSSIER ajoute que l'un des constats effectué lors de la prise du mandat avec ses collègues, est de dire que l'Agence était peu connue. Un des objectifs était donc de la rendre plus visible, notamment en communiquant plus et en mettant plus de données à disposition des adhérents.

De plus, le site internet a été nettement amélioré sur la période grâce au travail du SIN. Auparavant les actualités disparaissaient au bout de 3 mois de parution, aujourd'hui 5 à 11 sous-rubriques permettent de cibler les recherches, et, pour une information générale, la rubrique « dernières parutions » permet de cibler l'actualité. Le travail quotidien mené conjointement avec le Service Intercommunal du Numérique offre un résultat très satisfaisant.

M. CASSOU intervient pour dire que la méconnaissance de l'Agence est plus le fait des tiers que des adhérents eux-mêmes.

Mme VAYSSIER indique que l'autre élément du mandat pour le SIA était de travailler en transversalité. Le métier de consultant juridique est plutôt solitaire. L'objectif dans ce cadre était d'apporter aux adhérents les compétences « Agence » qui sont complémentaires. Par exemple, pour les Communes qui font le choix de l'Agence pour la prestation du cimetière, le Service Intercommunal du Numérique fait passer le drone ; côté juridique, le SIA dispose d'un agent qui se déplace sur la Commune pour dresser un état de chaque tombe, fait des photos, et vérifie les titres de concessions. Les informations sont ensuite fusionnées et transmises au SIPA qui peut alors établir un projet de travaux, ainsi que d'accessibilité, et ainsi avoir une vraie vision d'ensemble.

Cette transversalité, aujourd'hui, n'est pas aboutie mais existe et a beaucoup progressé. Parallèlement, en interne des documents communs sont élaborés et certains personnels voient leur temps partagé entre les services.

S'agissant enfin de la vie du Service, l'équipe est plutôt stable sur le mandat, dynamique, jeune et motivée.

Mme VAYSSIER remercie les élus pour la collaboration sur ce mandat.

S'agissant de l'apport de l'Agence via la transversalité des compétences des Services, M. CASSOU indique qu'il a assisté à l'inauguration de l'école de LEDEUIX, école qui a brûlé, il y a trois ans. Il se fait le rapporteur des paroles de M. le Maire de LEDEUIX, lequel évoquant les prestations des Services de l'Agence (finances, architecture et autres), s'est félicité de la prestation et surtout du soutien apporté par l'Agence lorsque l'événement s'est produit.

M. CASSOU rappelle que le rôle de l'Agence dans ces missions de soutien est de rassurer les élus lors de ce genre d'événements, et fait part de sincères remerciements notamment des Maires de LEDEUIX et de SALIES-DE-BÉARN.

## **B. SERVICE INTERCOMMUNAL DU NUMERIQUE**

Le bilan d'activités annuel et le bilan de mandat sont présentés par Mme GASTELLU, responsable du Service.

## **1. Collectivités adhérentes**

Le Service compte 575 adhérents en ce début d'année, hausse due à l'adhésion de collectivités pour l'assistance Cosoluce, l'adressage ou Géo64, ou pour le Délégué à la Protection des données (DPO) mutualisé.

## **2. Effectifs du Service**

L'équipe connaît une phase de renouvellement. En effet, sur 2019 et le début 2020, on comptabilise 5 départs et 4 arrivées :

- mutation d'un agent au Service Informatique du Département, le 1<sup>er</sup> avril, après 5 ans de présence dans le Service,
- congé parental d'un agent de 6 mois, suivi d'une demande de disponibilité pour un projet personnel d'apiculture, en mai,
- demande de disponibilité d'un an, pour création d'entreprise suite à formation en pâtisserie, au 1<sup>er</sup> février 2020, après 18 ans passés dans le Service,
- mutation d'un agent au Service Informatique du Département, le 1<sup>er</sup> février 2020, après plus de 20 ans dans le Service,
- mutation d'un agent à la Commune de NOUSTY, le 19 février,
- arrivée d'un informaticien mi-juillet,
- arrivée d'une géomaticienne le 1<sup>er</sup> septembre,
- arrivée d'un 2<sup>ème</sup> DPO le 1<sup>er</sup> septembre pour renforcer ce pôle,
- arrivée d'une informaticienne le 2 janvier 2020.

Rappelons qu'un agent est en longue maladie depuis septembre 2017.

Un certain nombre d'agents intervenant en interne (25% au Service Territoires et Urbanisme, 5% au Service Voirie Réseaux Aménagement, 70% sur l'Administration Générale, 10% en tant que DPO, 10% sur la communication), le Service comptera à mi-février 9,8 agents équivalent temps plein.

Il faut ajouter que le Service est en cours de recrutement d'un agent supplémentaire.

## **3. Activité du Service**

### **a. Cosoluce**

Le partenariat entre Cosoluce et l'Agence a été renouvelé en début d'année, pour une durée de 3 ans, du fait de la qualité des logiciels, qui donnent entière satisfaction à nos collectivités adhérentes, et de la qualité de la relation entre les 2 partenaires.

Une étude concernant le domaine de l'état civil a permis en fin d'année d'étendre ce partenariat au logiciel Cyan, qui équipe déjà, avant même que la coopération avec l'éditeur ne concerne ce logiciel, 70 Communes sur le département.

Chaque année, quelques collectivités décidant de changer de prestataire, et quelques nouvelles secrétaires prenant poste sur le département, le Service continue d'assurer des formations. De plus, les parcours de formation d'agents sur les métiers des collectivités, issus de partenariats entre le Centre de gestion et l'Université de PAU et des PAYS de l'ADOUR ou le GRETA, génère des demandes auprès du Service. Celui-ci a ainsi assuré au total 45 jours en 2019. Il est également intervenu pour une demande spécifique, inédite, à savoir la formation d'agents de la DGFIP dans le cadre de la mise en place d'un service facturier (SFACT) à la Communauté de communes ADOUR MADIRAN, avec une trésorerie des HAUTES-

PYRÉNÉES. Le principe d'un tel dispositif est d'associer les agents du Trésor public en charge de la collectivité et ceux de l'ordonnateur au sein d'un seul service, chapeauté par le comptable public, dans le but de mutualiser et fiabiliser les contrôles des dépenses.

### **b. Le système d'informations géographiques (SIG)**

Pour représenter l'activité sur la plate-forme Géo64, on peut mentionner le nombre de connexions qui s'élève à 6 750 par mois, collectivités et Agence confondues. Actuellement, 262 collectivités utilisent cet outil, soit 18 de plus qu'au bilan précédent.

Tout au long de l'année, le pôle SIG, malgré un sous-effectif de quelques mois, a enrichi le système d'un certain nombre de cartes, en plus de la mise à jour des données de référence habituelles :

- nouvelle application d'inventaire de panneaux de signalisation, avec fiche d'information éditable, selon leur type,
- mise en ligne de PLU et cartes communales pour une quinzaine de Communes,
- intégration de données sur l'assainissement et la distribution d'eau potable pour 6 Communes et 2 syndicats,
- intégration de données diverses telles que les risques technologiques, quelques servitudes d'utilité publique, des zones de protection des troupeaux, des enveloppes des crues, ...

Le Service continue d'apporter son aide technique aux autres Services de l'Agence en termes de :

- production de cartes pour des dossiers de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI),
- mise en conformité de PLU au format standard CNIG (Conseil National de l'Information Géographique) et mise en ligne sur le Géoportail de l'urbanisme selon l'obligation au 01/01/2020,
- création de cartes topographiques à partir des prises de vue drone.

La partie « travail à façon » a concerné la vectorisation de cimetières, et a représenté 12 demi-journées.

Le pôle SIG a suivi une formation de 3 jours auprès du prestataire Géomatika afin d'assurer son travail de veille et de maîtriser toujours plus l'outil.

### **c. La mission drone**

Le Service s'est doté d'un 2<sup>ème</sup> drone, plus puissant que le 1<sup>er</sup>, disposant d'une meilleure autonomie, d'une meilleure résolution du capteur, permettant la fixation de ce dernier au-dessus de l'appareil, pour examiner un tablier de pont par exemple, et évolutif pour brancher des capteurs thermiques ou d'inspection.

Du fait du départ d'un agent en mai, le Service compte actuellement un seul télépilote. C'est la raison pour laquelle les deux géomaticiens actuellement en poste préparent le brevet adéquat, ce qui permettrait au Service de disposer de 3 télépilotes.

Au cours de l'année, le Service a réalisé 10 missions de prise de vues de cimetières, afin de produire le plan associé pour intégration dans Géo64 ou un autre logiciel, 8 missions de relevés de bâtiments pour des projets du Service du Patrimoine et de l'Architecture, 3

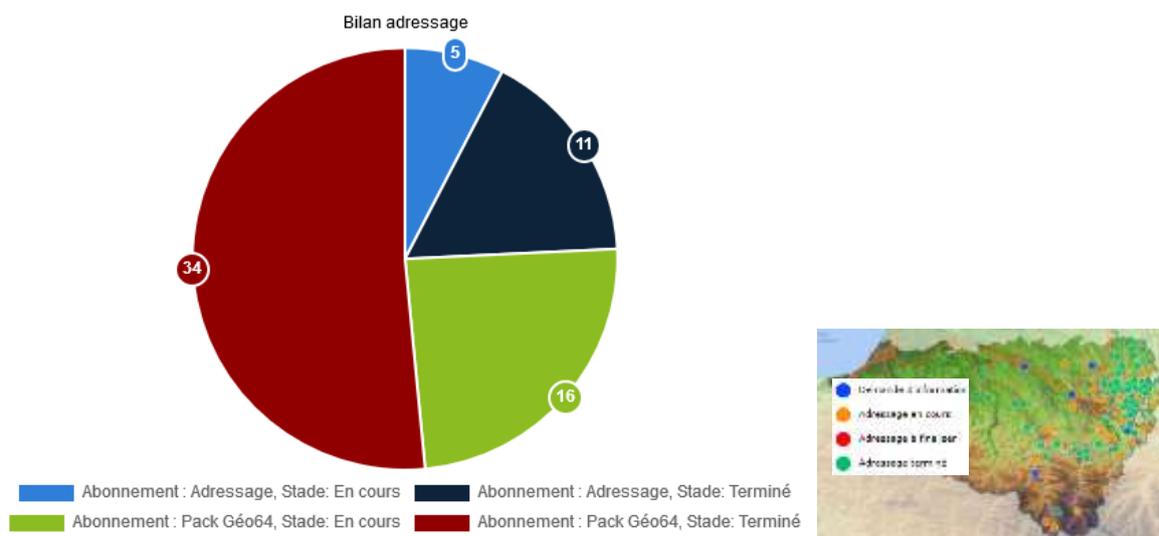
missions de production d'orthophotos de parcelles pour des dossiers du Service Territoires et Urbanisme. Une longue mission sur 8 mois est actuellement en cours pour la Communauté de communes du PAYS de NAY ; il s'agit d'une mission hebdomadaire pour assurer le suivi des travaux de déblaiement de la zone de déchets de BORDES et calculer le cubage enlevé.

Des missions de surveillance de berges vont prochainement avoir lieu. Les collaborations inter-services devraient également se multiplier, notamment en ce qui concerne les analyses thermiques ou les inspections d'ouvrages.

#### d. L'adressage

La mission d'adressage progresse correctement ; actuellement, depuis son lancement, soit mi-2018, 66 Communes nous ont sollicité. Seul le secteur du BÉARN fait appel à l'Agence car l'Agglomération du PAYS BASQUE propose ce service sur son territoire. Trois réunions d'informations ont été animées pour les territoires des Communautés de communes du NORD EST BÉARN, du HAUT-BÉARN, et pour le Syndicat National des Directeurs Généraux des Collectivités Territoriales (SNDGCT), en collaboration avec la Fibre 64 pour ce dernier.

Le Service met à disposition son outil Géo64 pour faciliter le travail plutôt que de passer par le guichet adresse de l'IGN, et a assuré 64 1/2j de formation en 2019.



La mission demande un investissement variable pour chaque Commune selon l'état initial, c'est-à-dire la quantité d'adresses déjà présentes dans les bases nationales, et selon la taille de la Commune et donc le nombre d'adresses à vérifier.

Une fois l'adressage d'une Commune terminé, les données sont envoyées au SDIS, au cadastre, à la Poste et à la Fibre 64. Elles sont également envoyées à l'IGN, et mises sur data.gouv.fr dans les bases adresses.

Il est important de rappeler aux Communes que ce travail est capital en termes d'efficacité des secours, des services publics, d'acheminement du courrier, de localisation par GPS et de déploiement de la fibre optique. Le Service a d'ailleurs participé à des groupes de travail avec PIGMA (GIP gérant la plate-forme d'échange de données en Aquitaine) et le Département sur le sujet pour se tenir informé des évolutions techniques et de la réglementation.

#### **e. La création de sites Internet**

Le Service a produit trois sites complets, BRUGES ([www.bruges-capbis-mifaget.fr](http://www.bruges-capbis-mifaget.fr)), AUSSEVIELLE ([www.aussevielle.fr](http://www.aussevielle.fr)) et un intranet pour la Communauté de communes de la VALLÉE d'OSSAU. Celui-ci constitue une première et a permis de mettre en œuvre de nouvelles fonctionnalités (calendrier partagé,...). Trois autres sites ont été produits à 75%, les 25% restants correspondant au contenu du site (texte, vidéos, images, ...) en cours de rédaction côté collectivité.

En parallèle, le développeur web maintient les sites réalisés précédemment, pour lesquels il est sollicité sur la mise en forme, l'ajout de fonctionnalités, la correction d'erreurs.

Il participe également à la communication de l'Agence. Il s'est notamment occupé du changement de noms des Services sur les différents supports, de la réalisation des cartes de visite, des signatures de mail, de la plaquette Agence.

Huit autres sites sont en cours de réalisation, à des stades plus ou moins avancés (de 3 à 75 %), et dont une large part devrait être mis en service en 2020.

#### **f. La protection des données personnelles**

Le Service a terminé la phase initiale de mise en conformité, à savoir le recensement des traitements et données, l'audit de sécurité et le plan d'action, pour 18 collectivités, dont une Commune de 7 000 habitants. L'ensemble a donné lieu à 90 ½ journées de facturation, sachant que pour les premières conventions le temps d'intervention a été sous-estimé et donc réévalué pour les suivantes. Il faut rappeler qu'il s'agit d'un travail exhaustif et difficile à quantifier.

Le Service a participé à deux réunions d'informations avec le Syndicat de la Fibre 64, qui offre cette même mission aux EPCI et à leurs Communes membres, afin de présenter et d'expliciter les différences entre les 2 offres. La 1<sup>ère</sup> était à destination des Communes de l'Agglomération PAU BÉARN Pyrénées, et la 2<sup>ème</sup> à destination du SNDGCT.

Au cours de l'année, une vingtaine de collectivités a retiré son inscription auprès de l'Agence et a préféré bénéficier de l'accompagnement offert par la Fibre 64 et les Communautés de communes ou d'Agglomération.

Le Service continue d'intervenir sur le sujet pour l'Agence, et de préconiser les actions nécessaires pour être en conformité avec le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

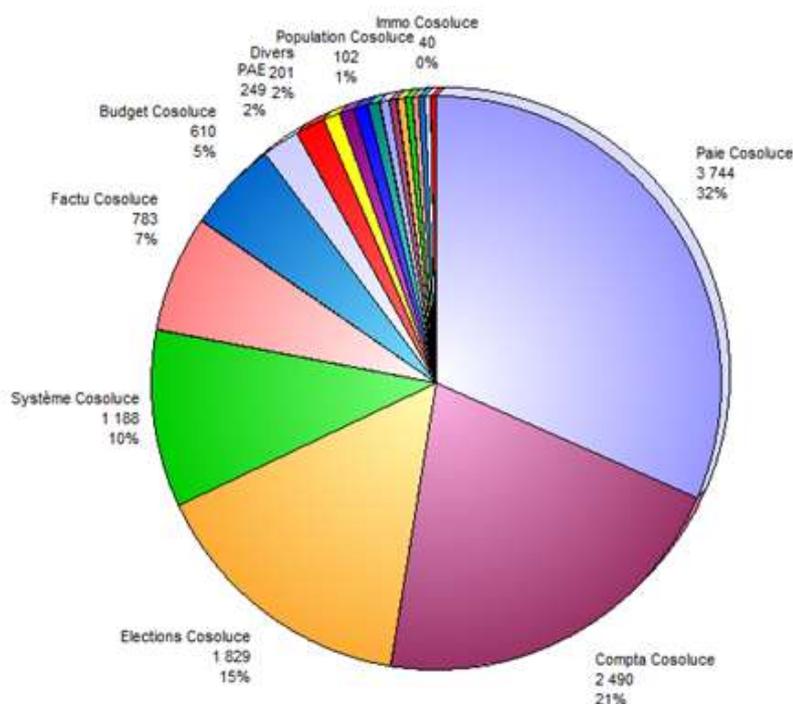
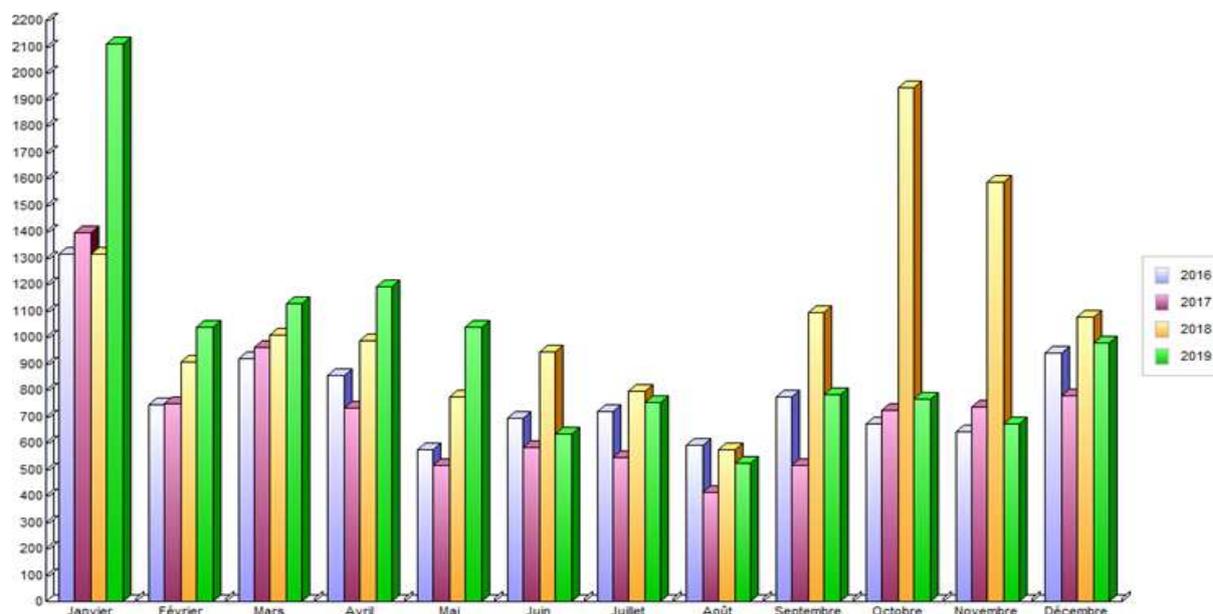
Depuis le 1<sup>er</sup> septembre, le pôle compte un 2<sup>ème</sup> délégué. Ce soutien était indispensable pour satisfaire les demandes en attente, s'agissant d'un travail long. Afin de faire évoluer la méthode et d'assurer la veille, les 2 délégués participent aux rencontres entre homologues sur le sujet et aux ateliers organisés par la CNIL.

#### **g. L'assistance**

L'assistance téléphonique Cosoluce a enregistré 11 600 appels. Les statistiques concernant le SIG, gérées indépendamment, en comptent à peu près 340. Le total de **11 940** correspond à la 2<sup>ème</sup> année la plus chargée, le record étant celui de 2018 avec 13 000 appels.

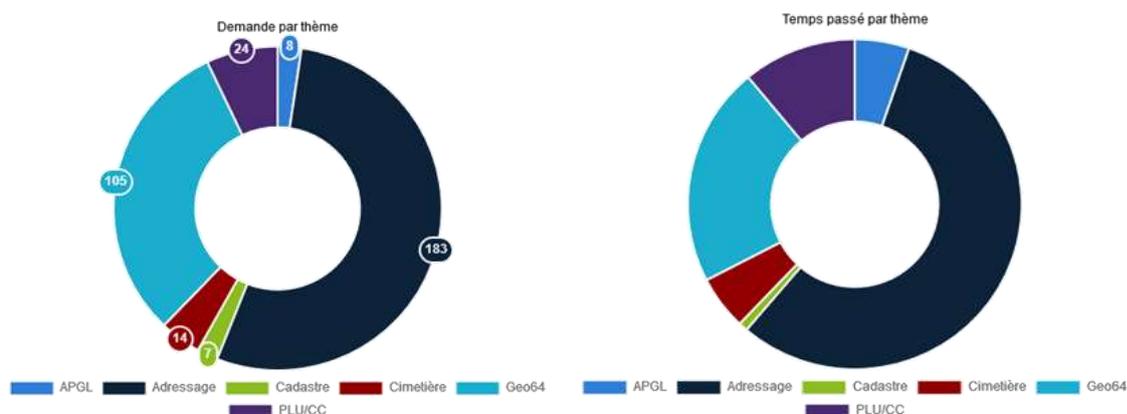
Sur le cycle de l'année, le mois de janvier apparaît comme le nouveau record mensuel avec 2 110 appels (contre 2 000 en octobre 2018). Ces chiffres sont notamment dus à la mise en place du prélèvement à la source du fait des tests de fin 2018 et de l'application effective de début 2019. Ceci renforce le fait que la paie reste le sujet exigeant le plus d'assistance, la réglementation étant riche de modifications.

Le temps moyen annuel d'un appel reste stable à 9 minutes, et le recours à la télémaintenance concerne 36 % des cas.



Quelques appels concernant la plate-forme d'administration électronique eadministration64.fr (PAE) apparaissent sur le graphique : il s'agit d'appels de début d'année qui sont arrivés au Service avant que les collectivités ne prennent le réflexe d'appeler la Fibre 64.

Les demandes en matière de SIG montrent que le thème le plus mobilisant est l'adressage.



#### **h. Le développement à façon**

Il ne reste que 9 applications spécifiques gérées par le Service, une dizaine concernant l'eau et l'assainissement, issues de syndicats et régies du PAYS BASQUE, ayant été regroupées au sein du logiciel commun choisi par l'Agglomération en début d'année. Le Service est intervenu pour réaliser l'export des données depuis les anciens logiciels.

#### **i. Le travail à façon paie**

Le travail à façon des paies se maintient avec 708 bulletins (615 en 2018) réalisés dans l'année pour 8 collectivités (9 en 2018).

#### **j. Les interventions internes**

Le Service a développé une application d'enregistrement au quotidien des consultations pour le Service Voirie Réseaux Aménagement, recueil de toutes les questions posées par les collectivités.

Il a également assuré le changement du système de téléphonie, vieux de 20 ans, pour passage sur IP donc tout numérique, en collaboration avec le Centre de gestion.

### **4. Les finances**

L'année 2019 se solde par un déficit d'environ 23 000 €. Il est principalement dû à :

- un agent en maladie depuis 2 ans,
- des recettes en matière de DPO mutualisé et de sites Internet moindres par rapport à la prévision.

## **5. Les perspectives**

Le Service va donc prendre en charge l'assistance sur le logiciel d'état-civil Cosoluce, assurer les formations correspondantes, déployer le dispositif COMEDDEC de dématérialisation des transmissions entre collectivités et avec les notaires, accompagner la numérisation des actes.

Il doit également déployer le module iConnect, qui s'ajoute à la comptabilité, pour simplifier les échanges avec le système des trésoreries Hélios.

Un nouveau domaine devrait entrer dans les préoccupations du Service, le milieu scolaire et l'ENT (Environnement Numérique de Travail) dans les écoles grâce au projet enclenché par le Rectorat de Bordeaux, sur les départements de l'ancienne Aquitaine dans un premier temps.

En termes de drone, l'exploration d'études thermiques ou d'inspection est prévue pour 2020.

## **6. Bilan de mandat**

Mme GASTELLU indique que le mandat aura été un mandat de renouvellement pour le Service.

S'agissant des missions, certaines ont disparu :

- les élections à façon,
- la gestion et l'assistance de la plate-forme d'administration électronique eadministration64.fr, gérée depuis 2009 et reprise par le Syndicat la Fibre 64 au 01/01/2019.

A l'inverse, plusieurs nouvelles missions ont vu le jour :

- 2014 : lancement du projet de mise en place du web SIG Géo64,
- 2015 : lancement de la mission de création de sites Internet,
- 2016 : lancement de la mission de prise de vues par drone et de l'utilisation de la photogrammétrie,
- 2018 : lancement de la mission d'adressage,
- 2018 : création de la mission de délégué mutualisé pour la protection des données personnelles,
- 2019 : renouvellement du protocole Cosoluce et extension du partenariat à l'état-civil notamment, marché de numérisation des actes.

Le tableau suivant retrace l'évolution de quelques chiffres représentatifs de l'activité sur ces 6 années :

|                                    | 2014      | 2015           | 2016   | 2017                  | 2018            | 2019                            |
|------------------------------------|-----------|----------------|--------|-----------------------|-----------------|---------------------------------|
| <b>Effectif</b>                    | 8.5       | 8.7            | 9.2    | 10.1                  | 10.25           | 9.8                             |
| <b>Collectivités adhérentes</b>    | 572       | 577            | 553    | 554                   | 563             | 575                             |
| <b>Cosoluce -jours formation</b>   | 70        | 80             | 66     | 54                    | 50              | 45                              |
| <b>Hotline -nb appels</b>          | 9 680     | 9 330          | 9 410  | 8 650                 | 13 000          | 11 940                          |
| <b>SIG Géo64 -adhérents</b>        | -         | 25             | 200    | 230                   | 244             | 262                             |
| <b>SIG Géo64 -connexions</b>       | -         | -              | 36 980 | 58 533                | 75 188          | 80 997                          |
| <b>Paies à façon -nb bulletins</b> | 790       | 760            | 770    | 740                   | 615             | 708                             |
| <b>Résultat financier</b>          | -6 400    | -102 000       | -7 600 | 34 000                | -77 000         | -23 000                         |
| <b>Nouvelles missions</b>          | SIG Géo64 | sites Internet | drone  |                       | adressage + DPO | état-civil + numérisation actes |
| <b>Projets Maison des communes</b> |           |                |        | refonte site Internet |                 | basculement téléphonie sur IP   |

Mme GASTELLU illustre ce bilan de mandat par quelques réalisations comme le relevé d'un cimetière par drone, permettant de voir la qualité de l'image restituée, la modélisation 3D d'une mairie ou un site internet.

La diversité des missions justifie pleinement le changement de nom du Service, dont le domaine d'intervention ne se cantonne plus à l'informatique mais s'est élargi au numérique.

S'agissant du personnel, l'équipe a presque doublé et seulement deux agents en poste en 2014 sont présents aujourd'hui.

Il faut également noter l'arrivée de nouveaux acteurs tels que le Syndicat de la Fibre 64 ou les services mutualisés de Communautés d'agglomération avec lesquels le Service est amené à collaborer.

Le bilan peut donc se résumer par le fait que le Service a connu une phase de renouvellement durant ce mandat, que ce soit au niveau du personnel ou des missions, accompagné d'un investissement (logiciels, matériel, personnel) parfois coûteux, qui explique en grande partie les résultats financiers.

M. VIGNAU s'interroge en ce qu'il est indiqué sur le bilan du mandat exposé, 8,5 équivalents temps plein en 2014 et 9,8 en 2019. Il ne voit pas la hausse de personnel évoquée.

Mme GASTELLU explique qu'en 2014, le Service s'occupait aussi de l'Administration générale. La hausse est calculée sur le seul personnel affecté à l'informatique.

M. CASSOU conclut que ce « mandat de renouvellement » du Service du Numérique n'est que la conséquence de la capacité des Services de l'Agence à s'adapter aux besoins des collectivités de manière réactive. Cette compétence est particulièrement nécessaire pour le SIN qui a su, sur les six dernières années, évoluer. Les adhérents doivent cependant être conscients que toute évolution nécessite un temps de préparation.

M. ECHEVERRIA rejoint la séance à 11 h 05.

## **C. SERVICE INTERCOMMUNAL DU PATRIMOINE ET DE L'ARCHITECTURE**

Les bilans d'activité annuel et de mandat sont présentés par M. DELHEURE, responsable du Service.

### **1. Collectivités adhérentes**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, 400 collectivités adhèrent au Service Intercommunal du Patrimoine et de l'Architecture. Ce chiffre est strictement identique à celui présenté en 2018.

M. DELHEURE souligne que cette stabilité ne doit pas dissimuler la vigilance nécessaire pour maintenir les adhésions. Des actions régulières de communication en pédagogie sont menées pour rappeler aux adhérents l'intérêt d'une adhésion au Service. Il précise que le changement de nom de « STI » en « SIPA » contribue à une meilleure visibilité du Service.

M. DELHEURE fait part d'une petite anecdote sur ce sujet. Il a contacté une collectivité ayant délibéré en octobre pour se retirer du STI. Après un échange téléphonique, au vu des compétences abordées, notamment "Patrimoine", la collectivité a réadhéré dès le mois de janvier. Cela reflète bien la fragilité de l'adhésion et par conséquent, la nécessité d'être le plus proche possible des collectivités pour qu'elles connaissent les compétences du Service.

### **2. Effectif du Service**

A ce jour, le Service comprend 24 agents répartis de la manière suivante :

- 7 architectes dont un à 50%,
- 5 ingénieurs généralistes dont un à 95 %,
- 2 ingénieurs structures,
- 1 ingénieur fluides,
- 1 technicienne,
- 4 dessinateurs,
- 3 secrétaires dont une à 80 % et une à 90 %,
- 1 secrétaire en charge de l'archivage.

Au cours de l'année 2019, un agent a été absent plusieurs mois pour des raisons médicales mais à ce jour, il a pu réintégrer l'équipe à mi-temps ; ceci constitue une très bonne nouvelle pour lui et pour le Service.

De plus, deux agents ont quitté le service pour intégrer de nouvelles collectivités en septembre 2019. Les délais imposés par les procédures de recrutement en vue de leur remplacement ont engendré un fonctionnement du Service en sous-effectif sur 4 mois.

Deux architectes et une secrétaire ont intégré l'équipe au cours de l'année.

Numériquement, l'effectif du Service s'est stabilisé puisque en 2018, ce dernier était de 23.

On peut noter qu'une secrétaire est affectée, à temps complet, à l'archivage des dossiers du Service. Ce travail absolument nécessaire a été entrepris au cours de l'année 2019 et sera poursuivi tout au long de l'année 2020.

Enfin, sur cet effectif, on compte 18 agents sur des emplois permanents et 6 sur des emplois non permanents dont les contrats arrivent à échéance dans le courant de l'année 2020.

### **3. Activité du Service**

Le début d'année 2019 a été marqué par une production importante de dossiers de demande de subvention (50 au total) pour les collectivités en vue de solliciter les différents financeurs. Ce chiffre n'avait jamais été atteint dans le Service.

Les affaires traitées au cours de l'année 2019 se répartissent de la manière suivante :

- **176 interventions dans le cadre de l'abonnement comprenant :**
  - 50 dossiers d'avant-projets / demande de subventions,
  - 15 expertises,
  - 1 jury de concours,
  - 110 conseils techniques divers, contrôles de devis, visites techniques préalables à l'élaboration des dossiers Ad'AP, ...
- **206 interventions avec participation supplémentaire comprenant :**
  - 52 autorisations d'urbanisme et autorisations de travaux,
  - 36 dossiers de consultation d'entreprises,
  - 40 montages des marchés,
  - 57 chantiers dont 20 ont été réceptionnés au cours de l'année 2019,
  - 11 Agendas d'Accessibilité Programmée (Ad'AP),
  - 8 diagnostics de structure nécessitant des moyens importants (relevé sur site et approche calculatoire)
  - 2 missions d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage.

On constate une augmentation importante du nombre d'interventions avec participation supplémentaire par rapport à 2018 (+54 représentant +26% d'augmentation). Ceci s'explique par le fait qu'à l'exception de seulement 5 dossiers, tous les dossiers de demande de subvention (soit 45), traités par le Service, ont été retenus par l'État au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) ou de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL). Les collectivités ont donc souhaité lancer très rapidement leurs projets, ce qui a permis au Service d'avoir un plan de charge bien rempli tout au long de l'année.

Le Service a été amené à traiter des projets d'une grande diversité. Dans ce cadre M. DELHEURE remercie les élus du Comité pour leur confiance. Ainsi le Service a travaillé sur des logements, des mairies, des salles multi-activités, des églises - cimetières, des écoles, une maison de santé, des trinquets et frontons mais aussi sur des projets plus « atypiques » comme :

- La construction d'une halle couverte à l'entrée du village d'ESTOS,
- La réhabilitation d'un pigeonnier en columbarium dans le cadre de l'extension du cimetière à LANNE-en-BARÉTOUS,
- L'aménagement d'une boulangerie au rez-de-chaussée d'une bâtisse dans le périmètre d'un monument historique à LABASTIDE-VILLEFRANCHE,
- La construction d'une tour d'escalade de 18 mètres de hauteur en extension de la salle polyvalente à AUBIN,
- L'extension du groupe scolaire du Hameau à GELOS en matériaux biosourcés (paille, terre crue et chaux).
- L'assistance à maîtrise d'ouvrage sur le complexe médiathèque – cinéma à NAY, pour le compte de la Communauté de communes du PAYS de NAY.

Ces dossiers démontrent s'il en est besoin, la capacité du SIPA à évoluer et développer ses actions vers de nouvelles missions et/ou avec des nouveaux matériaux.

Le dispositif Ad'AP s'est terminé au 31 mars 2019, ce qui explique le faible nombre de dossiers traité au cours de l'année. Dans le cadre de ce dispositif, mis en place par l'État fin décembre 2014, le Service est intervenu auprès de 275 collectivités et a diagnostiqué environ 1 200 Établissements Recevant du Public (ERP) et Installations Ouvertes au Public (IOP).

Avec la mise en place du pôle ingénierie, le Service est à présent en capacité de dimensionner les structures porteuses des bâtiments. Ces nouvelles interventions se retrouvent donc dans le bilan d'activités du service. Ce dernier a été sollicité à plusieurs reprises par le Syndicat d'Énergie des Pyrénées Atlantiques (SDEPA) pour la vérification de charpentes en vue de l'installation de panneaux photovoltaïques. De plus, le Service est intervenu pour la ville de LONS pour le dimensionnement d'une passerelle métallique piétonne. Il s'agit là de nouvelles missions proposées par le Service aux collectivités.

Enfin, le Service a produit ses premiers plans d'exécution béton armé pour le chantier de la halle d'ESTOS.

#### **4. Les finances**

Lors du Comité Syndical de février 2019, le budget prévisionnel faisait apparaître un déficit de l'ordre de 95 000 €, déficit correspondant globalement à la deuxième année de fonctionnement du pôle ingénierie structures et à des investissements en matériels informatiques.

Au final, le Service présente un excédent de l'ordre de 84 000 €.

A la vue de l'écart important entre le prévisionnel et la réalisation, il convient de donner quelques explications.

Tout d'abord, comme cela a été présenté précédemment, le Service a fonctionné en sous-effectif sur une grande partie de l'année. En effet, en cumulant les absences pour

maladie et mi-temps thérapeutique d'un agent ainsi que les absences liées aux recrutements, le Service a été en sous-effectif d'un équivalent temps plein sur 12 mois.

D'autre part, l'élaboration du budget prévisionnel 2019 s'est faite, en décembre 2018, sans connaître le nombre de dossiers retenus par les financeurs au titre de la programmation 2019 puisque ces derniers ont donné une réponse aux collectivités au plus tôt en avril 2019. Sur ces bases-là, il n'est donc pas possible d'anticiper la charge de travail engendrée par ces dossiers. Ce point est une problématique rencontrée chaque année et qui pousse à avoir une posture plutôt prudente en terme budgétaire.

Enfin, les investissements informatiques prévus en 2019 ont été décalés dans le temps suite à l'audit informatique, réalisé par un prestataire extérieur à la structure au cours de l'année. Ce sujet avait déjà fait l'objet d'échanges lors du dernier Comité Syndical en décembre 2019.

On constate donc que l'élaboration du budget prévisionnel est étroitement liée à des paramètres indépendants du Service et intervenant dans des délais incompatibles avec les échéances budgétaires de la structure.

## **5. La vie du service**

Le travail d'archivage du Service a réellement démarré en septembre 2019 suite au recrutement d'une nouvelle secrétaire. Il a commencé par les dossiers récents afin de libérer de l'espace dans les bureaux sur-occupés par les agents du Service et va se poursuivre en ce début d'année par un traitement des dossiers plus anciens datant de 1981, année de création du service.

Un audit informatique a été réalisé au sein du Service pour trouver des solutions aux dysfonctionnements engendrés par l'utilisation des deux environnements différents, Windows et Mac.

De plus, la collaboration et le travail transversal avec les autres services de l'Agence se sont poursuivis tout au long de l'année sur divers projets comme par exemple : procédures de péril avec le SIA, relevé de façades de bâtiments avec le drone du SIN, projets de station d'épuration avec le SIVRA. Mais également, un fastidieux travail de mise à jour de toutes les matrices a été fait par le SIA suite à la réforme de la Commande Publique.

En interne, une réflexion est en cours sur le développement de nouvelles missions liées à la gestion du patrimoine.

## **6. L'évolution**

On ressent, en ce début d'année 2020, un net ralentissement des sollicitations lié à l'échéance des élections municipales. En effet, le nombre de dossiers de demande de subvention à ce jour inscrit au planning est seulement de 20. On peut penser que les collectivités solliciteront le Service après la mise en place des nouveaux Conseils municipaux, l'État ayant laissé aux collectivités jusqu'au 15 mai 2020 pour déposer les dossiers au titre de la Dotation d'Équipements des Territoires Ruraux. Ce décalage va avoir des répercussions sur les finances du Service car les collectivités subventionnées enclencheront seulement en fin d'année leurs projets et le service ne sera donc pas en mesure de facturer un grand nombre des missions au titre de l'année 2020.

La facturation dématérialisée, via la plateforme Chorus, obligatoire pour toutes les entreprises depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 va engendrer, comme toute réforme, des contraintes de fonctionnement que le Service essaiera de gérer au mieux.

De plus, dans le cadre de la réflexion menée sur des nouvelles missions liées à la gestion du patrimoine, des collectivités se sont portées candidates. Une mise en œuvre de ce nouveau dispositif devrait donc être testée puis étendue à l'ensemble des collectivités adhérentes au Service.

Enfin, l'arrivée d'un technicien spécialiste en électricité au sein du Service ce mois-ci termine la structuration du pôle ingénierie qui est donc au complet en ce début d'année 2020.

## **7. Bilan du mandat**

### **1. Adhésions**

L'évolution des adhésions durant le mandat se décompose de la manière suivante :

|              | <b>2014</b> | <b>2015</b> | <b>2016</b> | <b>2017</b> | <b>2018</b> | <b>2019</b> |
|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>401</b>  | <b>414</b>  | <b>398</b>  | <b>395</b>  | <b>400</b>  | <b>400</b>  |

L'accroissement des adhérents en 2015 est lié à l'obligation, pour les collectivités n'étant pas à jour de leurs obligations en termes d'accessibilité des Établissement Recevant du Public et des Installations Ouvertes au Public, de réaliser un Agenda d'Accessibilité. Dans ce cadre, ces collectivités ont sollicité le Service.

La baisse des adhérents, les deux années suivantes, est dû au retrait de 16 intercommunalités et à la suppression de 3 syndicats dans le cadre de la loi NOTRe.

### **2. Effectifs**

|                       | <b>2014</b> | <b>2015</b> | <b>2016</b> | <b>2017</b> | <b>2018</b> | <b>2019</b> |
|-----------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Secrétaires           | 3           | 3           | 3           | 3           | 3           | 4           |
| Dessinateurs          | 4           | 4           | 4           | 4           | 4           | 4           |
| Cadres et techniciens | 12          | 14          | 20          | 16          | 16          | 17          |
| <b>TOTAL</b>          | <b>19</b>   | <b>21</b>   | <b>27</b>   | <b>23</b>   | <b>23</b>   | <b>25</b>   |

Au cours de ce mandat, des cadres historiques sont partis à la retraite. Il s'agit de Michel FERNANDEZ, ancien responsable du Service, et son plus ancien collaborateur Serge DE CONINCK, en 2015 et de Thierry JOLLY, architecte au sein du Service pendant de très nombreuses années, en 2017.

La création du pôle ingénierie, lors du Comité Syndical du 8 septembre 2015, a été un élément marquant de cette mandature. Il en a découlé le recrutement de deux ingénieurs structures, d'un ingénieur fluides et d'un technicien électricité.

Cette mandature a été marquée par le recrutement d'un certain nombre d'agents sur des emplois non permanents afin de faire face à des accroissements temporaires d'activités avec notamment la fin du dispositif « Contrats de Territoires » du Conseil Départemental courant 2017.

### 3. Activité du service

|  | 2014       | 2015       | 2016       | 2017       | 2018       | 2019       |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Avant-projets - Dossiers de demande de subventions | 73         | 53         | 22         | 25         | 31         | 50         |
| Expertises - Diagnostics                           | 12         | 19         | 3          | 14         | 15         | 23         |
| Jurys  |            |            |            | 1          | 1          | 1          |
| AMO  | 21         | 13         | 3          |            | 2          | 2          |
| Renseignements                                     | 96         | 363        | 195        | 160        | 220        | 110        |
| Permis - DCE - Marché                              | 81         | 72         | 108        | 78         | 106        | 128        |
| Chantiers  | 52         | 38         | 86         | 90         | 26         | 57         |
| Ad'AP  |            | 22         | 74         | 40         | 18         | 11         |
| <b>TOTAL</b>                                       | <b>335</b> | <b>580</b> | <b>491</b> | <b>408</b> | <b>419</b> | <b>382</b> |

L'activité du Service au cours de ce mandat a été marquée par :

- La mise en place des Agendas d'Accessibilité Programmé (Ad'AP) à compter de 2015, ce qui explique le nombre important de renseignements au cours de cette année-là. Ce dispositif s'est terminé courant 2019. Au cours de ces quatre années, le Service a réalisé 165 Agendas d'Accessibilité Programmés (AD'AP) et a diagnostiqué environ 1 200 Établissements Recevant du Public (ERP) et Installations Ouvertes au Public (IOP),

- La fin des « Contrats de Territoires » précédemment cités qui ont amené le Service à traiter 176 chantiers en 2016 et 2017. Durant ces deux années, le Service a été exposé à une très forte pression car les collectivités devaient terminer leurs opérations avant fin 2017 pour ne pas perdre les financements. L'excédent cumulé (+662 000 €), dégagé par le Service sur ces deux années, est tout à fait exceptionnel. Il traduit le niveau élevé d'activité et le volume de production qu'a dû assurer le Service pendant cette période.

- La mise en place, en interne et à compter de 2018, d'un fonctionnement en mode « projet » où sur chaque dossier, une équipe projet, avec un architecte, un ingénieur généraliste, des ingénieurs du pôle ingénierie et un dessinateur, est constituée pour mener à bien l'opération de manière optimale.

- La volonté d'être plus performant dans le délai de traitement des dossiers tout en gardant la qualité du service rendu. L'ensemble de l'équipe a œuvré pour améliorer la

réactivité du service et répondre aux sollicitations des collectivités dans des délais raisonnables. La présentation du bilan du mandat est donc l'occasion de faire un point sur cet aspect.

M. DELHEURE reprend une observation d'un élu lors du Comité Syndical de février 2014 indiquant que le délai d'intervention du Service est long. Il en ressort qu'en 2015, le délai entre la date de signature de la convention de mise à disposition du Service et la date de réception des travaux était de 30 mois en moyenne, soit plus de deux ans. En 2019, ce même délai est ramené à 20 mois en moyenne. Les recrutements et l'organisation mise en place ont donc permis au Service de répondre et de mener les opérations dans les meilleurs délais. Il s'agit là d'un point sur lequel un profond travail a été fait en interne car le Service avait la réputation de traiter les dossiers avec une certaine "longueur" et il était indispensable d'améliorer ce fonctionnement pour satisfaire au mieux les besoins des collectivités. Aujourd'hui, on peut donc considérer que ce délai de 20 mois est tout à fait raisonnable. Pour preuve, il suffit de regarder le délai imposé par le Conseil Départemental, dans le cadre du plan « Solidarités Territoriales », qui est de 3 ans pour renouveler une demande de financement d'une opération de réhabilitation.

M. DELHEURE présente en images certains projets de son Service, tels que :

- le camping du Lauzart à LESCUN pour la qualité architecturale et l'intégration dans l'environnement magnifique de montagnes ainsi que pour son intervention dans le cadre de financements européens ;
- la Maison de Santé à ARCANGUES pour l'aspect transversal du projet, travaillé avec l'Architecte des Bâtiments de France (ABF), la Direction Régionale de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement (DREAL), et l'Office 64 dans le cadre de travaux mutualisés sur un espace restreint ;
- la tour d'escalade de 18 mètres d'AUBIN pour la présentation des structures modélisées par le pôle ingénierie ;
- le théâtre de verdure du Lac de GABAS pour la conception et la réalisation d'espaces scéniques et culturels.

M. MORA intervient et indique qu'au cours de son mandat de Maire deux grands projets ont été réalisés, l'un de manière classique, l'autre via la mise à disposition du SIPA. Il souligne, relayant également le ressenti des Services de sa Commune, que travailler avec l'Agence a représenté pour eux un confort incroyable pour un travail réalisé de grande qualité. Il regrette cependant une incompréhension de certains maîtres d'œuvre privés, point sur lequel M. LAHORE le rejoint.

M. DELHEURE le remercie pour ces retours positifs et précise que l'effectif dans le Service est là pour répondre au mieux aux besoins des collectivités. Il ajoute qu'il a rencontré l'Ordre des architectes afin d'essayer d'expliquer les objectifs de l'Agence mais également pour lutter contre l'idée reçue selon laquelle le SIPA absorberait une part importante des projets de maîtrise d'œuvre. A titre d'exemple, en 2017 année de surproduction exceptionnelle, le SIPA a traité environ 9 % des projets mis en ligne sur la plateforme eadministration-64 où diffuse tous ses adhérents. Considérant que de nombreuses autres plateformes existent (sur lesquelles diffusent les collectivités les plus importantes) et que le SIPA n'intervient pas pour les secteurs privé et parapublic (Office 64, OPHLM, CPAM....), la part réelle d'intervention du Service est très faible.

Il rappelle que, en tout état de cause, le SIPA n'a pas d'ambition hégémonique mais seulement la volonté de répondre aux besoins des collectivités et de porter des valeurs

de service public, d'intérêt général et de qualité du service rendu.

M. DELHEURE remercie les collectivités et les élus pour la confiance accordée et les missions confiées.

## **D. SERVICE INTERCOMMUNAL TERRITOIRES ET URBANISME**

Les bilans d'activité annuel et de mandat sont présentés par M. DORKEL, responsable du Service.

### **1. Collectivités adhérentes**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, le Service compte 206 adhérents, soit 17 adhérents de moins qu'il y a un an.

La diminution du nombre d'adhérents reflète une tendance amorcée en 2017, à la suite de l'entrée en vigueur du nouveau SDCI et à la mise en place, au sein des EPCI nouvellement constitués, de Services offrant une assistance aux Communes membres dans le champ de l'urbanisme. Tous, notamment, offrent un accompagnement en matière d'instruction des autorisations d'urbanisme.

Cette tendance ne reflète pas une baisse de l'activité du Service, les demandes d'interventions auprès des Communes, toujours nombreuses, émanant désormais pour une grande part directement des EPCI, tout au moins de ceux devenus compétents en matière de documents d'urbanisme.

Pour autant, cette situation pose la question des missions et/ou des modalités de fonctionnement du Service. Son équilibre intrinsèque menace en effet d'être de plus en plus difficile à atteindre dès lors qu'un niveau minimal de communes adhérentes, par lequel s'exprime la mutualisation des moyens - principe fondateur des différents Services de l'agence - ne serait plus atteint.

### **2. Effectifs du Service**

En fin d'année 2019, l'effectif du Service était le suivant :

- un chef de Service ;
- six chargés d'études dont deux à 80 % ;
- un responsable en matière d'Application du Droit des Sols (pôle ADS) ;
- un instructeur des autorisations d'urbanisme (pôle ADS) ;
- un consultant du Service Intercommunal Administratif à hauteur de 30 % de son temps ;
- un géomaticien du Service Intercommunal du Numérique à hauteur de 25 % de son temps ;
- une secrétaire du Service Intercommunal Administratif à hauteur de 20 % de son temps.

Le Service a terminé l'année 2019 avec un effectif de 9,4 ETP, soit une personne de moins que l'an dernier qui avait déjà connu une diminution des effectifs d'un tiers par rapport à l'année précédente. L'équipe s'est ainsi réduite d'un assistant d'études polyvalent en

planification et instruction des autorisations d'urbanisme, dont le remplacement, à partir du mois d'août, n'a pas été assuré compte tenu principalement du ralentissement de l'avancement de certaines études de planification au cours du second semestre dû à la proximité des échéances électorales.

Cette contraction de l'équipe n'a pu s'effectuer que par la capacité et l'effort d'adaptation des agents, le bon fonctionnement du service nécessitant qu'il s'ajuste à l'évolution du volume et du champ de l'activité. Cette adaptation est notamment passée par l'exploitation en transversal des ressources de l'équipe et/ou de la polyvalence des compétences des agents. En fin d'année, l'institutrice, compte tenu de son parcours de formation, a ainsi pu assister certains chargés d'études en planification pendant que parallèlement, l'un d'entre eux, aux compétences en droit du sol avérées, a pu investir certaines missions d'instruction des autorisations d'urbanisme qui, contractuellement, ne pouvaient être assurées par l'institutrice.

### **3. Activité du Service**

#### **a) Les interventions effectuées au titre de l'abonnement**

Environ 80 collectivités ont sollicité le Service au titre de l'abonnement, ce qui est stable par rapport à 2018.

On dénombre un peu plus de 430 questions différentes, ce qui est davantage que l'année dernière. Plus de 90% de ces questions concernent l'ADS dans le cadre des demandes d'autorisations d'urbanisme. Ce ratio est en nette augmentation par rapport à l'année dernière (70%). Cette évolution laisse à penser que l'accompagnement proposé par le pôle ADS du Service, tant sur le plan juridique que procédural, satisfait bon nombre de Communes, alors même que la plupart d'entre elles disposent par ailleurs de services d'ADS au niveau de l'EPCI dont elles sont membres.

Le reste se répartit entre les thématiques de la planification, la fiscalité de l'urbanisme, les opérations d'aménagement, la préemption et le foncier. On peut citer comme exemple de nombreuses questions relatives à la loi portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (loi ELAN du 23 novembre 2018), ainsi qu'aux récentes jurisprudences précisant les conditions d'application du sursis à statuer à l'approche de l'approbation d'un plan local d'urbanisme.

Hormis les procédures d'évolution des documents d'urbanisme qui conduisent naturellement à de très nombreux échanges avec les élus communaux, le transfert de compétence en matière de documents d'urbanisme aux EPCI et la mise en place, au sein de ces collectivités, de services d'urbanisme se traduisent logiquement par de nombreux échanges avec le personnel des Services communautaires qui sont devenus des interlocuteurs privilégiés, tant en matière de planification qu'en matière d'ADS.

Il faut enfin ajouter les interventions diverses auprès des partenaires publics et organismes externes habituels (échanges avec les services de l'État, le CAUE, le SMGP, l'AUDAP, le GIP ATGeRi et la participation aux ateliers PIGMA...).

On notera la participation du responsable du pôle ADS, au réseau d'acteurs « Urbanisme et Numérique », constitué autour du Ministère de la cohésion des territoires, de l'AMF et de l'AdCF, pour mener une réflexion autour de la dématérialisation des autorisations

d'urbanisme (définition des standards informatiques et process d'instruction) qu'il est prévu de mettre en place en 2022 au niveau national.

## **b) Les interventions au titre des contributions supplémentaires**

Dans ce cadre, le Service est intervenu dans :

### ➤ **La réalisation de documents d'urbanisme**

- 4 **cartes communales** (6 en 2018), dont trois ont été achevées en cours d'année : 3 du territoire de la Communauté d'Agglomération du PAYS BASQUE (CAPB) (IHOLDY, LOHITZUN-OYHERCQ, SAINT-MARTIN-D'ARROSSA), et une du territoire de la Communauté de communes des LUYS EN BÉARN (AYDIE).
- 15 **révisions ou élaborations de PLU** (14 en 2018), dont 7 approuvées en cours d'année : 9 du territoire de la Communauté d'Agglomération du PAYS BASQUE (AHETZE, ARBONNE, CIBOURE, ITXASSOU, LASSE, SAINT-ETIENNE-DE-BAÏGORRY, SAINT-PALAIS, SAINT-PÉE-SUR-NIVELLE, URRUGNE), une du territoire de la Communauté de Communes NORD EST BÉARN (ANDOINS), une du territoire de la Communauté de communes du HAUT BÉARN (URDOS) ainsi que les PLU des communes de BÉNÉJACQ, des EAUX-BONNES, GÉRE-BELESTEN et NAY.
- 19 **modifications ou modifications simplifiées de PLU** (contre 17 en 2018) concernant 3 communes de la Communauté d'Agglomération PAU BÉARN PYRÉNÉES (AUSSEVIELLE, BILLÈRE, DENGUIN), 10 communes de la Communauté d'Agglomération du PAYS BASQUE (ANGLET (2 dossiers), ARCANGUES, BAYONNE (3 dossiers), BASSUSSARRY, BIARRITZ, BIDARRAY, ESPÈS-UNDUREIN, GUICHE, MAULEON, SAINT-PÉE-SUR-NIVELLE, 1 commune de la Communauté de communes NORD-EST BÉARN (MORLAÀS) ainsi que les communes d'ASTE-BÉON et PARDIES-PIÉTAT. Onze dossiers ont été approuvés en cours d'année.
- 1 **Déclaration de Projet** sur le territoire de la Communauté de communes du NORD EST BÉARN (MORLAÀS).

### ➤ **L'accompagnement de projets urbains**

#### – **La mise en place d'outils de fiscalité**

Une étude pré-opérationnelle pour le calcul de taxes d'aménagement (T.A.) majorées pour la commune d'URRUGNE. Cette étude a eu pour objet de définir et chiffrer les travaux d'équipements de zones de développement délimitées par le PLU afin de pouvoir estimer le taux majoré de la part communale à mettre en place pour optimiser le financement de ces aménagements. Ces prestations sont réalisées en transversalité Agence avec les services SIN et SIVRA.

#### – **La réalisation d'études urbaines dans le cadre de la revitalisation de centres-bourgs**

Diagnostic urbain, concertation et définition d'un plan-guide d'aménagement d'espaces publics (programme et composition) pour la commune de MORLAÀS, diagnostic urbain et définition des enjeux pour la commune de

PONTACQ. Ces études s'inscrivent dans le cadre de la contractualisation d'une Opération de Revitalisation de Territoire (ORT).

– **La réalisation d'un lotissement communal**

Etablissement du dossier de permis d'aménager et maîtrise d'œuvre d'un lotissement sur la commune d'UZEIN, en lien avec le SIVRA.

– **La réalisation d'études d'entrée de ville**

Deux études d'entrée de ville pour les communes de LARUNS et LIVRON.

– **L'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la révision de Règlement Local de Publicité**

Un accompagnement a été réalisé pour la révision de RLP auprès de la Communauté d'Agglomération PAU BÉARN PYRÉNÉES : Communes de LONS et PAU.

La diversification des types d'interventions du Service offerts aux collectivités se confirme en 2019 : au-delà des documents d'urbanisme, l'évolution du champ des compétences opérée depuis déjà plusieurs années permet au Service d'intervenir pour des missions spécifiques d'études environnementales liées à des projets, de mise en place d'outils de fiscalité, et d'études urbaines visant la revitalisation de centres-bourgs, de lotissements ou d'études d'entrée de bourg.

A noter que certaines de ces missions, et en particulier celles relatives aux projets de revitalisation urbaine (élaboration de plans-guides d'aménagement des espaces publics) ou à des études de fiscalité (TA majorée), se sont effectuées en collaboration avec le Service Intercommunal Voirie Réseaux Aménagement, celui-ci apportant ses compétences opérationnelles en matière d'aménagement d'espaces publics et financières par une estimation du coût des travaux.

➤ **L'instruction des autorisations d'urbanisme**

– **La mise à disposition, en temps partagé, d'agents** du Service Intercommunal des Territoires et Urbanisme pour l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme auprès de la Communauté d'Agglomération PAU BÉARN PYRÉNÉES ;

– **La mission complète de l'instruction des demandes** d'autorisation d'urbanisme assurée pour les communes d'ARANCOU, BORCE, COSLEDAA-LUBE-BOAST, CASTEIDE-DOAT, EAUX-BONNES, GÈRE-BELESTEN, LARUNS et RÉBÉNACQ ;

– **L'accompagnement et l'assistance ponctuelle en matière d'ADS**

La mise à disposition du responsable du pôle ADS pour une mission d'assistance ponctuelle auprès de la Communauté d'Agglomération PAU BÉARN PYRÉNÉES et de la Communauté de Communes du BÉARN DES GAVES.

Depuis le début de l'année 2019, l'activité du pôle ADS s'est stabilisée en termes de mouvement de personnel et de collectivités pour lesquelles l'instruction est assurée en direct.

En cours d'année, deux communes supplémentaires, CASTEIDE-DOAT et BORCE, ont souhaité bénéficier de l'instruction des autorisations d'urbanisme en direct (prestation B), en plus des six dont le Service avait la charge en fin d'année 2018.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération PAU BÉARN PYRÉNÉES a fait appel au Service tout au long de l'année pour la mise à disposition d'un personnel instructeur à hauteur d'un ETP.

S'agissant du logiciel d'instruction, la durée de validité du marché à bons de commande de 2015 a expiré en milieu d'année 2019. Une nouvelle consultation a donc été initiée en début d'année afin de procéder au choix d'un prestataire informatique pour la fourniture, le déploiement et la maintenance du logiciel d'instruction des autorisations d'occupation des sols pour une nouvelle période de 4 ans. La solution R'ADS de la société SIRAP a de nouveau été retenue.

Son déploiement en juin dernier a intéressé un nombre total de 121 utilisateurs (5 Communautés de Communes, 115 Communes et l'Agence). Si le coût de l'utilisation du logiciel est resté le même que précédemment, c'est en revanche le coût de l'intégration des données fournies par la DDTM qui a nettement augmenté, nécessitant que le pôle s'organise pour constituer des lots comprenant un nombre suffisant de collectivités, afin de leur permettre de bénéficier d'un tarif avoisinant celui précédemment appliqué.

#### **4. Les finances**

Le Service clôture l'exercice 2019 à l'équilibre, avec un excédent de 1 800 €. Pour mémoire, l'exercice 2018 avait enregistré un déficit de 38 200 € qui, toutefois, tenait compte d'un montant de charges à caractère exceptionnel de 43 000 € (chômage, maladie), montant supérieur au déficit.

En 2019, le déficit de fonctionnement est contenu à 8 900 €, au lieu de 82 500 € estimés en début d'année. Le Service a continué de supporter des charges de personnel à caractère exceptionnel importantes, celles liées au chômage ayant représenté 26 000 €. L'investissement présente un excédent de 10 700 €.

Il faut aussi rappeler que ces résultats s'inscrivent, pour la quatrième année consécutive, dans la logique du gel du coût de la demi-journée d'intervention du Service. Cette contrainte a pour partie été compensée par un coût des études de planification et études pré-opérationnelles qui a cru ces dernières années du fait d'un accroissement du volume des études et du temps de travail facturé, dus (malheureusement pour les collectivités) à la complexification du contenu et de la conduite des dossiers constatée depuis plusieurs années.

##### **➤ S'agissant des recettes :**

- Les prestations d'instruction ont correspondu au prévisionnel, pour un montant de 85 000 €.

Pour information, s'agissant des missions d'instruction des autorisations d'urbanisme directement depuis l'Agence (prestation "B") dont le coût varie annuellement en fonction du nombre d'Equivalent Permis de Construire (EPC) moyen traité par Commune au cours des trois dernières années, le coût pour les Communes s'est appuyé en 2019 sur les données indiquées dans le tableau figurant ci-dessous (moyenne des EPC traités sur les années 2016, 2017 et 2018). Pour mémoire, la prestation "B" est rémunérée par chaque collectivité en fonction du nombre moyen d'Equivalents-Permis de Construire (EPC) instruits par an et sur la

base d'un coût du Service fixé à 193 € par EPC, inchangé depuis le lancement des prestations d'ADS au sein du Service, en 2015.

| Collectivité    | PC16 | PA16 | PD16 | DP16 | CUa16 | CUB16 | PC17 | PA17 | PD17 | DP17 | CUa17 | CUB17 | PC18 | PA18 | PD18 | DP18 | CUa18 | CUB18 | EPC /an |
|-----------------|------|------|------|------|-------|-------|------|------|------|------|-------|-------|------|------|------|------|-------|-------|---------|
| ARANCOU         | 4    | 2    | 0    | 0    | 4     | 9     | 7    | 0    | 0    | 6    | 9     | 2     | 5    | 1    | 0    | 5    | 3     | 1     | 11,76   |
| BORCE           | 0    | 0    | 0    | 3    | 1     | 1     | 3    | 0    | 1    | 4    | 8     | 3     | 3    | 0    | 0    | 4    | 4     | 0     | 6,23    |
| CASTEIDE-DOAT   | 6    | 0    | 0    | 0    | 5     | 0     | 4    | 0    | 0    | 1    | 0     | 0     | 2    | 0    | 0    | 3    | 1     | 2     | 5,6     |
| COSLEDAA-LUBE-B | 4    | 0    | 0    | 5    | 3     | 1     | 6    | 0    | 0    | 9    | 3     | 4     | 6    | 0    | 0    | 6    | 4     | 4     | 11,86   |
| EAUX-BONNES     | 1    | 0    | 0    | 4    | 94    | 1     | 2    | 0    | 1    | 10   | 79    | 5     | 3    | 1    | 0    | 26   | 120   | 1     | 32,46   |
| GERE-BELESTEN   | 3    | 0    | 0    | 1    | 0     | 2     | 2    | 1    | 0    | 4    | 0     | 5     | 1    | 0    | 0    | 5    | 0     | 1     | 5,8     |
| LARUNS          | 15   | 0    | 0    | 21   | 42    | 5     | 12   | 0    | 0    | 24   | 35    | 7     | 12   | 0    | 0    | 27   | 48    | 4     | 40,26   |
| REBENACQ        | 5    | 0    | 0    | 10   | 14    | 1     | 5    | 0    | 0    | 18   | 14    | 3     | 4    | 3    | 1    | 13   | 9     | 4     | 19,2    |

PC16 : nombre de permis de construire instruit en 2016 ; PA17 : nombre de permis d'aménager instruit en 2017 ; etc...

- Les recettes relevant de la planification ont en revanche été moindres que prévues d'environ 34 000 €.

Les incertitudes de prévision dans ce domaine ont déjà été soulignées, tenant à la nature des documents d'urbanisme, outils à fort enjeu politique et fréquemment impactés par les évolutions législatives ou réglementaires. Il faut aussi noter l'investissement qui a été consenti sur des missions nouvelles d'études urbaines (études de revitalisation des centres-bourgs), dont le coût facturé n'a pas reflété le temps réellement passé.

## 5. Les perspectives

### ➤ **La continuation des missions actuelles**

En ce début d'année 2020, les compétences de l'équipe permettent de répondre aux demandes telles qu'elles sont perçues à ce jour. L'effectif du Service, spécialisé dans les domaines juridiques, environnementaux, des formes urbaines et des paysages, de l'information géographique et de la conduite de projet, est dimensionné pour apporter un accompagnement pour des démarches de planification, des études à visée pré-opérationnelle en aménagement urbain et une assistance en matière d'instruction des autorisations d'urbanisme et d'Application du Droit des Sols.

- En matière de planification, où les études d'évolution de documents d'urbanisme nécessitent des connaissances spécifiques, tant en conduite de procédure qu'en production d'études (traitement des données numériques, analyse environnementale, appréhension du cadre bâti, organisation et aménagement de l'espace public), le Service est en capacité d'accompagner les collectivités, et il en est de même pour des types de missions tels que la mise en place d'outils de fiscalité, les études urbaines visant la revitalisation de centre-bourgs, les projets de lotissements communaux ou l'accompagnement pour l'émergence de projets spécifiques (gendarmerie, déchèterie, canalisation de transport de fluides, centrale photovoltaïque...).

Le volume de prestations conventionnées (ou en voie de l'être) en ce début d'année pour la réalisation de documents d'urbanisme s'établit à environ 250 000 €, ce qui correspond à ce qui a été réalisé en 2019. Il faut toutefois intégrer qu'il est probable que certaines études vont s'étendre au-delà de l'année en cours, ou pourraient être remises en cause après que les nouvelles équipes municipales et communautaires seront constituées.

- En ce qui concerne l'Application du Droit des Sols, le Service reste en capacité d'accompagner les Communes pour l'instruction de leurs actes (que ce soit par un traitement directement depuis l'Agence ou par une mise à disposition d'un personnel en collectivité), mais aussi pour une assistance ou du conseil ponctuel dans ce domaine (actualisation des connaissances, retour d'expériences). En ce début d'année, huit communes continuent de nous confier l'instruction directe de leurs actes et une Communauté d'Agglomération fait intervenir deux agents au sein de son service d'ADS, à hauteur d'un ETP. Cette dernière souhaite aussi un accompagnement pour une actualisation des connaissances de ces propres agents instructeurs.

Comme pour l'année précédente, le projet de budget laisse apparaître un déficit de fonctionnement important à échéance de la fin d'année, celui-ci résultant non seulement de prévisions relatives aux indemnités de chômage mais aussi aux incertitudes liées aux élections. A noter qu'il comprend le financement d'un poste d'assistant d'études (polyvalent en planification et instruction des autorisations d'urbanisme) pour 10 mois qu'il n'est pas prévu à ce jour de pourvoir sur toute cette durée, sauf nécessité résultant de sollicitations supplémentaires.

#### ➤ **L'évolution des missions du Service**

La volonté du Service est de continuer à s'adapter aux besoins des collectivités. Dans ce cadre, le Service souhaite évoluer pour répondre au mieux à leurs problématiques, dans un contexte territorial qui a profondément évolué au cours de ces dernières années. En termes d'aménagement du territoire, celui-ci est essentiellement marqué par les faits suivants :

- Une raréfaction du foncier libre aménageable (logique de limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers) ;
- Une dévitalisation des territoires ruraux (rôle accru des pôles urbains et métropoles, développement de zones commerciales périphériques, du commerce en ligne, habitat vétuste ou inadapté, paupérisation et vieillissement de la population, déprise démographique) ;
- Une dégradation de la cohésion sociale et territoriale (de moins en moins d'accès « physique » aux services publics et privés, aux commerces, à l'habitat ainsi qu'aux activités sociales, sportives, culturelles...).

A ce stade, les orientations seraient de deux ordres :

- 1) Au vu de la structuration historique du Service, il s'agit de proposer une offre d'action publique en faveur des centres bourgs, support traditionnel de l'offre en logements, commerces et services et garant du bien vivre ensemble.

Le Service a déjà orienté des moyens vers l'accompagnement des Communes en matière de requalification des bourgs et de leurs espaces publics (plan-guide d'aménagement), en synergie avec d'autres Services de l'Agence et en complément de la planification qui reste un outil majeur au service de l'émergence d'un projet de territoire (limitation de l'étalement urbain, programmation foncière et d'équipement, outil participatif...). L'accompagnement aux Communes en matière de fiscalité de l'urbanisme complète ce dispositif.

- 2) Mais au-delà de la satisfaction des besoins du quotidien des administrés, les Maires des Communes rurales peuvent se sentir insuffisamment préparés face

aux problématiques provoquées par les événements exceptionnels du type inondations, glissements de terrain, tempêtes, feux, etc., où sont attendus aussi la solidarité et l'accompagnement des administrés.

C'est dans le but de les accompagner dans une réflexion d'organisation de leur action face à des situations exceptionnelles que le Service envisage de mettre en place une mission d'accompagnement visant à constituer, auprès d'eux :

- Les supports d'information communaux sur les risques majeurs (Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) ;
- Un dispositif « opérationnel » susceptible de pouvoir les aider dans la gestion de crise au niveau communal, le moment venu (prenant pour base un Plan Communal de Sauvegarde).

C'est cette intention d'élargir le champ des interventions du Service à des missions intéressant de nouvelles problématiques territoriales qui a pu motiver l'évolution de la dénomination du Service, devenu depuis le début d'année 2020 le Service Intercommunal Territoires et Urbanisme.

## **6. Bilan de mandat**

Avec 206 adhérents, le Service connaît, en cette fin de mandat, une diminution du nombre d'adhérents par rapport au début 2014 qui comptait 230 adhérents, dont 222 Communes.

Dans l'intervalle, le nombre d'adhérents était même monté à 261 en 2016. Cette fluctuation résulte directement de l'action de l'État qui, après s'être désengagé de l'instruction des autorisations d'urbanisme en 2015 (ce qui a eu un impact positif sur l'activité du service), a favorisé, par les effets conjugués des lois ALUR et NOTRe, un transfert de compétence en matière d'aménagement du territoire, qui s'est manifesté par le retrait de nombreuses Communes estimant que l'accompagnement jusqu'ici fourni par le Service pouvait l'être désormais dans la même mesure au niveau de leur nouvel EPCI.

Quand bien même cette analyse peut être discutée, cette situation fragilise le fonctionnement du Service et suppose une réflexion sur l'évolution de ses interventions auprès des territoires, comme cela a été évoqué plus haut.

### **➤ Les effectifs du Service**

L'équipe s'est adaptée à l'évolution des missions, les effectifs s'étant étoffés puis contractés principalement pour satisfaire aux missions d'instruction des autorisations d'urbanisme à partir de 2015. La fin de ces missions est directement à rapporter à la mise en place des services d'ADS des nouveaux EPCI qui se sont constitués à compter de 2017.

| <b>ETP</b>                        | <b>2014</b> | <b>2015</b> | <b>2016</b> | <b>2017</b> | <b>2018</b> | <b>2019</b> |
|-----------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Planification / spécialisation    | 4,8         | 4,8         | 6,8         | 7,8         | 5,6         | 4,6         |
| ADS                               |             | 3           | 4           | 6           | 2           | 1           |
| Polyvalence planification / ADS   |             |             |             |             | 1           | 2           |
| Autre / support (secrét. Géomat.) | 1,4         | 1,6         | 1,8         | 1,8         | 1,8         | 1,8         |
| <b>Global</b>                     | <b>6,2</b>  | <b>9,4</b>  | <b>12,6</b> | <b>15,6</b> | <b>10,4</b> | <b>9,4</b>  |

Les évolutions du volume d'interventions et, en corollaire, celles du nombre d'agents dans le Service au cours du mandat, à la hausse comme à la baisse, reflètent la capacité d'adaptation du Service face aux sollicitations des collectivités. Comme cela a déjà pu être évoqué ci-avant, cela n'a néanmoins pu s'effectuer qu'au prix du recours à des contrats courts, ce qui a créé une situation globale d'inconfort et de questionnement au sein du personnel. En outre, cela a eu une répercussion directe sur l'équilibre financier du Service en raison des indemnités de chômage générées.

### ➤ L'activité du Service

Si la refonte des territoires questionne le modèle économique du Service, dont les sollicitations proviennent d'un nombre de commanditaires qui se réduit, l'activité du Service durant le mandat a été très soutenue, avec notamment le développement de nouveaux types de missions (instruction des autorisations d'urbanisme, mise à disposition de logiciel, plans-guides d'aménagement de bourg..), comme l'indique le tableau suivant :

|  |   | Mandat 2008/2013 |      |      |      |      |      | Mandat 2014/2019 |      |      |      |      |      |
|--|---|------------------|------|------|------|------|------|------------------|------|------|------|------|------|
|  |   | 2008             | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014             | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
| <b>Interventions au titre de l'abonnement (questions)</b>                                      |   | 239              | 225  | 334  | 370  | 292  | 195  | 217              | 176  | 256  | 200  | 300  | 430  |
| <b>Intervention au titre des contributions supplémentaires (Cf. ci-dessous, sauf logiciel)</b> |   | 92               | 97   | 73   | 73   | 62   | 67   | 56               | 64   | 49   | 68   | 84   | 63   |
| <b>Documents d'urbanisme</b>   | Nbre de Cartes Communales étudiées  | 28               | 27   | 18   | 17   | 11   | 17   | 7                | 10   | 12   | 11   | 6    | 4    |
|  | dont cartes approuvées  | 10               | 5    | 5    | 7    | 2    | 11   | 1                | 1    | 4    | 5    | 1    | 3    |
|  | Nbre de PLU (élaboration ou révision) étudiés                                     | 16               | 16   | 16   | 21   | 20   | 19   | 8                | 14   | 16   | 18   | 14   | 15   |
|  | dont PLU approuvés  | 2                | 1    | 0    | 4    | 4    | 10   | 1                | 0    | 3    | 2    | 2    | 7    |
|  | Evolutions de PLU (révision simplifiées, modifications, déclarations de projet..) | 6                | 12   | 6    | 10   | 8    | 12   | 20               | 12   | 15   | 11   | 20   | 20   |
| <b>fiscalité</b>   | Nbre de dossiers en assistance à maîtrise d'ouvrage (PLU, RLP)                    | 6                | 7    | 9    | 10   | 10   | 10   | 6                | 7    | 6    | 5    | 2    | 2    |
| <b>Accompagnement projet</b>   | Etudes fiscalité (dont PVR, PUP, TA maj)  | 36               | 35   | 24   | 15   | 14   | 10   | 15               | 0    | 0    | 2    | 2    | 9    |
|  | Lotissements communaux  |                  |      |      |      |      |      |                  |      |      |      | 1    | 1    |
|  | Etudes environnementales de projets   |                  |      |      |      |      |      |                  | 2    | 0    | 1    | 3    | 0    |
| <b>Application Droit des Soils</b>   | Etudes liées à une revitalisation de bourg  |                  |      |      |      |      |      |                  |      |      |      | 1    | 2    |
|  | Nbre d'EPCI avec une mise à disposition d'instructeurs (prestation « A »)         |                  |      |      |      |      |      |                  | 2    | 2    | 3    | 3    | 1    |
|  | Nbre de communes instruites en direct (prestation « B »)                          |                  |      |      |      |      |      |                  | 16   | 17   | 30   | 31   | 8    |
| <b>Logiciel ADS</b>  | Assistance juridique ADS  |                  |      |      |      |      |      |                  | 1    | 0    | 1    | 1    | 1    |
|  | <b>Nbre de communes et EPCI avec mise à disposition Logiciel ADS</b>              |                  |      |      |      |      |      |                  | 66   | 80   | 127  | 132  | 121  |

## ➤ Le bilan financier

La période a été marquée :

- en matière de planification, par une production législative et jurisprudentielle pléthorique (10 lois ou décrets majeurs depuis 2014, après 3 textes majeurs en 2010 et 2013, dont la loi Grenelle II). La conduite des études s'en ressent par un alourdissement des procédures (calendriers des Conseils communautaires, process internes aux collectivités compétentes, méthode de collaboration avec les différents partenaires...) et de l'expertise qu'il convient de développer dans les études de PLU. Ceci suppose une adaptation du coût de production des études qui reste encore à ajuster ;
- en matière d'instruction, par le montage d'un pôle dédié à l'ADS au sein du Service dont la gestion de l'effectif au cours de la période a généré des dépenses exceptionnelles de chômage d'environ 53 000 € sur le mandat ;
- par la volonté de ne pas revaloriser, pour les années 2016, 2017, 2018 et 2019, le coût de la demi-journée du SITU, fixé depuis 2015 à 278 €, ce qui représente possiblement un « moins-perçu » d'environ 57 000 € sur le mandat.

|               | Résultat du service | Contexte territorial                     | Moins-value résultant du gel du coût de la demi-journée |                          |  | Dépenses à caractère exceptionnel |                                      |
|---------------|---------------------|--|---|--------------------------|--|-----------------------------------|--------------------------------------|
|               |                     |  | Coût demi-j.  | Nombre demi-j. facturées | Moins-perçu au regard d'une aug. de 3% en 2016, 2% en 2017, 3% en 2018 et 2,21 % en 2019 | Chômage                           | Autre (gestion maladie, maternité..) |
| <b>2014</b>   | - 22900 €           | Année d'élections                        | 270 €   |                          | -  |                                   |                                      |
| <b>2015</b>   | + 7900 €            | Fin de l'instruction par l'Etat          | 278 €   |                          | -  |                                   |                                      |
| <b>2016</b>   | + 40400 €           |  | 278 €   | 904                      | 7232 €   |                                   |                                      |
| <b>2017</b>   | - 51600 €           | Nouveau SDCI et transfert de compétences | 278 €   | 677                      | 8801 €   |                                   |                                      |
| <b>2018</b>   | - 38200 €           |  | 278 €   | 841                      | 17661 €  | 27200 €                           | 15800 €                              |
| <b>2019</b>   | + 1800 €            |  | 278 €   | 889                      | 24003 €  | 26000 €                           |                                      |
| <b>Mandat</b> | <b>- 62600 €</b>    |  |   |                          | <b>57697 €</b>   | <b>53200 €</b>                    | <b>15800 €</b>                       |

## **E. SERVICE INTERCOMMUNAL VOIRIE RESEAUX AMENAGEMENT**

Les bilans d'activité annuel et de mandat sont présentés par M. BRUSQUE, responsable du Service.

### **1. Collectivités adhérentes**

En janvier 2020, le Service compte 205 adhérents.

En janvier 2019, il comptait 192 adhérents. L'accroissement du nombre d'adhésions est constant depuis plusieurs années.

## **2. Effectif du Service**

L'année 2019 constitue la huitième année de plein exercice. Un chargé d'opérations a été recruté pour accroissement temporaire d'activités depuis septembre 2019.

Un dessinateur quitte le Service par mutation et malgré 3 campagnes de recrutement successives, il n'a pu être remplacé à ce jour. 2 candidats ont décliné les propositions de recrutement. En ce début d'année 2020 nous sommes toujours en phase de recrutement. Ses missions ont été réparties entre les agents en poste.

Le Service a fonctionné avec un effectif de 10,53 ETP réparti de la façon suivante :

- 1 chef de Service à temps plein,
- 1 adjoint au chef de Service, chargé d'opérations, à temps plein,
- 1 secrétaire à 90 %.
- 1 chargée d'opérations à 80 %,
- 6 chargés d'opérations à temps plein,
- 2 dessinateurs-projeteurs à 80% pour partie de l'année,
- 1 juriste du Service Intercommunal Administratif à 10 %,
- 1 géomaticien du Service Intercommunal du Numérique à 5 %.

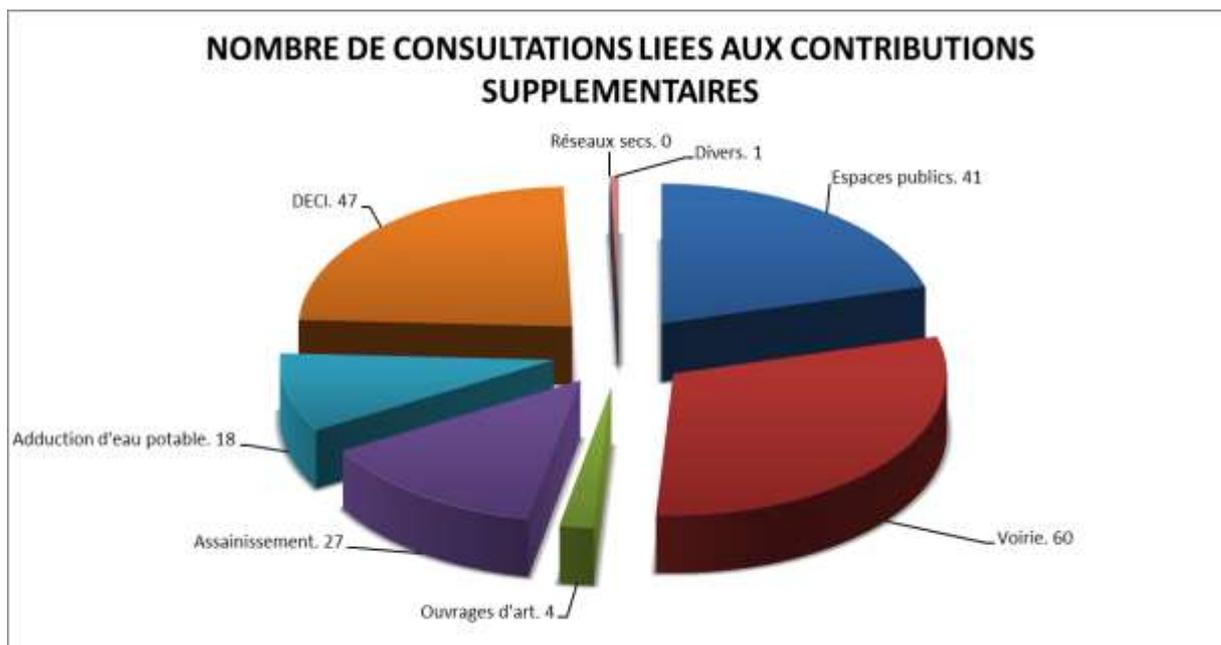
## **3. Activité du Service**

### **a) Les interventions menées au titre de l'abonnement**

En 2019, le Service a répondu à 476 sollicitations de collectivités, à comparer avec 414 sollicitations en 2018.

**Répartition par thème :**

| <b>DOMAINE</b>          | <b>NOMBRE DE CONSULTATIONS<br/>LIEES A L'ABONNEMENT</b> | <b>POURCENTAGE DE<br/>CONSULTATIONS LIEES A<br/>L'ABONNEMENT</b> |
|-------------------------|---|--|
| Espaces publics         | 20  | 4%   |
| Voirie                  | 344   | 72%  |
| Ouvrages d'art          | 2   | 0%   |
| Assainissement          | 47  | 10%  |
| Adduction d'eau potable | 17  | 4%   |
| DECI                    | 28  | 6%   |
| Réseaux secs            | 6   | 1%   |
| Divers                  | 12  | 3%   |
| <b>TOTAL</b>            | <b>476</b>  | <b>100%</b>  |



Une grande partie des consultations liées à la voirie concerne les permissions de voirie et les arrêtés de circulation (270 d'entre elles sur 344 au total). Ce sont des prestations comprises dans l'adhésion qui sont régulièrement utilisées par certaines collectivités.

Le volet formation des agents du Service correspond à 45,5 demi-journées (logiciel interne, signalisation temporaire de chantier, formations de professionnalisation,...).

En 2019, le Service aura une nouvelle fois été mis à disposition de collectivités ayant été touchées par des intempéries. Cela aura été notamment le cas de BIELLE et de LARUNS. Comme décidé en Comité Syndical, dans la mesure du possible, le service a été mis solidairement à disposition de ces collectivités.

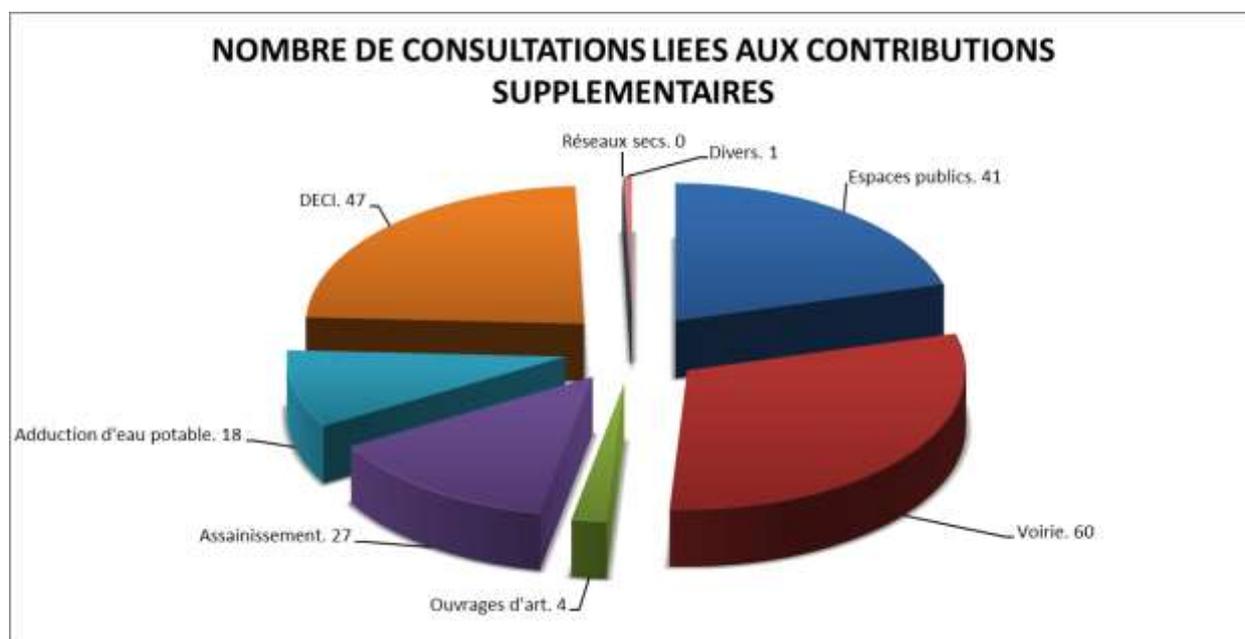
### **b) Les missions financées par les contributions supplémentaires**

Le Service est intervenu pour 198 projets en 2019, à comparer avec 226 projets en 2018.

Les projets confiés au Service sont plus importants que les années précédentes, avec notamment la construction de stations d'épuration, de réservoirs d'eau potable, la réhabilitation de centres bourg et la reconstruction d'ouvrages d'art. Ce sont des opérations de grandes envergures qui sont maintenant confiées au Service.

## Répartition des projets par thème :

| DOMAINE                 | NOMBRE DE CONSULTATIONS LIEES AUX CONTRIBUTIONS SUPPLEMENTAIRES | POURCENTAGE DE CONSULTATIONS LIEES AUX CONTRIBUTIONS SUPPLEMENTAIRES |
|-------------------------|---|--|
| Espaces publics         | 41  | 21%  |
| Voirie                  | 60  | 30%  |
| Ouvrages d'art          | 4   | 2%   |
| Assainissement          | 27  | 14%  |
| Adduction d'eau potable | 18  | 9%   |
| DECI                    | 47  | 24%  |
| Réseaux secs            | 0   | 0%   |
| Divers                  | 1   | 1%   |
| TOTAL                   | 198   | 100%   |



En 2019, 1 866 demi-journées ont été remboursées par les collectivités dans le cadre des conventions de contributions supplémentaires. En 2018, 1 388 ½ journées étaient facturées au titre des contributions supplémentaires.

#### 4. Les finances

Le Service clôture l'exercice 2019 avec un excédent de 84 589,70 €, alors que la prévision budgétaire prévoyait un déficit de 54 500,00 €.

Concernant le fonctionnement, celui-ci présente un excédent de 87 853,51 €.

Ceci s'explique essentiellement par une augmentation importante des contributions supplémentaires réalisées à charge de personnel réduite. L'investissement horaire des agents pour rendre le service attendu par les collectivités est à souligner.

Les recettes liées aux adhésions se sont avérées sensiblement équivalentes aux prévisions.

Les dépenses d'investissement ont été circonscrites au strict nécessaire (environ 18 000,00 € dépensés sur 35 000,00 € prévus au budget 2019). Un véhicule et un traceur ont notamment été achetés et cette section présente un déficit de 3 263,81 €.

## **5. Bilan de mandat**

Le Service Intercommunal Voirie Réseaux et Aménagement a été créé en 2011 à la demande des collectivités du département.

En 2012, celui-ci s'est organisé avec pour objectif d'apporter une aide administrative et technique la plus efficiente possible dans les domaines de compétences des espaces publics, des ouvrages d'art, de l'eau et de l'assainissement.

### **UN CONTEXTE INSTITUTIONNEL EN PERPETUELLE MUTATION**

En 2014, début de mandat, les compétences eau potable et assainissement semblaient organisées autour de la Police de l'eau, de l'Agence Régionale de Santé, du Conseil Général et de l'Agence de l'Eau Adour Garonne. Les prémices d'une réorganisation territoriale se faisaient cependant déjà sentir. En matière de voirie et d'ouvrages d'art, la disparition progressive de l'ingénierie publique de l'État avec en définitive l'extinction de l'ATESAT a amené le Service à s'adapter rapidement aux demandes croissantes des collectivités (entre 2013 et 2016, les effectifs du Service ont quasiment triplé pour passer de 3,76 à 10,71 ETP).

En 2015, la loi NOTRe est promulguée au cœur de l'été. Les collectivités supra-communales du département que sont le Département et les intercommunalités ont souhaité se positionner dans le paysage institutionnel et se sont orientées vers la constitution d'une offre d'ingénierie financière, technique et administrative à destination des Communes.

En 2016, les collectivités se sont organisées dans ce nouveau paysage institutionnel. Le Service Intercommunal Voirie Réseaux et Aménagement est pris dans le tourbillon réorganisationnel et tout en étant attentif au positionnement des autres structures, il se recentre simplement sur les besoins des collectivités. Ainsi, le Service reste fortement identifié sur l'ingénierie opérationnelle en assistance à maîtrise d'ouvrage ou en maîtrise d'œuvre. Il intervient ainsi en complément des structures supra-communales qui constituent une offre abondante d'ingénieries stratégiques et de conseils.

En 2017, la mutation des intercommunalités fusionnées n'a pas été propice à l'investissement et au lancement d'opérations structurantes. Le Service a investi le champ de la Défense Extérieure Contre l'Incendie afin de proposer une offre clé-en-mains aux Communes du département.

En 2018, le paysage institutionnel est resté mouvant car la mise en application de la loi NOTRe n'était toujours pas stabilisée dans les domaines de l'eau notamment (Adduction Eau Potable, Assainissement et GEMAPI par exemple). Afin de rester lisible et de proposer son aide, le responsable du Service est allé rencontrer les partenaires publics.

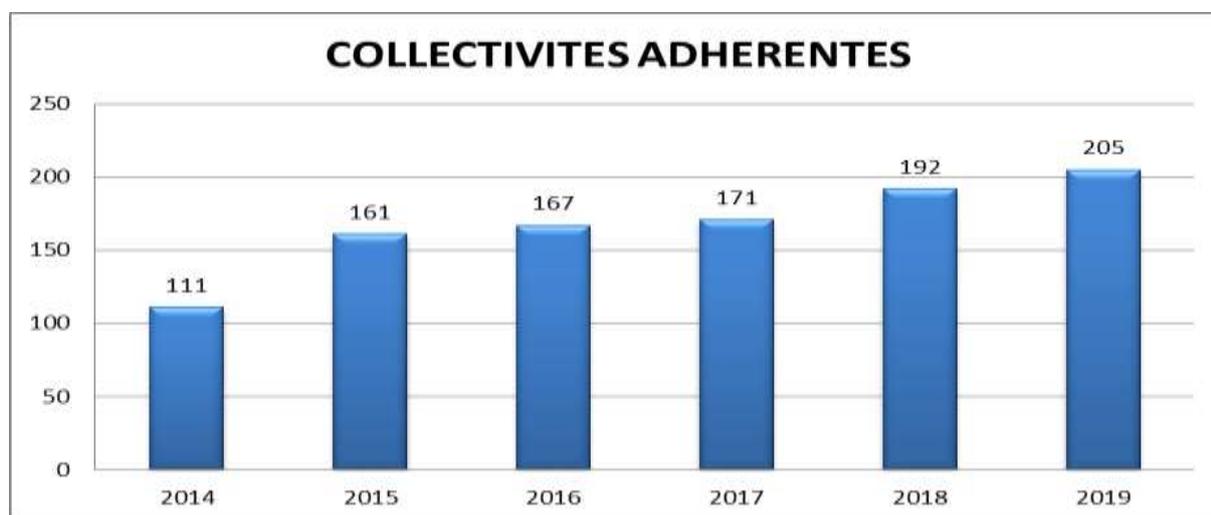
En 2019, le Service est présent au côté de beaucoup de collectivités du département. Il est cependant parfois difficile d'être sollicité sur les projets de grande ampleur malgré les références réalisées (stations d'épuration, ouvrages d'arts et de soutènement, lotissements, zone d'activités, revitalisation de centre bourg ou traverses d'agglomération). Ces projets ont pour la plupart été menés en bénéficiant de l'expertise et de l'investissement de plusieurs Services. La multi compétence est indéniablement une force majeure de l'Agence à disposition des collectivités adhérentes. Cependant, on peut observer que les grandes collectivités font peu appel au Service alors que certaines d'entre elles sollicitent presque exclusivement l'ingénierie privée en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage ou Maîtrise d'Œuvre. C'est un champ de progression qui se présente pour le Service. Cela passe certainement par une meilleure information auprès de ces structures qui restent frileuses à l'idée de confier la réalisation de leur projet à une structure publique telle que l'Agence.

## **L'EVOLUTION DES ADHÉSIONS, DE L'ACTIVITÉ ET DES FINANCES**

### **1. Collectivités adhérentes**

Les collectivités du département ont régulièrement adhéré au Service entre 2014 et 2019.

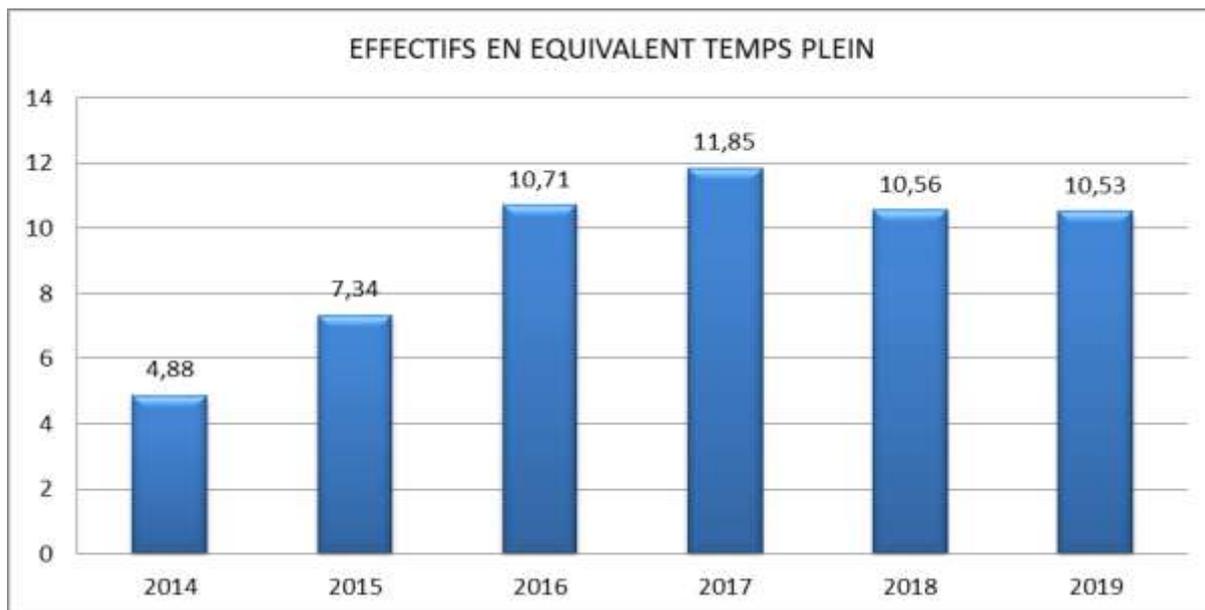
En 2014, 111 collectivités adhéraient au Service (94 Communes, et 10 intercommunalités principalement compétents en eau potable ou assainissement). En 2019, 205 collectivités ont adhéré au Service (193 Communes, 3 Communautés et 9 syndicats).



### **2. Effectifs du Service**

Les effectifs ont doublé de 2014 à 2016 et ont ensuite été stabilisés à environ 10 Equivalents Temps Plein.

### Evolution des effectifs depuis 2014 :



### 3. Activités du Service

D'une façon générale, le Service a souhaité inscrire le mot « aménagement » dans sa dénomination pour conforter l'exercice de la compétence d'aménagement d'espaces publics et de conception paysagère auprès des collectivités.

#### a) Les interventions menées au titre de l'abonnement

L'activité n'a cessé d'augmenter. Les sollicitations réalisées dans le cadre de l'abonnement ont doublé entre 2014 et 2019 et sont passées de 217 à 476. De même, les projets réalisés dans le cadre de conventions de mise à disposition ont presque triplé, passant de 68 en 2014 à 198 en 2019.

### Evolution des interventions au titre de l'abonnement depuis 2014 :



## **b) Les missions financées par les contributions supplémentaires**

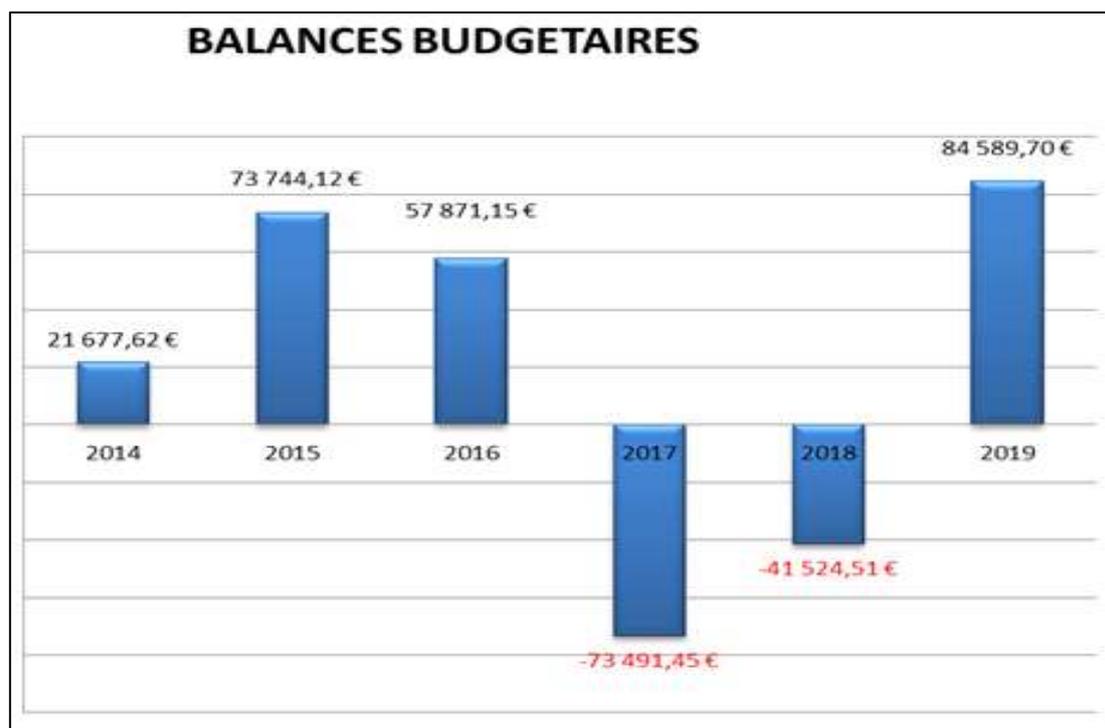
Le Service est intervenu pour 198 projets en 2019 (226 en 2018, 203 en 2017, 292 en 2016, 185 en 2015, 68 en 2014).



## **4. Finances**

En cumulant les résultats des 6 exercices du Service sur l'ensemble du mandat, le résultat total se solde par un excédent de 122 866,63 €.

**Evolution des bilans financiers des exercices de 2014 à 2019 :**



Financièrement, la forte augmentation des sollicitations entre 2015 et 2016 a permis de dégager des excédents importants.

2017 est venue contrecarrer ces résultats car les nouveaux tarifs, mis en place pour l'ensemble de l'Agence dans le cadre de la loi Notre, ont directement réduit les recettes liées aux abonnements de 35 000 €. La combinaison de cette perte sèche à une période de réorganisation institutionnelle en lien avec la loi NOTRe et à une baisse d'activité a contribué à un résultat déficitaire sur l'année 2017.

En 2018, le Service s'est attaché à analyser le contexte, à identifier les marges de progression et a finalement proposé des solutions qui ont été mises en œuvre afin de retrouver un équilibre budgétaire à court terme.

Le contrôle de gestion rigoureux des dépenses de fonctionnement du Service a été maintenu, une secrétaire démissionnaire n'a pas été remplacée, de nouveaux logiciels ont été utilisés en partenariat avec le Service Intercommunal du Numérique pour plus d'efficacité, les conventions de mise à disposition ont été mieux estimées en valorisant davantage les missions d'accompagnement administrative et juridique. Cumulés à l'investissement des agents, ces leviers ont permis de retrouver un résultat positif dès 2019 avec un excédent de 84 589,70 €.

Pour conclure sur un autre indicateur encourageant pour l'avenir du Service Intercommunal Voirie Réseaux Aménagement, il faut noter que le volume de commandes de conventions de contributions complémentaires a été porté de 500 000 € en 2017 et 2018, à 1 000 000 € environ en 2019 et 2020 (cela équivaut, pour le SIVRA, à une avance de 2 ans de charges de personnel environ).

M. BRUSQUE présente au Comité quelques illustrations révélatrices du travail de son Service.

L'intervention du Service sur la Commune de CHÉRAUTE reflète particulièrement la compétence « aménagement » du Service puisqu'il s'agissait de réaliser une rénovation d'ensemble d'un quartier du centre-bourg comprenant école, château, salle polyvalent, atelier municipal et habitat. L'étude urbaine et paysagère menée sur ce secteur a permis d'aborder l'intergénérationnel, le multimodal et la polyfonctionnalité de l'espace public. Celui-ci a été conçu au service des usagers pour leur apporter un environnement adapté et qualitatif.

M. BRUSQUE présente également des réalisations du Service portant sur des ouvrages très techniques, tels que le réservoir eau potable semi-enterré de BIELLE avec de fortes contraintes liées à la montagne : accès complexe, insertion paysagère et sol rocheux notamment.

Il évoque enfin les interventions du Service dans le cadre des intempéries, en l'espèce de type inondation avec une mise à disposition réactive du Service, lequel est alors en mesure de travailler en transversalité avec d'autres structures (le Conseil Départemental, la Préfecture, la Communauté des Communes, voire Institution Patrimoniale du Haut Béarn ou le Service Restauration Terrains en Montagne de l'ONF) afin d'apporter aux collectivités l'assistance nécessaire en urgence.

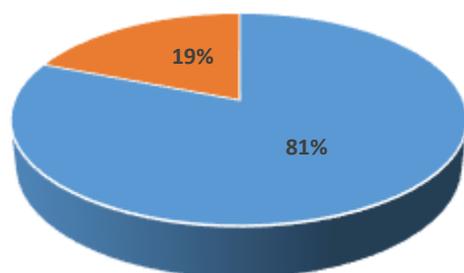
## F. ADMINISTRATION GENERALE

Les bilans d'activité annuels et de mandat sont présentés par Mme ARPAILLANGE, responsable du Service.

### 1. Les effectifs de la collectivité

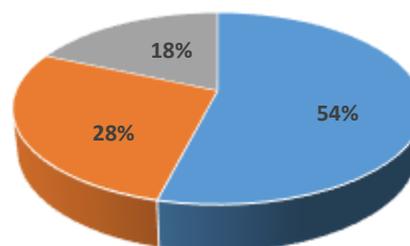
Au 31 décembre 2019, la collectivité affichait un effectif de 76 agents dont 63 agents sur des emplois permanents (75 agents au 31 décembre 2018 dont 65 agents sur des emplois permanents). 12 agents contractuels occupaient ces emplois.

Répartition des agents sur les emplois permanents



■ Titulaires ■ Contractuels

Répartition par catégorie hiérarchique (tous statuts confondus)



■ Catégorie A ■ Catégorie B ■ Catégorie C

La part des agents de catégorie B reste stable entre 2018 et 2019 tandis que la proportion des agents de catégorie A dans l'effectif de la collectivité augmente (49 % au 31 décembre 2018) et celle des agents de catégorie C diminue (23 % au 31 décembre 2018).

### 2. L'effectif du Service

Le départ annoncé, à la fin de l'année 2018, d'un agent, ayant demandé une disponibilité pour création d'entreprise à compter du 1<sup>er</sup> mars 2019, a conduit à l'aboutissement d'une réflexion sur la reconfiguration du Service qui était, initialement, la suivante :

- ❖ un emploi permanent à temps complet de responsable de Service ;
- ❖ un emploi permanent à temps complet de gestionnaire de carrière et de chargé de la paie ;
- ❖ un emploi permanent à temps complet de chargé de la comptabilité et du secrétariat ;
- ❖ un emploi permanent à temps non complet (80 %) d'assistant secrétariat.

Soit 3,8 ETP répartis comme suit :

- ❖ Catégorie A : 1 ETP
- ❖ Catégorie C : 2,8 ETP

Cette configuration se devait d'évoluer au regard, d'une part, de l'augmentation de l'effectif permanent de la collectivité et, d'autre part, des enjeux liés à son fonctionnement interne.

Le Comité Syndical a entendu cette nécessité en créant par délibération en date du 7 décembre 2018 un emploi permanent à temps complet de Gestionnaire RH et Finances/ Adjoint au responsable du service, initialement fléché sur le cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux et étendu, par délibération en date du 5 février 2019, au grade d'attaché territorial.

Le recrutement sur ce poste ayant été sujet à quelques péripéties au cours de l'année 2019, il n'a pu être pourvu dans les délais attendus. Le Service a donc fonctionné à effectif restreint une très grande partie de l'année. La phase de recrutement relancée au mois de septembre 2019 a permis de pourvoir l'emploi par voie de mutation à compter du 1<sup>er</sup> février 2020.

La nouvelle configuration du Service en ce début d'année est donc la suivante :

- ❖ un emploi permanent à temps complet de responsable de service ;
- ❖ un emploi permanent à temps complet de gestionnaire RH et Finances/Adjoint au responsable de service ;
- ❖ un emploi permanent à temps complet de chargé de la paie et de la comptabilité ;
- ❖ un emploi permanent à temps non complet (80 %) d'assistant secrétariat.

Soit 3,8 ETP répartis comme suit :

- ❖ Catégorie A : 2 ETP
- ❖ Catégorie C : 1,8 ETP

### **3. L'activité du Service**

#### **• La gestion du personnel**

- Gestion et suivi des documents administratifs relatifs à la carrière ;
- Accompagnement des agents sur les problématiques relatives à la carrière (déroulement, évolution, mobilité, ...) ;
- Suivi et gestion des congés de maladie statutaires ;
- Suivi et gestion des dossiers de retraite ;
- Déclaration, suivi et gestion des accidents de travail ou de service ;
- Suivi et gestion des dossiers en lien avec le Centre de gestion notamment en ce qui concerne la saisine des Commissions Administratives Paritaires et du Comité Médical Départemental ;
- Gestion et suivi des recrutements ;
- Prise en charge de l'accueil des agents recrutés dans la collectivité ;
- Gestion et suivi des contrats (rédaction, attestation de l'employeur, suivi des indemnités le cas échéant) ;
- Suivi des entretiens professionnels ;
- Gestion des relations avec les différents organismes assureurs du personnel (assureur des risques statutaires, mutuelles, ...) ;
- Tenue des dossiers individuels des agents ;
- Etablissement des rapports annuels de la collectivité (bilan social, RASSCT) ;
- Gestion des relations en lien avec l'action sociale mise en place dans la collectivité (CNAS, restaurant inter administratif, CAS, APeMaC) ;
- Information sur l'actualité statutaire (organisation de réunions dédiées le cas échéant, supports sur l'intranet, explication au cas par cas aux agents) ;
- Administration du logiciel de congés ;
- Veille juridique.

- **La paie et la comptabilité**

- Mandatement des factures et émissions des titres ;
- Élaboration, suivi et gestion de la paie ;
- Etablissement des situations financières périodiques ;
- Suivi de la comptabilité analytique ;
- Transmission des données sociales ;
- Gestion de l'inventaire.

- **Le budget et les finances**

- Élaboration budgétaire en lien avec les Services opérationnels ;
- Suivi et contrôle de l'exécution budgétaire ;
- Contrôle des résultats en lien avec les services de la Trésorerie ;
- Elaboration des différents documents budgétaires (BP, DM, CA, VC)

- **La formation des agents**

- Inscription des agents en formation ;
- Suivi des obligations statutaires de formation ;
- Gestion et suivi des formations d'intégration ;
- Veille relative au recensement des besoins fléchés dans les entretiens professionnels ;
- Participation aux réunions organisée par le CNFPT dans le cadre du Plan de Formation Mutualisé « Union Paloise » ;
- Suivi, actualisation et bilan du plan de formation validé par le Comité Syndical ;
- Mise à jour du règlement de formation.

- **Les instances de dialogue social**

- Organisation des réunions des instances de dialogue social ;
- Préparation des réunions (convocations, réunions préparatoires, élaboration des rapports concernant des points techniques en lien avec les missions du Service) ;
- Participation aux réunions des instances ;
- Élaboration et transmission des comptes rendus.

- **Les assurances**

- Gestion des assurances de la collectivité (contrôle des avis d'échéances, gestion des sinistres, ...) ;
- Gestion des consultations en lien avec le consultant spécialisé en assurances du Service Administratif.

- **Les archives**

- Suivi de la mission « Archives » confiée au Centre de gestion en 2016 ;
- Coordination des demandes des Services en lien avec l'archiviste en charge de la mission.

**A noter en 2019 :**

- 11 accueils de nouveaux agents ;
- 10 départs d'agents en place (mutation, intégration, disponibilité, démission, fin de contrat) ;
- 293 arrêtés de carrières rédigés ;
- 25 contrats rédigés (dont 1 avenant) ;
- 1100 bulletins de paie, tous statuts confondus, vérifiés et édités ;

- Mise en œuvre du prélèvement de l'impôt à la source ;
- 8 suivis de dossiers de demande d'indemnisation au titre de l'Allocation au Retour à l'Emploi ;
- Mise en œuvre de la convention d'assurance chômage ;
- 3 saisines du Comité Médical Départemental ;
- 2 déclarations d'accident de service ;
- 3 saisines de la Commission de Déontologie de la Fonction Publique ;
- 2 693 écritures comptables : 1 810 titres et 883 mandats ;
- 49 agents ayant suivi une formation pour un total de 200 jours (dont 3 formations d'intégration, 1 formation organisée en interne pour les membres du Comité de direction élargi, 1 formation organisée en intra avec le CNFPT pour un besoin spécifique et la formation obligatoire des membres du CHSCT assurée par le Centre de gestion) ;
- 6 réunions des instances de dialogue social (ainsi que 6 réunions préparatoires avec les représentants du personnel).

#### **4. Impact financier des charges indirectes sur les Services opérationnels**

Il convient d'ajouter au coût du Service à proprement parler ce qui relève des moyens généraux : direction, informatique interne, assistant de prévention ainsi que tous les coûts qui ne peuvent être affectés à un service en particulier. Ce coût s'élève en fonctionnement en 2019 à 8 080 € annuel par agent pour 67,87 agents, il était de 8 010 € en 2018 pour 68,99 agents. Ce qui signifie que le montant des dépenses de la section de fonctionnement du budget des charges indirectes était quasi identique en 2018 (552 000 €) et 2019 (548 000 €).

#### **5. Bilan de mandat**

Le Service des Affaires Générales, rebaptisé Administration Générale depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier, a été officiellement créé le 1<sup>er</sup> janvier 2015 afin de structurer une gestion centralisée des ressources humaines et des finances et d'optimiser la fonction support pour le compte des Services opérationnels.

Il est à noter que les effectifs de la collectivité ont évolué à la hausse au cours du mandat. En effet, l'effectif était de 51 agents au 1<sup>er</sup> janvier 2014, il est aujourd'hui de 77, et il a dépassé, au plus fort de l'activité, le seuil des 80 agents.

Il serait difficile de dresser un état exhaustif de l'action du Service qu'il convient de mettre en lien, d'une part, avec les Services opérationnels dans la transversalité inhérente aux deux domaines d'intervention principaux du Service et, d'autre part, avec la Direction dans un appui technique et un accompagnement logistique.

Ceci étant dit, on peut identifier des éléments clés reflétant l'activité et l'action du Service sur le mandat, savoir :

- l'accompagnement au quotidien des agents et l'identification par ces derniers du Service en tant que ressource ;
- la primo-installation des instances de dialogue social dans la collectivité en janvier 2015 (le seuil des 50 agents ayant été atteint au 1<sup>er</sup> janvier 2014) avec 14 réunions du CT (+ 2 prévues jusqu'à la fin du mandat) et 15 réunions du CHSCT (+ 2 prévues jusqu'à la fin du mandat) ;
- l'organisation de la formation obligatoire en direction des membres du CHSCT ;

- la préparation et le suivi des réunions du Comité Syndical ;
- l'organisation des élections professionnelles (2 scrutins sur le mandat en 2014 et 2018) ;
- la mise en œuvre d'une démarche d'évaluation et de prévention des risques psycho-sociaux dans la collectivité ;
- l'accompagnement et le suivi des recrutements ainsi que la mise en place d'un accueil pour les nouveaux entrants ;
- la participation à la conception et à la mise en place de l'intranet ;
- la mise en œuvre et l'administration d'un gestionnaire de congés ;
- la mise en œuvre du RIFSEEP ;
- la dématérialisation des pièces comptables ;
- l'harmonisation des process de facturation des Services opérationnels ;
- la mise en œuvre de la convention d'assurance-chômage ;
- le suivi et l'accompagnement des agents dans leurs demandes de formation (préparation aux concours en particulier) ;
- l'information statutaire et réglementaire en direction des agents (Parcours Professionnel Carrières et Rémunération, élections professionnelles, instances de dialogue social, prélèvement à la source, ...) ;
- le suivi de la mission Archives conventionné avec le Centre de gestion.

Concernant ce dernier point, il est à noter que la mission Archives, débutée le 15 décembre 2016, a pris fin le 20 décembre 2019. Il est rappelé que la collectivité, rencontrant un problème important relativement à la place dédiée à ses archives, a demandé un accompagnement du Centre de Gestion sur cette thématique.

Le devis initial avait été proposé sur la base d'un montant de 33 250 € et il avait été convenu, au regard du coût et de la durée prévisionnelle de la mission, de recruter un agent à temps non complet (50%) pour prendre en charge, après formation, une partie de la mission. Ceci permettant également de capitaliser l'expérience au profit de l'ensemble des services et d'avoir un « référent archives » au sein de la collectivité.

Il convient donc de dresser un bilan qualitatif et quantitatif de l'opération :

- D'un point de vue qualitatif, l'accompagnement du Centre de gestion sur cette mission a permis :
  - de former l'ensemble des secrétariats à l'archivage afin d'acquérir une autonomie suffisante pour maintenir un classement opérationnel à l'avenir ;
  - de libérer une centaine de mètres linéaires dans le local des archives ;
  - de résorber une cinquantaine de mètres linéaires au SIPA et de classer à peu près le même métrage stocké jusque-là dans les bureaux du Service ;
  - de débiter un archivage de documents pour des Services qui ne l'avaient pas encore initié (SITU pour les dossiers d'instruction par exemple) ;
  - d'avancer le classement des archives du SIA (AFA et consultations dans l'attente du tri et du classement des dossiers présents dans le rotomat).

La mission ayant touché à sa fin, il revient désormais aux secrétariats des Services de prendre le relais. C'est déjà le cas pour le SIPA dont un agent a été affecté entièrement depuis septembre 2019 au tri et au classement des archives du Service dont 200 mètres linéaires restent encore à traiter pour gagner du métrage supplémentaire.

- D'un point de vue financier, le bilan de la mission est le suivant :

|   |             |       |                 |
|---|-------------|-------|-----------------|
| 2016/2017 - Tri et classement en interne                    | 1/2 ETP     | 1 an  | 15 340 €        |
| 2016/2017 - Formation des secrétariats (mission 2)          | 5 journées  | 384 € | 1 920 €         |
| 2016/2017 - Eliminations de masse et récolement (mission 3) | 23 journées | 250 € | 5 750 €         |
| 2018 - Eliminations de masse et récolement (mission 3)      | 2 journées  | 250 € | 500 €           |
| 2018 - Suivi du classement (mission 2)                      | 8 journées  | 250 € | 2 000 €         |
| 2019 - Suivi du classement (mission 2)                      | 10 journées | 284 € | 2 840 €         |
| <b>Total</b>  |             |       | <b>25 510 €</b> |

Il s'agit donc d'une opération optimisée en termes financier et de temporalité.

Mme ARPAILLANGE indique également que le défi durant ce premier mandat pour l'existence du Service, à savoir réussir l'identification de l'Administration Générale comme service support, a été relevé de manière très satisfaisante puisque la montée en compétences du Service s'en est ensuivie très vite.

Concernant les perspectives, l'Administration Générale, installée dans sa fonction support, débutera le nouveau mandat avec une configuration que l'on peut qualifier d'opérationnelle, permettant d'investir encore un peu plus le fond et d'interroger plus en détail les pratiques. Les grandes lignes qui peuvent être tracées à ce stade sont les suivantes :

- améliorer la communication en direction des agents sur les évolutions statutaires et réglementaires ;
- optimiser les process de recrutement pour sécuriser et harmoniser ces derniers ;
- étudier la mise en œuvre du télétravail ;
- moderniser la comptabilité analytique.

M. CASSOU clôture la présentation des bilans en remerciant les chefs de service. Il précise que ces remerciements s'adressent à tous les agents dont la détermination au travail aura permis de réaliser des prévisions pragmatiques et optimistes.

M. CASSOU informe les membres présents que ce mandat de Président de l'Agence est son dernier mais qu'il est fier d'avoir, depuis 2008, pu reprendre et préserver les symboles de l'Agence.

M. GAIRIN souhaite intervenir sur le sujet et remercie ses collègues en général et M. CASSOU en particulier de la qualité des échanges. Si la vision des élus a parfois différé quant aux moyens à mettre en œuvre dans la gestion de l'Agence, elle a toujours été concordante dans les objectifs à atteindre et les débats ont toujours eu lieu avec respect et écoute.

M. CASSOU remercie son collègue.

M. GAY procède alors à la distribution des nouvelles plaquettes de communication de l'Agence, lesquelles seront bien sûr distribuées également aux futurs élus du Comité. Il est alors précisé que le 15 mai se tiendra le dernier Comité des actuels élus de l'Agence, même pour ceux qui ne seront pas réélus à des fonctions municipales. A l'issue de ce prochain et dernier Comité du mandat, un déjeuner aura lieu.

Mme HILD quitte la séance.

M. MINVIELLE quitte la séance et donne pouvoir à M. HUNAUT.

M. MORA quitte la séance et donne pouvoir à M. SARASOLA.

### 3. MODIFICATION DES STATUTS

M. GAY expose que l'article 65 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019, dite « Engagement et proximité », a remplacé la notion d'« établissements publics de coopération intercommunale » (EPCI) par celle de « groupements de collectivités » au sein de l'article L.5721-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, article qui constitue le socle de l'Agence Publique de Gestion Locale.

Or, la notion de « groupements de collectivités » est beaucoup plus large puisqu'elle inclut notamment, en supplément des EPCI, les syndicats mixtes fermés, les syndicats mixtes ouverts restreints et les pôles métropolitains.

La conséquence de cette modification législative est la possibilité pour toutes les structures entrant dans la catégorie des groupements de collectivités de devenir membres de l'Agence. Toutefois, la rédaction actuelle des statuts ne le permet pas.

Il est donc proposé aux membres du Comité Syndical de se saisir de cette réforme et de modifier comme suit les statuts de l'Agence pour permettre l'adhésion de ces structures :

Aux articles 2, 4, 5 et 6, les mots « établissement(s) public(s) de coopération intercommunale » et « EPCI » sont remplacés par « groupement(s) de collectivités » et « groupement(s) ».

- L'article 2 serait modifié comme suit :

*« Le Syndicat (...) conformément aux dispositions de l'article L.5721-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, étant exclusivement composé de Collectivités Territoriales et ~~d'Établissements Publics de Coopération Intercommunale~~ **de groupements de collectivités** ou, en tant que de besoin, se constituer en centrale d'achats. »*

- L'article 4 serait modifié comme suit :

*« Peuvent adhérer au Syndicat (...)*

*– tout ~~établissement public de coopération intercommunale~~ **groupement d'établissements** auquel adhère au moins une commune du département (y compris un ~~E.P.C.I.~~ **groupement** qui aurait son siège en dehors du département) ; (...)* ».

- L'article 5 serait modifié comme suit :

*« Le Syndicat est administré par un Comité Syndical de 22, ou, le cas échéant, 23 membres : (...)*

*– 6 membres sont élus par les présidents des ~~établissements publics de coopération intercommunale~~ **groupements d'établissements** adhérents, parmi les élus de ces établissements.*

*Les présidents des ~~établissements publics~~ **groupements** dont la population regroupée est égale ou inférieure à 25 000 habitants disposent d'une voix chacun, les présidents des ~~établissements publics~~ **groupements** dont la population regroupée est*

supérieure à 25 000 habitants et égale ou inférieure à 75 000 habitants de deux voix et les présidents des autres ~~établissements~~ **groupements** de trois voix ».

- L'article 6 serait modifié comme suit :

*« Le mandat d'un membre titulaire ou suppléant du Comité Syndical prend fin lorsque la collectivité dont il est élu se retire du Syndicat.*

*En cas de décès, de démission ou de perte de la qualité pour siéger, le membre titulaire est remplacé par son suppléant. Pour les représentants des communes et des ~~établissements publics de coopération intercommunale~~ **groupements d'établissements**, lorsque le siège ne peut être pourvu par ce dernier, il est fait appel au premier candidat titulaire non élu figurant sur la même liste. Si le siège ne peut être pourvu par ce dernier, il est fait appel à son suppléant.*

*(...) »*

La proposition de statuts ainsi modifiés est présentée en [annexe 1](#).

M. CASSOU constatant que le quorum pour la modification des statuts est atteint, souligne que le changement se porte sur le terme « établissements publics de coopération intercommunale » par « groupements d'établissements », et passe au vote.

La modification des statuts est adoptée à l'unanimité.

M. CASSOU souhaite rappeler le travail de longue haleine de l'Agence sur ce dossier, et remercie l'ensemble des parlementaires pour leur appui et particulièrement Mme la Sénatrice Denis SAINT-PE pour son soutien à la proposition d'amendement qui avait été faite.

A midi trente, le Président suspend la séance pour le déjeuner.

Les débats reprennent à 14 h 20, avec une évolution des présences :

M. RODRIGUEZ est présent.

M. LAURONCE est présent.

M. LOCATELLI est présent.

M. COURREGES donne pouvoir à M. HUNAUT.

M. PRUDHOMME donne pouvoir à M. RODRIGUEZ.

#### **4. EXTENSION DE GRADE SUR UN EMPLOI PRESENT AU TABLEAU DES EFFECTIFS**

M. GAY rappelle que lors de la création du pôle ingénierie du Service Intercommunal du Patrimoine et de l'Architecture en septembre 2015, le Comité Syndical avait créé 4 emplois permanents afin d'assurer sa mise en œuvre et son fonctionnement. L'idée avait été de constituer 2 binômes ingénieur/technicien dessinateur projeteur pour prendre en charge, d'une part, la spécialité structures et, d'autre part, la spécialité fluides.

Les emplois de technicien dessinateur projeteur, qui ont pris, depuis la délibération du Comité Syndical du 27 septembre 2019, l'appellation de technicien ou ingénieur, selon le profil de l'agent occupant le poste, ont été initialement créés sur les grades de technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe, technicien principal de 1<sup>ère</sup> classe et ingénieur.

Il s'avère que ces emplois pourraient également être pourvus par des agents détenant le grade de technicien territorial.

Il est donc proposé au Comité Syndical d'approuver l'ouverture de ces emplois aux techniciens territoriaux en plus des grades déjà prévus savoir, technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe, technicien principal de 1<sup>ère</sup> classe et ingénieur territorial.

Il est proposé également au Comité Syndical, afin de prévoir, en cas de vacance d'un de ces deux emplois, le cas où aucun titulaire ou lauréat de concours ne pourrait être recruté, d'approuver les conditions des contrats à durée déterminée dont les projets figurent ci-dessous et d'autoriser le Président à les signer en fonction du profil du candidat retenu.

➤ **Pour le recrutement sur l'emploi d'ingénieur :**

**CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE**

*établi en application des dispositions de l'article 3-3, 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée relative à la fonction publique territoriale*

*ENTRE*

*l'Agence Publique de Gestion Locale représentée par son Président, M. Michel CASSOU, dûment habilité à cette fin par délibération du Comité Syndical en date du 6 février 2020, soumise au contrôle de légalité le ..... et affichée le .....*

*ET*

*M/Mme ....., né(e) le ..... à ..... demeurant à .....*

*Considérant que M/Mme ....., remplit les conditions générales de recrutement prévues à l'article 2 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale, et qu'il/elle a satisfait à la visite médicale d'embauche auprès du Docteur ....., médecin généraliste agréé,*

*Il est exposé ce qui suit :*

*En application des dispositions de l'article 3-3, 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée relative au statut de la fonction publique territoriale, il est possible de recruter des agents contractuels sur des emplois permanents du niveau de la catégorie A lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient.*

*Un emploi permanent à temps complet d'ingénieur structures/fluides au sein du Pôle ingénierie du Service Intercommunal du Patrimoine et de l'Architecture a été créé par délibération en date du 8 septembre 2015 et modifié par délibérations en date du 27 septembre 2019 et du 6 février 2020,*

*La déclaration de vacance d'emploi a été effectuée auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Pyrénées-Atlantiques sous le numéro ....., portée sur l'arrêté n° ..... visé par la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques le .....*

*Une procédure de recrutement a été effectuée. Aucun fonctionnaire ou lauréat de concours n'ayant été trouvé pour le poste d'ingénieur structures/fluides à pourvoir au sein du Service Intercommunal du Patrimoine et de l'Architecture, il a été décidé de pourvoir le poste par le recrutement d'un agent contractuel.*

*Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :*

**ARTICLE 1er - ENGAGEMENT – ATTRIBUTIONS**

*A compter du ..... et pour une durée de trois ans, M/Mme ..... est engagé(e) par l'Agence Publique de Gestion Locale en qualité d'ingénieur (catégorie A) à temps complet au sein du Bureau d'Etudes Techniques du Service Intercommunal du Patrimoine et de l'Architecture.*

*Il/Elle aura pour missions principales de prendre en charge les études de diagnostic et d'expertise, les études de faisabilité, les études de projet et les calculs dimensionnels, l'élaboration des plans d'exécution, l'analyse des offres des entreprises, le suivi d'exécution des chantiers et la réception des travaux ainsi que l'élaboration et la rédaction des documents correspondants à chacune de ces phases en collaboration avec l'ingénieur ou l'architecte en charge de l'opération.*

*Il/Elle assurera ses fonctions sous l'autorité du Président ou des personnes déléguées par lui.*

*Il/Elle effectuera une période d'essai de 3 mois.*

**ARTICLE 2è - CONGES ANNUELS**

*Au titre de cette période d'emploi, il/elle bénéficiera de 27 jours ouvrés de congés. Lorsqu'en raison des nécessités de fonctionnement du Service, l'agent n'aura pu prendre tout ou partie des congés annuels, une indemnité compensatrice sera versée égale à 10 % de la rémunération brute, le cas échéant proratisée par rapport au nombre de jours de congés annuels non pris. Elle sera versée en fin de contrat.*

### **ARTICLE 3è – REMUNERATION**

Il/Elle percevra une rémunération maximale calculée à raison de la valeur de l'indice brut 759, majoré (au 1<sup>er</sup> janvier 2018) 626, applicable dans la fonction publique et, le cas échéant, le supplément familial de traitement pour enfants à charge. Le régime indemnitaire sera fixé par arrêté du Président.

### **ARTICLE 4è - SECURITE SOCIALE – RETRAITE**

M/Mme ..... relèvera du régime général de la Sécurité Sociale et de l' I.R.C.A.N.T.E.C.

### **ARTICLE 5è - RENOUELEMENT DU CONTRAT**

Le présent contrat cessera ses effets de plein droit le ..... au soir.

La collectivité se réserve la possibilité de renouveler ce contrat au-delà de son terme pour une nouvelle période de 3 ans au maximum par reconduction expresse.

L'autorité territoriale devra notifier son intention de renouveler ou non l'engagement au plus tard au début du deuxième mois précédant le terme du contrat.

S'il est proposé à M/Mme ..... de renouveler le contrat d'engagement, l'intéressé(e) disposera d'un délai de huit jours pour faire connaître, le cas échéant, son acceptation. En cas de non réponse dans ce délai, l'intéressé(e) est présumé(e) renoncer à son emploi

### **ARTICLE 6è – RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL**

1 – Licenciement à l'initiative de la collectivité

Le licenciement sera notifié à l'agent après respect du préavis prévu par le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale selon la réglementation en vigueur à la date d'effet du licenciement. Aucun préavis n'est dû en cas de licenciement pour motif disciplinaire, pour inaptitude physique ou au cours ou à l'expiration d'une période d'essai.

2 – Démission de l'agent

La démission doit être présentée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Elle doit exprimer clairement la volonté de l'agent de démissionner. L'agent doit respecter un préavis de :

- 8 jours si la durée des services est inférieure à 6 mois,
- 1 mois si la durée des services est égale ou supérieure à 6 mois et inférieure à 2 ans,
- 2 mois dans le cas où la durée des services est supérieure ou égale à 2 ans.

### **ARTICLE 7è - AUTRES DISPOSITIONS**

D'une manière générale, M/Mme ..... se verra appliquer les dispositions de la loi du 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale en tant qu'elles concernent les agents contractuels ainsi que celles du décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

### **ARTICLE 8è – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE ET VOIES DE RECOURS**

Les litiges résultant de l'application du présent contrat relèvent de la compétence de la juridiction administrative et peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de PAU dans le respect du délai de recours de deux mois (requête possible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

**Faire précéder la signature des parties par la mention manuscrite « lu et approuvé »**

Fait à PAU, le .....

Le Président,

M/Mme .....

Michel CASSOU  
Maire de PARDIES-PIÉTAT

➤ **Pour le recrutement sur l'emploi de technicien**

**CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE**

établi en application des dispositions de l'article 3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée relative à la fonction publique territoriale

ENTRE

l'Agence Publique de Gestion Locale représentée par son Président, M. Michel CASSOU, dûment habilité à cette fin par délibération du Comité Syndical en date du 6 février 2020, soumise au contrôle de légalité le ..... et affichée le .....

ET

M/Mme ..... né(e) le ..... à ..... demeurant à .....

Considérant que M/Mme .....remplit les conditions générales de recrutement prévues à l'article 2 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale, et qu'il/elle a satisfait à la visite médicale d'embauche auprès du Docteur ....., médecin généraliste agréé,

Il est exposé ce qui suit :

En application des dispositions de l'article 3-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée relative au statut de la fonction publique territoriale, il est possible de recruter des agents contractuels pour répondre à la vacance temporaire d'un emploi permanent dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Un emploi permanent à temps complet de technicien au sein du Pôle ingénierie du Service Intercommunal du Patrimoine et de l'Architecture a été créé par délibération en date du 8 septembre 2015 et modifié par délibérations en date du 27 septembre 2019 et du 6 février 2020.

La déclaration de vacance d'emploi a été effectuée auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Pyrénées-Atlantiques sous le numéro ....., portée sur l'arrêté n° ..... visé par la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques le .....

Une procédure de recrutement a été effectuée. Aucun fonctionnaire ou lauréat de concours n'ayant été trouvé pour le poste de technicien à pourvoir au sein du Service Intercommunal du Patrimoine et de l'Architecture, il a été décidé de pourvoir le poste par le recrutement d'un agent contractuel.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1er - ENGAGEMENT - ATTRIBUTIONS**

A compter du ..... et pour une durée d'un an, M/Mme ..... est engagé(e) par l'Agence Publique de Gestion Locale en qualité de technicien (catégorie B) à temps complet au sein du Pôle ingénierie du Service Intercommunal du Patrimoine et de l'Architecture.

Il/Elle aura pour missions principales de prendre en charge les études de diagnostic et d'expertise, les études de faisabilité, les études de projet et les calculs dimensionnels, l'élaboration des plans d'exécution, l'analyse des offres des entreprises, le suivi d'exécution des chantiers et la réception des travaux ainsi que l'élaboration et la rédaction des documents correspondants à chacune de ces phases en collaboration avec l'ingénieur ou l'architecte en charge de l'opération.

Il/Elle assurera ses fonctions sous l'autorité du Président ou des personnes déléguées par lui.

Il/Elle effectuera une période d'essai de 2 mois.

**ARTICLE 2è - CONGES ANNUELS**

Au titre de cette période d'emploi, il/elle bénéficiera de 27 jours ouvrés de congés. Lorsqu'en raison des nécessités de fonctionnement du service, l'agent n'aura pu prendre tout ou partie des congés annuels, une indemnité compensatrice sera versée égale à 10 % de la rémunération brute, le cas échéant proratisée par rapport au nombre de jours de congés annuels non pris. Elle sera versée en fin de contrat.

**ARTICLE 3è - REMUNERATION**

Il/Elle percevra une rémunération maximale calculée à raison de la valeur de l'indice brut 604, majoré (au 1<sup>er</sup> janvier 2018) 508, applicable dans la fonction publique et, le cas échéant, le supplément familial de traitement pour enfants à charge. Le régime indemnitaire sera fixé par arrêté du Président.

**ARTICLE 4è - SECURITE SOCIALE - RETRAITE**

M/Mme ..... relèvera du régime général de la Sécurité Sociale et de l'I.R.C.A.N.T.E.C.

#### **ARTICLE 5è - RENOUELEMENT DU CONTRAT**

*Le présent contrat cessera ses effets de plein droit le ..... au soir.*

*Il ne pourra faire l'objet d'un renouvellement que si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir. La durée de l'engagement peut être prolongée dans la limite d'une durée totale de 2 ans.*

#### **ARTICLE 6è – RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL**

*1 – Licenciement à l'initiative de la collectivité*

*Le licenciement sera notifié à l'agent après respect du préavis prévu par le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale selon la réglementation en vigueur à la date d'effet du licenciement. Aucun préavis n'est dû en cas de licenciement pour motif disciplinaire, pour inaptitude physique ou au cours ou à l'expiration d'une période d'essai.*

*2 – Démission de l'agent*

*La démission doit être présentée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Elle doit exprimer clairement la volonté de l'agent de démissionner. L'agent doit respecter un préavis de :*

- 8 jours si la durée des services est inférieure à 6 mois,*
- 1 mois si la durée des services est égale ou supérieure à 6 mois et inférieure à 2 ans,*
- 2 mois si la durée des services est égale ou supérieure à 2 ans.*

#### **ARTICLE 7è - AUTRES DISPOSITIONS**

*D'une manière générale, M/Mme ..... se verra appliquer les dispositions de la loi du 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale en tant qu'elles concernent les agents contractuels ainsi que celles du décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.*

#### **ARTICLE 8è – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE ET VOIES DE RECOURS**

*Les litiges résultant de l'application du présent contrat relèvent de la compétence de la juridiction administrative et peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de PAU dans le respect du délai de recours de deux mois (requête possible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).*

**Faire précéder la signature des parties par la mention manuscrite « lu et approuvé »**

Fait à PAU, le .....

*Le Président,*

M/Mme .....

*Michel CASSOU  
Maire de PARDIES-PIÉTAT*

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical approuve l'extension de grade sur un emploi présent au tableau des effectifs telle qu'elle est exposée ci-dessus, étant précisé que les crédits correspondants sont inscrits au budget de l'exercice

### **5. RECRUTEMENT SUR UN EMPLOI RENDU VACANT**

M. GAY rappelle que par délibération en date du 8 septembre 2015, le Comité Syndical a créé un emploi de dessinateur projeteur à temps complet fléché sur le cadre d'emplois des agents de maîtrise (agent de maîtrise et agent de maîtrise principal) et sur les grades de technicien et de technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe, le choix définitif du grade étant destiné à être effectué par le Président au moment du recrutement, en fonction du profil du candidat retenu.

Un projet de contrat avait été approuvé dans le cas où aucun titulaire ou lauréat de concours ne pourrait être recruté.

Il se trouve que l'emploi en question a été rendu vacant à la fin du mois de juin 2019 au regard de la demande de mutation vers une autre collectivité effectuée par l'agent titulaire en poste.

Ainsi que l'a développé M. BRUSQUE, responsable du SIVRA, dans son bilan d'activité, les difficultés de recrutement sur ce poste sont réelles, étant entendu que la collectivité vient de publier une troisième offre au regard de la nature infructueuse des campagnes de recrutement précédentes.

Afin de pouvoir se donner une marge de manœuvre dans le recrutement éventuel d'un contractuel, l'idée serait d'augmenter l'indice de rémunération maximal du contrat initialement validé.

Il est donc proposé au Comité Syndical d'approuver les conditions du contrat à durée déterminée dont le projet figure ci-dessous et d'autoriser le Président à le signer en fonction du profil du candidat retenu.

#### **CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE**

*établi en application des dispositions de l'article 3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée relative à la fonction publique territoriale*

*ENTRE*

*L'Agence Publique de Gestion Locale représentée par son Président, M. Michel CASSOU, dûment habilité à cette fin par délibération du Comité Syndical en date du 6 février 2020, soumise au contrôle de légalité le xxxxxx et affichée le xxxxxx,*

*ET*

*M/Mme ..... né(e) le ..... à ..... demeurant à .....*

*Considérant que M/Mme .....remplit les conditions générales de recrutement prévues à l'article 2 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale, et qu'il/elle a satisfait à la visite médicale d'embauche auprès du Docteur ....., médecin généraliste agréé,*

*Il est exposé ce qui suit :*

*En application des dispositions de l'article 3-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée relative au statut de la fonction publique territoriale, il est possible de recruter des agents contractuels pour répondre à la vacance temporaire d'un emploi permanent dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.*

*Un emploi permanent à temps complet de dessinateur au sein du Service Intercommunal Voirie Réseaux Aménagement a été créé par délibération en date du 8 septembre 2015,*

*La déclaration de vacance d'emploi a été effectuée auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Pyrénées-Atlantiques sous le numéro ....., portée sur l'arrêté n° ..... visé par la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques le .....*

*Une procédure de recrutement a été effectuée. Aucun fonctionnaire ou lauréat de concours n'ayant été trouvé pour ce poste, il a été décidé de pourvoir le poste par le recrutement d'un agent contractuel.*

*Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :*

#### **ARTICLE 1er - ENGAGEMENT - ATTRIBUTIONS**

*A compter du ..... et pour une durée d'un an, M/Mme ..... est engagé(e) par l'Agence Publique de Gestion Locale en qualité de dessinateur projeteur (catégorie B/C) à temps complet au sein du Service Voirie Réseaux et Aménagement. Il aura pour missions principales de .....*

*Il/Elle assurera ses fonctions sous l'autorité du Président ou des personnes déléguées par lui.*

*Il/Elle effectuera une période d'essai de 2 mois.*

#### **ARTICLE 2è - CONGES ANNUELS**

*Au titre de cette période d'emploi, il/elle bénéficiera de 27 jours ouvrés de congés. Lorsqu'en raison des nécessités de fonctionnement du Service, l'agent n'aura pu prendre tout ou partie des congés annuels, une indemnité compensatrice sera versée égale à 10 % de la rémunération brute, le cas échéant proratisée par rapport au nombre de jours de congés annuels non pris. Elle sera versée en fin de contrat.*

### **ARTICLE 3è - REMUNERATION**

Il/Elle percevra une rémunération maximale calculée à raison de la valeur de l'indice brut 506, majoré (au 1er janvier 2018) 436, applicable dans la fonction publique et le cas échéant, le supplément familial de traitement pour enfants à charge.

Le régime indemnitaire sera fixé par arrêté du Président.

### **ARTICLE 4è - SECURITE SOCIALE - RETRAITE**

M/Mme ..... relèvera du régime général de la Sécurité Sociale et de l' I.R.C.A.N.T.E.C.

### **ARTICLE 5è - RENOUELEMENT DU CONTRAT**

Le présent contrat cessera ses effets de plein droit le ..... au soir.

Il ne pourra faire l'objet d'un renouvellement que si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir. La durée de l'engagement peut être prolongée dans la limite d'une durée totale de 2 ans.

### **ARTICLE 6è – RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL**

1 – Licenciement à l'initiative de la collectivité

Le licenciement sera notifié à l'agent après respect du préavis prévu par le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale selon la réglementation en vigueur à la date d'effet du licenciement. Aucun préavis n'est dû en cas de licenciement pour motif disciplinaire, pour inaptitude physique ou au cours ou à l'expiration d'une période d'essai.

2 – Démission de l'agent

La démission doit être présentée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Elle doit exprimer clairement la volonté de l'agent de démissionner. L'agent doit respecter un préavis de :

- 8 jours si la durée des services est inférieure à 6 mois,
- 1 mois si la durée des services est égale ou supérieure à 6 mois et inférieure à 2 ans,
- 2 mois si la durée des services est égale ou supérieure à 2 ans.

### **ARTICLE 7è - AUTRES DISPOSITIONS**

D'une manière générale, M/Mme ..... se verra appliquer les dispositions de la loi du 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale en tant qu'elles concernent les agents contractuels ainsi que celles du décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

### **ARTICLE 8è – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE ET VOIES DE RECOURS**

Les litiges résultant de l'application du présent contrat relèvent de la compétence de la juridiction administrative et peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de PAU dans le respect du délai de recours de deux mois (requête possible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

**Faire précéder la signature des parties par la mention manuscrite « lu et approuvé »**

Fait à PAU, le .....

Le Président,

M/Mme .....

Michel CASSOU  
Maire de PARDIES-PIÉTAT

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical approuve le recrutement sur un emploi de technicien/ingénieur au pôle ingénierie du SIPA présent au tableau des effectifs et autorise le Président à signer, le cas échéant, en fonction du profil du candidat retenu, les contrats dont les projets figurent ci-dessus, étant précisé que les crédits correspondants sont inscrits au budget de l'exercice

M. CHOURROUT-POURTALET quitte la séance à 14h48.

## **6. SUBVENTION A L'APEMAC**

Le Président rappelle qu'en application des statuts de l'Agence, les subventions d'un montant inférieur à 10 000 € relèvent par principe de la compétence du bureau. Toutefois, et au regard de la période, le Président propose d'avoir recours à l'article 11 des statuts de l'Agence, afin que le Comité Syndical soit compétent sur cette question.

Le Comité Syndical avait approuvé lors du vote du budget primitif 2019, le versement d'une subvention à l'Association du Personnel de la Maison des Communes afin de permettre à cette dernière d'assurer l'organisation d'évènements destinés à maintenir et à favoriser le lien social au sein de la Maison des Communes, cela se traduisant notamment à travers l'organisation de sorties (culturelles, sportives...) et d'animations (Noël de la Maison des Communes, repas champêtre...) mais également au travers de partenariats (Calicéo, Jeff de Bruges...).

Il est proposé au Comité Syndical de se prononcer sur le versement d'une subvention de 3 000 € à l'APeMaC, équivalente à celle versée lors du précédent exercice.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical approuve le versement d'une subvention de 3 000 € à l'Association du Personnel de la Maison des Communes (APeMaC).

## **7. PARTICIPATION FINANCIERE A L'EXTENSION DE LA MAISON DES COMMUNES**

Le Président rappelle qu'en application des statuts de l'Agence, les conventions avec les autres structures de la Maison des Communes relèvent par principe de la compétence du bureau. Toutefois, le dossier est particulièrement important pour l'Agence et il souhaite donc que conformément à l'article 11 des statuts de l'Agence, le Comité Syndical soit compétent sur cette question.

Lors de sa réunion du 24 mai 2019, le Comité Syndical s'est prononcé sur les conditions de la participation de l'Agence au financement de l'opération d'extension de la Maison des Communes. Sur le fondement de la décision qu'il a prise, une convention a été conclue, qui prévoit :

- que l'Agence participe à hauteur de 62,3 % du prix de revient de l'opération pour le Centre de Gestion,
- que cette participation - dont le montant définitif ne sera connu qu'à la fin des travaux est versée par paiements échelonnés en fonction de l'avancement des travaux et de la réalisation des dépenses correspondantes, le solde étant payé après établissement des décomptes définitifs. Les modalités de paiement doivent faire l'objet d'un accord entre les présidents du Centre de Gestion et de l'Agence.

Le Président indique que le 24 janvier 2020, il a rencontré son homologue du Centre de Gestion et qu'ils sont convenus d'un accord sur le sujet, qui doit être validé par leurs Assemblées respectives.

M. GAY présente donc la proposition faite et rappelle qu'il a été convenu de reprendre ici le même mécanisme de participation que lors de l'extension précédente engagée en 2006 et livrée en 2008.

Ce mécanisme serait décomposé en trois clés de répartition :

- un apport en nature représenté par la prise en charge de l'ingénierie afférente à l'opération. A ce stade, elle est estimée à hauteur de 300 000 €. Ont d'ailleurs déjà été identifiés comme subvention d'équipement versée en nature à ce titre dans le budget de l'Agence 28 230 € en 2018 et 52 194 € en 2019,
- un acompte à verser à la fin des travaux, qui serait d'un montant de 700 000 €,
- un remboursement du montant restant échelonné sous la forme de paiements annuels de 70 000 € sur 15 ans, avec un solde à définir la dernière année pour clôturer l'opération.

Comme lors de l'extension précédente, ce montage est possible pour le Centre de Gestion en considération des mêmes éléments :

- sa situation financière le lui permet ;
- tous les services abrités par la Maison des Communes sont mutualisés pour l'ensemble des collectivités du département, celles-ci étant pour le plus grand nombre d'entre elles adhérentes à la fois au Centre et à l'Agence ;
- ce montage a fait la preuve de sa pertinence, lors de l'opération précédente avec un paiement du solde prévu en 2022.

Il est donc proposé au Comité Syndical d'adopter ce dispositif et d'autoriser le Président à signer l'avenant à la convention dont le projet figure ci-après. Pour être tout à fait complet, deux précisions sont apportées :

- si ce montage devait conduire à des frais supplémentaires pour le Centre, l'Agence rembourserait sa part de frais correspondants.
- la convention proposée permet à l'Agence d'augmenter la quotité ou la périodicité des versements de ses annuités. En d'autres termes, le versement de 70 000 € par an ne constitue pour l'Agence qu'un minimum qu'elle seule aura la faculté de dépasser, si elle en a les moyens bien sûr, le Centre ne pouvant en revanche le lui imposer.

### **AVENANT N°1 A LA CONVENTION POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX D'EXTENSION DE LA MAISON DES COMMUNES**

**ENTRE** Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Pyrénées-Atlantiques représenté par Michel HIRIART agissant ès qualités de Président, habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du..... soumise au contrôle de légalité le .....,

ci-après désigné, le Centre,

**ET** L'Agence Publique de Gestion Locale représentée par Michel CASSOU agissant ès qualités de Président, habilité par délibération du Comité Syndical en date du..... soumise au contrôle de légalité le..... ,

ci-après désignée, l'Agence,

Il a été exposé puis convenu ce qui suit :

## **EXPOSÉ**

En date du 18 juin 2019, le Centre et l'Agence ont conclu une convention déterminant les conditions dans lesquelles l'Agence participe financièrement à l'opération d'extension de la Maison des Communes, dont le Centre est maître d'ouvrage.

L'objet du présent avenant est de préciser les modalités de paiement de cette participation.

## **CONVENTIONS**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

A la fin de l'article 2<sup>ème</sup> de la convention précitée du 18 juin 2019, il est ajouté un alinéa ainsi libellé :

« Si, en raison des modalités ci-après convenues pour le paiement de cette participation, le Centre était amené à mobiliser une ligne de trésorerie, les frais en résultant seraient répercutés sur l'Agence et viendraient augmenter à due concurrence la participation déterminée comme il vient d'être indiqué ».

### **ARTICLE 2<sup>ème</sup> :**

L'article 3<sup>ème</sup> de la convention précitée est remplacé par les dispositions ci-après :

« Article 3<sup>ème</sup> : modalités de paiement de la participation de l'Agence.

La participation de l'Agence fera l'objet, à concurrence de 1 000 000 €, de versements échelonnés dans le temps de la manière suivante :

- un apport en nature représenté par la prise en charge de l'ingénierie afférente à l'opération,
- un acompte d'un montant de 700 000 € à verser à la fin des travaux, après que le Centre aura communiqué à l'Agence le décompte définitif de sa participation.

Le reste de la participation sera payé en autant d'annuités de 70 000 € que nécessaire auxquelles s'ajoutera une dernière annuité correspondant au solde. Les versements interviendront le 1er juillet de chaque année et pour la première fois le 1er juillet de l'année suivant le versement de l'acompte.

L'Agence pourra augmenter la quotité ou la périodicité du versement de ses annuités afin de s'acquitter plus rapidement de sa participation ».

### **ARTICLE 3<sup>ème</sup> :**

Le dernier alinéa de l'article 4<sup>ème</sup> de la convention précitée est remplacé par les dispositions ci-après : « La convention de mise à disposition des locaux du 26 décembre 2000, complété des avenants dont le dernier en date est l'avenant n°8, sera reprise en ce sens à la mise en service des locaux. ».

## **ARTICLE 4ème :**

Toutes les autres dispositions de la convention précitée sont inchangées.

Fait à PAU, le

Le Président du Centre de Gestion  
de la Fonction Publique Territoriale  
des Pyrénées-Atlantiques

Le Président de l'Agence Publique  
de Gestion Locale

Michel HIRIART  
Maire de BIRIATOU

Michel CASSOU  
Maire de PARDIES-PIETAT

M. LAHORE souhaite connaître les modalités de ce financement par l'Agence et notamment si elle devra recourir à l'emprunt.

M. GAY rappelle ainsi que cela a été annoncé dans différents comités, que l'excédent dégagé par les Services vise à permettre de payer ces travaux.

M. CASSOU précise qu'il avait proposé un paiement sur 20 ans, mais en aucun cas, les finances de l'Agence ne sont mises en péril. Dans la pire des hypothèses, s'il y avait diminution de l'activité, il y aurait diminution du nombre de m<sup>2</sup> occupés et donc des remboursements.

M. BORDES souhaite avoir confirmation que la convention d'utilisation tient compte de l'évolution possible de l'occupation.

M. CASSOU répond que cette convention, pourra évoluer selon l'occupation des locaux afin de ne pas figer la participation financière.

Cela sera rendu possible par le fait que l'agrandissement prévu pourrait être rendu totalement indépendant du reste du bâtiment si par cas, une des composantes ne l'occupait plus.

M. GAY précise enfin que l'Agence aura une garantie d'occupation sur la durée restant à courir du bail emphytéotique.

M. LAHORE demande confirmation du mode de calcul des participations financières respectives. M. GAY confirme qu'il s'agit de calculer un coût du bâtiment, puis de répartir ce montant au prorata des superficies occupées par chacun.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical approuve les modalités de la participation financière à l'extension de la Maison des Communes, telles qu'elles sont exposées ci-dessus.

## **8. NUMERISATION DES ACTES D'ETAT CIVIL**

M. GAY expose qu'en juillet dernier, dans le cadre du projet d'équipement et d'assistance numérique des Communes en matière d'état civil, l'Agence a passé une convention de groupement de commandes pour une prestation de numérisation d'actes avec un certain nombre d'homologues à savoir SOLURIS (17), GIRONDE NUMERIQUE (33), ALPI (40),

CDG46, CDG47, SIEEEN (58), GIP RECIA (45), ADICO (60), SITIV (69). Ce groupement a été coordonné par l'ALPI.

Le marché portait sur 4 lots : (1) numérisation des actes d'état civil, (2) numérisation des registres de délibérations, (3) numérisation des bulletins de salaires et dossier agent, (4) numérisation des actes de concession funéraire.

La procédure de consultation et d'analyse étant arrivée à son terme, il s'agit pour l'Agence de signer l'acte d'engagement pour le lot n°1 avec le prestataire sélectionné, à savoir NUMERIZE.

La convention du groupement de commande ne prévoyant pas de montant maximum, et le Président n'ayant délégation que jusqu'à 50 000 € HT pour un marché de service particulier, c'est le Comité Syndical qui est compétent sur ce dossier.

Pour la complète information du Comité M. GAY précise que suite à l'enquête envoyée aux Communes en 2019, 136 d'entre elles se sont dites intéressées par la numérisation des actes pour un total d'un peu plus de 127 000 actes. Compte tenu du fait que le coût à l'acte reviendrait à 0,37 € HT (0,32 € HT si la numérisation se fait sur un lieu centralisateur plutôt que dans la Commune), le total du marché serait de l'ordre de 47 000 € HT. A ce stade, on ne peut pas connaître le succès d'une telle opération, l'enquête ne donnant qu'une indication et pas de garantie.

Il est proposé au Comité Syndical d'autoriser le Président à signer l'acte d'engagement présenté en [annexe 2](#).

M. BORDES demande si l'Agence est susceptible de tarifer cette prestation.

Mme GASTELLU répond par l'affirmative mais précise que ce point est à l'étude pour le moment.

M. LAHORE souhaite des précisions sur le fonctionnement exact du système.

Mme GASTELLU répond que le prestataire NUMERIZE se déplace dans la Commune (ou bien dans un endroit centralisateur, une Communauté de communes par exemple), puis numérise. Pour les actes d'état civil, la difficulté est qu'ils ne doivent pas sortir de la mairie. Donc, pour l'état civil, le prestataire se déplace dans la mairie où les documents en papier et numérisés restent et seront stockés.

M. CASSOU évoque les problématiques en lien avec la sécurité des données numérisées et du coût pour les Communes.

M. HUNAULT s'interroge sur les mises à jour des actes ainsi numérisées et Mme GASTELLU précise que l'apposition des mentions marginales est prévue. Cela permettra également la récupération des métas données afin de faire de l'indexation.

Mme GASTELLU précise que deux communes pilotes ont été ciblées (MAULÉON et MOUGUERRE), qui sont en effet intéressées et ont un volume d'actes pertinents.

Après avoir délibéré, le Comité Syndical approuve la signature de l'accord cadre sans montant maximum avec la société NUMERIZE pour la numérisation des actes civils tel que prévu en annexe 2.

## 9. REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS

Il est exposé à l'assemblée que la période de vote du budget primitif de l'Agence ne permet pas de procéder au vote du compte administratif avant l'adoption du budget.

Le Président informe l'Assemblée que le Code général des collectivités territoriales (article L.2311-5) permet aux collectivités de procéder à une reprise anticipée des résultats dans le budget. Toutefois, si le compte administratif faisait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante procéderait à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice.

Le Président a établi un tableau déterminant les résultats tel qu'ils figurent ci-dessous :

|                               | Budget total | Réalisations        |
|-------------------------------|--------------|---------------------|
| <b>Investissement</b>         |              |                     |
| Dépenses de l'exercice        | 644 898,00   | 342 000,84          |
| Recettes de l'exercice        | 473 929,25   | 220 460,62          |
| Résultat de l'exercice 2019   | -170 968,75  | <b>-121 540,22</b>  |
| Excédent reporté              | 170 968,75   | 170 968,75          |
| Excédent cumulé               | 0,00         | <b>49 428,53</b>    |
| <b>Fonctionnement</b>         |              |                     |
| Dépenses de l'exercice        | 5 085 506,25 | 4 389 425,94        |
| Recettes de l'exercice        | 4 751 900,00 | 4 688 797,95        |
| Résultat de l'exercice 2019   | -333 606,25  | <b>299 372,01</b>   |
| Excédent reporté              | 2 260 191,41 | 2 260 191,41        |
| Excédent cumulé               | 1 926 585,16 | <b>2 559 563,42</b> |
| <b>Résultat global</b>        |              |                     |
| Résultat de l'exercice 2019   | -504 575,00  | <b>177 831,79</b>   |
| Excédent reporté              | 2 431 160,16 | 2 431 160,16        |
| <b>Excédent global cumulé</b> | 1 926 585,16 | <b>2 608 991,95</b> |

Ces résultats ont été certifiés exacts et conformes aux écritures de l'ordonnateur par le comptable public.

Le Président propose donc à l'assemblée de reprendre les résultats provisoires de chaque section dans le budget 2020 soit :

- Report de fonctionnement (002) : 2 559 563,42 €
- Report d'investissement (001) : 49 428,53 €

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical approuve la reprise anticipée des résultats telle présentée.

M. CASSOU rappelle que ces excédents permettront de financer les travaux d'extension de la Maison des Communes et que l'Agence va être notamment amenée à verser 1 000 000 € d'ici quelques mois. En effet, la première pierre pourrait être posée prochainement.

M. DELHEURE indique que les offres des entreprises de travaux pour ce chantier viennent d'être reçues et sont en cours d'analyse, et, sauf à ce que les offres ne correspondent pas aux attentes, le lot gros œuvre pourrait en effet démarrer en juin.

M. BERNADAS s'interroge sur l'absence d'observation de la Trésorerie au sujet de l'excédent cumulé. Il est rejoint par M. LAHORE, lequel constate également que, si les Communes disposent d'excédents, la Trésorerie les incite à investir.

M. CASSOU indique que la Trésorerie n'a jamais évoqué le sujet, en précisant que la nature des missions exercées par l'Agence pouvait sans doute l'expliquer.

## **10. BUDGET PRIMITIF 2020**

M. CASSOU rappelle que le projet de budget primitif pour l'année 2020 a été établi en tenant compte des éléments évoqués lors du débat d'orientations budgétaires.

L'exercice 2019 se solderait par un excédent de 177 831,79 €, la section de fonctionnement présenterait un excédent de 299 372,01 € et la section d'investissement un déficit de 121 540,22 €. Pour mémoire, l'estimation de clôture présentée dans le cadre du débat d'orientations budgétaires avait été évaluée à 45 000 €.

Pour rappel, l'exercice 2018 s'était soldé par un déficit de 95 223,60 €.

Les excédents cumulés s'élèvent à un peu plus de 2 608 000 €. Ceci reste confortable, même si les sommes ainsi cumulées sont principalement destinées à financer les travaux d'extension du bâtiment qui vont débiter au printemps 2020 et qui sont prévus pour durer 15 mois.

Le coût de ces travaux est prévu à hauteur de 2 millions d'euros pour la partie à la charge de l'Agence, qui comme évoqué précédemment seront versés au Centre de gestion selon les modalités suivantes :

- un apport en nature représenté par la prise en charge de l'ingénierie afférente à l'opération. A ce stade, elle est estimée à hauteur de 300 000 euros. 52 194 € ont d'ailleurs déjà été identifiés comme subvention d'équipement versée en nature à ce titre en 2019 dans le budget de l'Agence,
- un acompte d'un montant de 700 000 € à verser à la fin des travaux,
- le remboursement du montant restant échelonné sous la forme de paiements annuels de 70 000 € sur 15 ans, et un solde éventuel la dernière année pour clôturer l'opération.

Ces excédents apparaissent dans le budget primitif dans le cadre d'une reprise anticipée des résultats, comme indiqué au point précédent, les résultats budgétaires de l'exercice ont été certifiés exacts et conformes aux écritures de l'ordonnateur par le comptable public.

Pour mémoire, il est indiqué ci-après l'historique des résultats cumulés pour la période 2013-2019.

|                           | 2013                | 2014                | 2015                | 2016                | 2017                | 2018                | 2019                |
|---------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Fonctionnement            | 179 541,59          | -40 173,67          | 171 957,35          | 580 832,69          | 229 993,74          | -138 129,99         | 299 372,01          |
| Excédent/déficit cumulé F | <b>1 516 757,76</b> | <b>1 476 684,09</b> | <b>1 648 541,44</b> | <b>2 229 374,13</b> | <b>2 398 321,40</b> | <b>2 260 191,41</b> | <b>2 559 563,42</b> |
| Investissement            | 18 247,52           | 33 521,79           | -144 651,46         | -84 052,22          | 189 108,83          | 42 906,39           | -121 540,22         |
| Excédent/déficit cumulé I | <b>134 135,62</b>   | <b>167 657,41</b>   | <b>23 005,95</b>    | <b>-61 046,47</b>   | <b>128 062,36</b>   | <b>170 968,75</b>   | <b>49 428,53</b>    |
| Exercice                  | 197 789,11          | -6 651,88           | 27 305,89           | 496 780,47          | 419 102,57          | -95 223,60          | 177 831,79          |
| Excédent/déficit cumulé T | <b>1 650 893,38</b> | <b>1 644 341,50</b> | <b>1 671 547,39</b> | <b>2 168 327,66</b> | <b>2 526 383,76</b> | <b>2 431 160,16</b> | <b>2 608 991,95</b> |

Les frais de personnel représentant environ 86 % du budget, l'évolution de celui-ci est donc très largement tributaire de celle de la masse salariale. Pour 2020, il a été prévu une évolution de la masse salariale, à effectif constant, d'environ 2,48 %, due en très grande partie au glissement vieillesse technicité (GVT).

Par ailleurs, le projet de budget est bien sûr établi sur la base des tarifs arrêtés lors de la précédente réunion du Comité Syndical, lequel a fixé leur augmentation à 2,5 % pour l'ensemble des Services à quelques exceptions restant au coût de l'année précédente :

- le coût de rédaction d'un Acte en la Forme Administrative au Service Intercommunal Administratif,
- le coût de la demi-journée au Service Intercommunal Territoires et Urbanisme,
- les montants à l'habitant trop faibles pour que l'augmentation atteigne 1 centime (cas de tarifs à 5 ou 10 centimes d'euro/habitant).

Il est à noter que le budget primitif est conforme aux éléments qui ont été présentés dans le cadre du débat d'orientations budgétaires (DOB) avec, cependant, une amélioration du déficit prévisionnel de la section de fonctionnement et des dépenses d'investissement supplémentaires pour l'achat d'un onduleur et d'un capteur thermique pour le drone. Le résultat prévisionnel est un déficit de l'ordre de 207 000 € (présenté à hauteur de 229 000 € dans le cadre du DOB).

Les documents ci-après retracent la démarche suivie pour construire le projet de budget :

- le premier document fait apparaître la masse salariale prévisionnelle, d'un montant de 3,9 millions d'euros environ (3,8 millions d'euros avaient été budgétisés en 2019 pour 3,6 millions d'euros de réalisation). Les effectifs prévisionnels s'élèvent à 83 agents – représentant 80,35 équivalents temps plein ;
- le deuxième document retrace le calcul des charges indirectes, c'est-à-dire des dépenses qui ne peuvent être directement affectées à tel ou tel Service. Il s'agit de dépenses matérielles (frais de fonctionnement du bâtiment, fournitures informatiques, affranchissement ...) et de charges de personnel (l'ensemble des agents de la Direction, l'Administration Générale ainsi que les personnels affectés aux moyens généraux : informatique interne, assistant de prévention) ;
- on trouve ensuite les projets de budget des cinq Services opérationnels.

Le budget primitif pour l'année 2020 est établi ainsi :

A la prévision de réalisation relative à l'activité des Services telle que présentée ci-dessus, a été inscrite au budget une prévision pour les travaux d'extension de la Maison des Communes d'un montant de 44 000 € correspondant au coût de l'ingénierie assurée par le Service Intercommunal du Patrimoine et de l'Architecture.

Comme cela avait été anticipé dans le cadre du DOB, le budget analytique des charges indirectes comprend une dotation, prise sur les excédents des années antérieures, correspondant au coût de cette ingénierie, ainsi la lisibilité au niveau du fonctionnement des Services n'est pas impactée.

Concernant le **Service Intercommunal Administratif**, qui est dans une année particulière liée aux élections, la section de fonctionnement présenterait un excédent d'environ 53 700 €, la section d'investissement serait, quant à elle, déficitaire de l'ordre de 17 300 € pour une balance générale établie à hauteur de 36 400 €.

Le budget du **Service Intercommunal du Numérique** présenterait un léger déficit de la section de fonctionnement d'environ 7 000 € et un déficit de la section d'investissement de l'ordre de 44 400 €, ce qui amène le budget global du Service à présenter un déficit d'environ 51 400 €.

Concernant le **Service Intercommunal du Patrimoine et de l'Architecture**, le budget de fonctionnement est déficitaire de l'ordre de 84 400 €, surtout dû à des éléments de contexte particuliers (chômage, un agent mobilisé à temps plein sur l'archivage...). Le budget d'investissement étant prévu en déficit d'environ 12 700 €, le budget global du Service serait donc déficitaire de l'ordre de 97 000 €.

Le budget du **Service Intercommunal Territoires et Urbanisme** serait déficitaire en fonctionnement de l'ordre de 89 200 €, la raison première étant la situation toujours particulière que connaît le Service les années d'élections municipales, générant le ralentissement très net de l'activité sur environ la moitié de l'année. La section d'investissement présenterait quant à elle un léger déficit de l'ordre de 5 900 €, ce qui amènerait le budget global du Service à présenter un déficit d'environ 95 000 €.

Le budget du **Service Intercommunal Voirie Réseaux Aménagement** peut être qualifié comme étant à l'équilibre, tant en fonctionnement, avec un excédent de 1 100 €, qu'en investissement avec un déficit d'environ 500 €. Le budget global du Service présenterait alors un budget excédentaire de 600 €.

M. LAHORE quitte la séance à 15 h 25 et donne pouvoir à M. GAIRIN.

M. CASSOU rappelle, comme cela a déjà été expliqué, la difficulté d'établir le budget de l'Agence et notamment d'équilibrer des dépenses sincères (donc estimées au maximum prévisibles) face à des recettes sincères (donc estimées à ce qui est certain et probable) à une date antérieure aux notifications des subventions pour le projet des collectivités.

Après avoir délibéré, le Comité Syndical adopte à l'unanimité le budget primitif 2020 tel qu'il lui est présenté, signé par les délégués présents et qui peut être résumé de la manière suivante :

|                  |                               | SIA     | SIN     | SIPA      | SITU    | SIVRA            | Résultat        |
|------------------|-------------------------------|---------|---------|-----------|---------|------------------|-----------------|
| Fonctionnement   | Dépenses                      | 877 806 | 783 517 | 1 796 849 | 723 660 | 820 690          | -125 822        |
|                  | <i>dont indemnisation ARE</i> | 0       | 13 000  | 20 000    | 18 300  | 0                |                 |
|                  | Recettes                      | 931 500 | 776 500 | 1 712 400 | 634 500 | 821 800          |                 |
| Investissement   | Dépenses                      | 21 300  | 61 700  | 53 600    | 12 800  | 14 700           | -80 828         |
|                  | Recettes                      | 4 039   | 17 282  | 40 886    | 6 821   | 14 244           |                 |
| Balance          | Fonctionnement                | 53 694  | -7 017  | -84 449   | -89 160 | 1 110            | -125 822        |
|                  | Investissement                | -17 261 | -44 418 | -12 714   | -5 979  | -456             | -80 828         |
| Balance générale |                               | 36 433  | -51 435 | -97 163   | -95 139 | 654              | <b>-206 650</b> |
|                  |                               |         |         |           |         | Dotation travaux | 44 000          |
|                  |                               |         |         |           |         | Total exercice   | <b>-250 650</b> |

### Budget primitif 2020 APGL - Frais de personnel (GVT intégré)

|  |                  |                |
|--|------------------|----------------|
| <b>Totaux année</b>                                | <b>1 434 476</b> | <b>638 143</b> |
| <b>Prévision augmentation du point en 2020=0 %</b> | <b>1 434 476</b> | <b>638 143</b> |
| Primes et indemnités annuelles                     | 410 690          | 208 709        |
| Supplément familial                                | 16 215           | 5 223          |
| <b>Totaux rémunérations et primes</b>              | <b>1 861 381</b> | <b>852 076</b> |
| Charges sociales                                   |                  |                |
| Sur titulaires                                     | 871 620          |                |
| Sur non titulaires                                 |                  | 385 082        |
| <b>Total rémunérations et primes</b>               | <b>2 713 457</b> |                |
| <b>Total charges</b>                               | <b>1 256 702</b> |                |
| <b>Masse salariale</b>                             | <b>3 971 000</b> |                |

| <b>PROJET DE BUDGET 2020 - Charges indirectes</b>                                 |                     |                       |
|---|---------------------|-----------------------|
| <b>FONCTIONNEMENT</b>   |                     |                       |
| <b>Dépenses</b>   | <b>Réalisé 2019</b> | <b>Prévision 2020</b> |
| 60611 : Eau et assainissement   | 148,57              | 1 000,00              |
| 60612 : Energie - électricité   | 11 324,92           | 12 000,00             |
| 60622 : Carburants  | 565,16              | 600,00                |
| 60623 : Alimentations   | 0,00                | 0,00                  |
| 606283 : Autres fournitures non stockées (informatique)                           | 161,50              | 1 000,00              |
| 606284 : Autres fournitures non stockées (impression)                             | 0,00                | 1 000,00              |
| 60632 : Fournitures de petit équipement   | 1 995,68            | 2 000,00              |
| 6064 : Fournitures administratives  | 23 821,14           | 24 000,00             |
| 6068 : Autres matières et fournitures   | 0,00                | 300,00                |
| 611 : Contrats de prestations de services   | 12 949,60           | 14 000,00             |
| 6132 : Locations immobilières   | 0,00                | 0,00                  |
| 6135 : Locations mobilières   | 17,28               | 100,00                |
| 614 : Charges locatives et de copropriété   | 30 204,90           | 32 000,00             |
| 61551 : Matériel roulant  | 571,57              | 1 000,00              |
| 61558 : Autres biens mobiliers  | 0,00                | 0,00                  |
| 6156 : Maintenance  | 7 547,01            | 13 000,00             |
| 6161 : Multirisques   | 3 520,60            | 3 800,00              |
| 6168 : Autres   | 5 416,46            | 5 700,00              |
| 617 : Etudes et recherches  | 0,00                | 0,00                  |
| 6182 : Documentation générale et technique  | 655,33              | 1 200,00              |
| 6184 : Versements à des organismes de formation                                   | 2 445,00            | 2 600,00              |
| 6185 : Frais de colloques et séminaires   | 0,00                | 1 000,00              |
| 6188 : Autres frais divers  | 1 263,24            | 1 500,00              |
| 6218 : Autre personnel extérieur  | 0,00                | 0,00                  |
| 6225 : Indemnité au comptable   | 665,48              | 700,00                |
| 6227 : Frais d'actes et de contentieux  | 0,00                | 500,00                |
| 6231 : Annonces et insertions   | 1 170,00            | 1 500,00              |
| 6232 : Fêtes et cérémonies  | 0,00                | 1 000,00              |
| 6236 : Catalogues et imprimés   | 0,00                | 8 000,00              |
| 6237 : Publications   | 0,00                | 2 000,00              |
| 6238 : Divers   | 287,10              | 150,00                |
| 6251 : Voyages et déplacements  | 871,00              | 1 000,00              |
| 6256 : Missions   | 204,33              | 1 000,00              |
| 6257 : Réceptions   | 2 419,88            | 9 000,00              |
| 6261 : Frais d'affranchissement   | 7 630,76            | 15 000,00             |
| 6262 : Frais de télécommunications  | 685,55              | 1 000,00              |
| 6283 : Frais de nettoyage des locaux  | 9 558,74            | 12 000,00             |
| 6288 : autres services extérieurs   | 25 205,32           | 30 000,00             |
| 637 : Autres impôts, taxes et versements assimilés                                | 0,00                | 0,00                  |
| <b>Total charges courantes</b>  | <b>151 306,12</b>   | <b>200 650,00</b>     |
| 64111 : Rémunération principale   | 133 148,95          | 184 400,00            |
| 64112 : NBI, supplément familial et indemnité de résidence                        | 5 843,48            | 8 400,00              |
| 64118 : Autres indemnités   | 52 288,08           | 65 700,00             |
| 64131 : Rémunération  | 5 925,76            | 2 352,00              |
| 64138 : Autres indemnités   | 1 790,04            | 716,00                |
| <b>Total frais de personnel</b>   | <b>198 996,31</b>   | <b>261 568,00</b>     |
| 6331 : Versement de transport   | 2 644,67            | 3 339,00              |
| 6332 : Cotisations versées au FNAL  | 734,61              | 926,00                |
| 6336 : Cotisations aux CNFPT et CDG   | 3 232,44            | 4 084,00              |
| 6338 : Autres impôts et taxes   | 440,89              | 555,00                |
| 6451 : Cotisations à l'URSSAF   | 23 438,53           | 31 844,00             |
| 6453 : Cotisations aux caisses de retraite  | 45 974,83           | 60 430,00             |
| 6454 : Cotisations aux ASSÉDIC  | 312,34              | 500,00                |
| 6456 : FNCSFT   | 0,00                | 1 700,00              |
| 6458 : Cotisations aux organismes sociaux   | 3 128,95            | 4 919,00              |
| 6474 : versement aux autres œuvres sociales                                       | 20 611,00           | 23 000,00             |
| 6475 : Médecine du travail, pharmacie   | 376,35              | 600,00                |
| 6478 : Autres charges sociales diverses   | 8 184,65            | 5 000,00              |
| <b>Total charges salariales</b>   | <b>109 079,26</b>   | <b>136 897,00</b>     |
| 6531 : Indemnités   | 26 188,20           | 28 000,00             |
| 6532 : Frais de mission   | 941,22              | 1 200,00              |
| <b>Total élus</b>   | <b>27 129,42</b>    | <b>29 200,00</b>      |
| 6541 : Créances admises en non-valeur   | 0,00                | 0,00                  |
| 6574 : Subventions de fonctionnement aux associations                             | 3 000,00            | 3 000,00              |
| 65888 : Autres  | 1,91                | 0,00                  |
| 673 : Titres annulés (sur exercices antérieurs)                                   | 0,00                | 12 000,00             |
| 6745 : Subventions aux personnes de droit privé                                   | 1 586,00            | 2 000,00              |
| 676 : Diff. sur réalisations (positives) transf. en inv.                          | 0,00                | 0,00                  |
| 678 : Autres charges exceptionnelles  | 0,00                | 2 000,00              |
| 6811 : Dotation aux amortissements  | 70 894,16           | 86 000,00             |
| 6815 : Dotat° aux provisions pour risques et charges F courantes                  | 3 224,60            | 6 500,00              |
| 6875 : dotations aux provisions pour risques et charges exceptionnels             | 0,00                | 0,00                  |
| Dépenses imprévues  | 0,00                | 30 000,00             |
| <b>Total dépenses</b>   | <b>565 217,78</b>   | <b>769 815,00</b>     |
| <b>Recettes</b>   |                     |                       |
| 6419 : Remboursements sur rémunérations personnel                                 | 0,00                | 0,00                  |
| 6459 : Remboursement sur charges de sécurité sociale                              | 0,00                | 0,00                  |
| 6479 : Remb. sur autres charges sociales  | 0,00                | 0,00                  |
| 70688 : Participation   | 15 162,27           | 15 541,00             |
| 7478 : Autres organismes  | 0,00                | 0,00                  |
| 758 : Autres produits de gestion courante   | 1,59                | 0,00                  |
| 7718 : Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion                    | 0,00                | 0,00                  |
| 773 : Mandats annulés   | 0,00                | 0,00                  |
| 775 : Produits des cessions d'immobilisations                                     | 0,00                | 0,00                  |
| 777 : Amortissement subventions transférables                                     | 197,82              | 198,00                |
| 7788 : Autres produits exceptionnels  | 323,00              | 0,00                  |
| 7815 : Reprise sur provisions pour risques et charges de fonctionnement courantes | 1 119,98            | 1 200,00              |
| <b>Total recettes</b>   | <b>16 804,66</b>    | <b>16 939,00</b>      |
| <b>Reste à répartir (dépenses - recettes)</b>                                     | <b>548 413,12</b>   | <b>752 876,00</b>     |
| <b>Coût mensuel par agent (74,05 agents en 2020)</b>                              | <b>678,46</b>       | <b>847,26</b>         |
| <i>(83 agents financés ; 80,35 en équivalent tps plein - 6,3 affectés CI)</i>     |                     |                       |

| <b>PROJET DE BUDGET 2020 - Charges indirectes</b>                             |                     |                       |
|---|---------------------|-----------------------|
| <b>INVESTISSEMENT</b>   |                     |                       |
| <b>Dépenses</b>   | <b>Réalisé 2019</b> | <b>Prévision 2020</b> |
| Programme 11 - Equipement informatique  | 6 675,84            | 66 000,00             |
| Programme 12 - Véhicules  | 0,00                | 0,00                  |
| Programme 13 - Mobilier et matériel   | 0,00                | 3 000,00              |
| Programme 14 - NTIC (site MDC)  | 0,00                | 0,00                  |
| Programme 15 - 2ème extension MDC   | 40 000,00           | 40 000,00             |
| 204412 - subvention d'équipement versée en nature                             | 62 754,00           | 44 000,00             |
| 204182 - subvention d'équipement bâtiment                                     | 85 363,63           | 0,00                  |
| 13911 - Subvention transférable au résultat                                   | 197,82              | 198,00                |
| dépenses imprévues  | 0,00                | 17 500,00             |
| <b>Total dépenses</b>   | <b>194 991,29</b>   | <b>170 698,00</b>     |
| <b>Recettes</b>   |                     |                       |
| FCTVA   | 2 342,00            | 2 856,00              |
| Dotations sur excédents   | 148 117,63          | 44 000,00             |
| Amortissements des immobilisations  | 70 894,16           | 86 000,00             |
| <b>Total recettes</b>   | <b>221 353,79</b>   | <b>132 856,00</b>     |
| <b>Reste à répartir (dépenses - recettes)</b>                                 | <b>-26 362,50</b>   | <b>37 842,00</b>      |
| <b>Coût mensuel par agent (74,05 agents en 2020)</b>                          | <b>-31,91</b>       | <b>42,59</b>          |
| <i>(83 agents financés ; 80,35 en équivalent tps plein - 6,3 affectés CI)</i> |                     |                       |

**PROJET DE BUDGET 2020 - Service Intercommunal Administratif****FONCTIONNEMENT****DEPENSES**

|                             |         |
|-----------------------------|---------|
| ▪ Rémunérations brutes      | 456 200 |
| ▪ Charges sociales (CNRACL) | 210 136 |
| ▪ Charges sociales (RG)     | 10 699  |
| ▪ Charges courantes         | 67 000  |
| ▪ Charges indirectes        | 124 100 |
| ▪ Amortissements            | 3 670   |
| ▪ Provision CET             | 6 000   |
| ▪ Indemnités de chômage     | 0       |
|                             | <hr/>   |
|                             | 877 806 |

**RECETTES**

|  |         |
|--|---------|
| ▪ Cotisations de base                  | 802 500 |
| ▪ Rédaction d'actes                    | 100 000 |
| ▪ Etudes financières                   | 9 000   |
| ▪ Aide au contentieux                  | 15 000  |
| ▪ Aide en assurances                   | 3 000   |
| ▪ DSP                                  | 1 000   |
| ▪ Aide aux procédures d'expropriations | 500     |
| ▪ Cimetière                            | 0       |
| ▪ Reprise sur provision CET            | 500     |
|  | <hr/>   |
|  | 931 500 |

**BALANCE** 53 700**PROJET DE BUDGET 2020 - Service Intercommunal Administratif****INVESTISSEMENT****DEPENSES**

|                           |        |
|---------------------------|--------|
| ▪ Equipement informatique | 9 000  |
| ▪ Véhicules               | 0      |
| ▪ Mobilier et matériel    | 6 000  |
| ▪ Charges indirectes      | 6 300  |
|                           | <hr/>  |
|                           | 21 300 |

**RECETTES**

|                                      |       |
|--------------------------------------|-------|
| ▪ FCTVA                              | 369   |
| ▪ Autres produits                    | 0     |
| ▪ Amortissements des immobilisations | 3 670 |
|                                      | <hr/> |
|                                      | 4 039 |

**BALANCE** -17 300**BALANCE GENERALE** 36 400

**PROJET DE BUDGET 2020 - Service Intercommunal du Numérique****FONCTIONNEMENT****DEPENSES**

|                             |         |
|-----------------------------|---------|
| ▪ Rémunérations brutes      | 376 401 |
| ▪ Charges sociales (CNRACL) | 105 668 |
| ▪ Charges sociales (RG)     | 73 898  |
| ▪ Charges courantes         | 62 000  |
| ▪ Charges indirectes        | 132 200 |
| ▪ Amortissements            | 13 350  |
| ▪ Provision CET             | 7 000   |
| ▪ Indemnités de chômage     | 13 000  |

**783 517****RECETTES**

|   |         |
|---|---------|
| ▪ Cotisations                                       |         |
| Adhésions au service                                | 59 800  |
| Cotisations assistance Cosoluce                     | 288 300 |
| Cotisations de base SIG                             | 120 000 |
| Cotisations métiers SIG                             | 0       |
| ▪ Développements                                    |         |
| Abonnements pour applications spécifiques           | 5 500   |
| Sites Internet                                      | 15 000  |
| ▪ Maintenance sites Internet                        | 10 000  |
| ▪ Formations  |         |
| SIG   | 2 000   |
| Cosoluce  | 20 000  |
| Sites Internet                                      | 900     |
| ▪ Travail à façon                                   |         |
| Paies   | 9 000   |
| Drones  | 23 000  |
| SIG (numérisation PLU, ...)                         | 5 000   |
| ▪ Adressage   | 25 000  |
| ▪ DPO   | 150 000 |
| ▪ Assistance (sur site ou à la Maison des communes) | 2 000   |
| ▪ EC/Comedec - IConnect Hélios                      | 10 000  |
| ▪ Autres produits                                   | 24 000  |
| ▪ Reprise sur provision CET                         | 7 000   |

**776 500****BALANCE -7 000****PROJET DE BUDGET 2020 - Service Intercommunal du Numérique****INVESTISSEMENT****DEPENSES**

|                             |        |
|-----------------------------|--------|
| ▪ Equipement informatique   |        |
| Matériel / logiciels divers | 22 000 |
| Web SIG                     | 15 000 |
| ▪ Véhicules                 | 16 000 |
| ▪ Mobilier et matériel      | 2 000  |
| ▪ Charges indirectes        | 6 700  |

**61 700****RECETTES**

|                                      |        |
|--------------------------------------|--------|
| ▪ FCTVA                              | 1 932  |
| ▪ Autres produits                    | 2 000  |
| ▪ Amortissements des immobilisations | 13 350 |

**17 282****BALANCE -44 400****BALANCE GENERALE -51 400**

**PROJET DE BUDGET 2020 - Service Intercommunal du Patrimoine et de l'Architecture****FONCTIONNEMENT****DEPENSES**

|  |                  |
|--|------------------|
| ▪ Rémunérations brutes                     | 867 500          |
| ▪ Charges sociales (CNRACL)                | 164 890          |
| ▪ Charges sociales (RG)                    | 220 859          |
| ▪ Charges courantes                        | 137 000          |
| ▪ Charges indirectes                       | 258 800          |
| ▪ Amortissements                           | 37 200           |
| ▪ Provision CET                            | 14 000           |
| ▪ Charges diverses (ordre des architectes) | 5 500            |
| ▪ Assurance spécifique                     | 71 100           |
| ▪ Indemnités de chômage                    | 20 000           |
|  | <hr/>            |
|  | <b>1 796 849</b> |

**RECETTES**

|  |                  |
|--|------------------|
| ▪ Abonnements                                  | 393 000          |
| ▪ Participations pour missions supplémentaires | 1 253 500        |
| ▪ Ingénierie MDC                               | 44 000           |
| ▪ Autres produits                              | 21 000           |
| ▪ Reprise CET                                  | 900              |
|  | <hr/>            |
|  | <b>1 712 400</b> |

**BALANCE -84 400****PROJET DE BUDGET 2020 - Service Intercommunal du Patrimoine et de l'Architecture****INVESTISSEMENT****DEPENSES**

|                           |               |
|---------------------------|---------------|
| ▪ Equipement informatique | 37 500        |
| ▪ Véhicules               | 0             |
| ▪ Mobilier et matériel    | 3 000         |
| ▪ Charges indirectes      | 13 100        |
|                           | <hr/>         |
|                           | <b>53 600</b> |

**RECETTES**

|                                      |               |
|--------------------------------------|---------------|
| ▪ FCTVA                              | 3 686         |
| ▪ Autres produits                    | 0             |
| ▪ Amortissements des immobilisations | 37 200        |
|                                      | <hr/>         |
|                                      | <b>40 886</b> |

**BALANCE -12 700****BALANCE GENERALE -97 100**

**PROJET DE BUDGET 2020 - Service Intercommunal Territoires et Urbanisme****FONCTIONNEMENT****DEPENSES**

|  |                |
|--|----------------|
| ▪ Rémunérations brutes                     | 362 800        |
| ▪ Charges sociales (CNRACL)                | 144 225        |
| ▪ Charges sociales (RG)                    | 27 045         |
| ▪ Charges courantes                        | 55 000         |
| ▪ Charges indirectes                       | 105 300        |
| ▪ Amortissements                           | 6 790          |
| ▪ Provision CET                            | 3 500          |
| ▪ Charges diverses (ordre des architectes) | 700            |
| ▪ Indemnités de chômage                    | 18 300         |
|  | <hr/>          |
|  | <b>723 660</b> |

**RECETTES**

|                             |                |
|-----------------------------|----------------|
| ▪ Abonnements               | 277 500        |
| ▪ Instruction               | 94 000         |
| ▪ Planification             | 250 000        |
| ▪ Produits exceptionnels    | 8 000          |
| ▪ Reprise sur provision CET | 5 000          |
|                             | <hr/>          |
|                             | <b>634 500</b> |
| <b>BALANCE</b>              | <b>-89 200</b> |

**PROJET DE BUDGET 2020 - Service Intercommunal Territoires et Urbanisme****INVESTISSEMENT****DEPENSES**

|                           |               |
|---------------------------|---------------|
| ▪ Equipement informatique | 4 500         |
| ▪ Véhicules               | 0             |
| ▪ Mobilier et matériel    | 3 000         |
| ▪ Charges indirectes      | 5 300         |
|                           | <hr/>         |
|                           | <b>12 800</b> |

**RECETTES**

|                                      |               |
|--------------------------------------|---------------|
| ▪ FCTVA                              | 31            |
| ▪ Autres produits                    | 0             |
| ▪ Amortissements des immobilisations | 6 790         |
|                                      | <hr/>         |
|                                      | <b>6 821</b>  |
| <b>BALANCE</b>                       | <b>-6 000</b> |

**BALANCE GENERALE -95 200**

**PROJET DE BUDGET 2020 - Service Intercommunal Voirie Réseaux Aménagement**

**FONCTIONNEMENT**

**DEPENSES**

|                             |                |
|-----------------------------|----------------|
| ▪ Rémunérations brutes      | 398 800        |
| ▪ Charges sociales (CNRACL) | 137 117        |
| ▪ Charges sociales (RG)     | 49 958         |
| ▪ Charges courantes         | 58 000         |
| ▪ Charges indirectes        | 132 700        |
| ▪ Amortissements            | 14 115         |
| ▪ Provision CET             | 10 000         |
| ▪ Assurance spécifique      | 20 000         |
| ▪ Indemnités de chômage     | 0              |
|                             | <hr/>          |
|                             | <b>820 690</b> |

**RECETTES**

|  |                |
|--|----------------|
| ▪ Abonnements                                  | 270 000        |
| ▪ Participations pour missions supplémentaires | 550 000        |
| ▪ Autres produits                              | 1 000          |
| ▪ Reprise sur provision CET                    | 800            |
|  | <hr/>          |
|  | <b>821 800</b> |

**BALANCE 1 100**

**PROJET DE BUDGET 2020 - Service Intercommunal Voirie Réseaux Aménagement**

**INVESTISSEMENT**

**DEPENSES**

|                           |               |
|---------------------------|---------------|
| ▪ Equipement informatique | 5 000         |
| ▪ Véhicules               | 0             |
| ▪ Mobilier et matériel    | 3 000         |
| ▪ Charges indirectes      | 6 700         |
|                           | <hr/>         |
|                           | <b>14 700</b> |

**RECETTES**

|                                      |               |
|--------------------------------------|---------------|
| ▪ FCTVA                              | 129           |
| ▪ Autres produits                    | 0             |
| ▪ Amortissements des immobilisations | 14 115        |
|                                      | <hr/>         |
|                                      | <b>14 244</b> |

**BALANCE -500**

**BALANCE GENERALE 600**

VUE D'ENSEMBLE DU FONCTIONNEMENT

| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT                   | Année 2018   |              |            |         | Année 2019   |              |            |         | Budget Primitif 2020   |         |                       |           |
|--|--------------|--------------|------------|---------|--------------|--------------|------------|---------|------------------------|---------|-----------------------|-----------|
|  | Budget       | Réalisé      | Solde      | % réal. | Budget       | Réalisé      | Solde      | % réal. | Propositions nouvelles | Reports | Propositions Globales | Var./ N-1 |
| 011 - Charges à caractère général            | 613 894,00   | 543 363,99   | 70 530,01  | 88      | 654 766,00   | 546 173,69   | 108 592,31 | 83      | 658 550,00             |         | 658 550,00            | 0,6       |
| 60 - ACHATS ET VARIATION DES STOCKS          | 80 884,00    | 66 160,57    | 14 723,43  | 81      | 78 960,00    | 78 783,05    | 176,95     | 99      | 92 400,00              |         | 92 400,00             | 17,0      |
| 61 - SERVICES EXTERIEURS                     | 386 159,00   | 353 827,58   | 32 331,42  | 91      | 419 150,00   | 356 012,67   | 63 137,33  | 84      | 404 400,00             |         | 404 400,00            | -3,5      |
| 62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS              | 146 851,00   | 123 375,84   | 23 475,16  | 84      | 156 656,00   | 110 881,89   | 45 774,31  | 70      | 181 750,00             |         | 181 750,00            | 3,3       |
| 63 - IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIM       |              |              |            |         |              | 496,28       | -496,28    | 0       |                        |         |                       |           |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilé | 3 886 111,00 | 3 611 585,74 | 274 525,26 | 92      | 3 932 852,00 | 3 633 266,24 | 299 585,76 | 92      | 4 067 361,00           |         | 4 067 361,00          | 3,4       |
| 62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS              | 1 500,00     |              | 1 500,00   |         |              | 1 747,50     | -1 747,50  | 0       | 5 200,00               |         | 5 200,00              | 0,0       |
| 63 - IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIM       | 102 692,00   | 99 675,48    | 2 916,52   | 97      | 108 363,00   | 98 843,66    | 9 519,44   | 91      | 140 764,00             |         | 140 764,00            | 29,9      |
| 64 - CHARGES DE PERSONNEL                    | 3 782 019,00 | 3 511 910,26 | 270 108,74 | 92      | 3 824 489,00 | 3 532 675,18 | 291 813,82 | 92      | 3 921 397,00           |         | 3 921 397,00          | 2,5       |
| 65 - Autres charges de gestion courante      | 30 500,00    | 28 821,52    | 1 678,48   | 94      | 32 000,00    | 30 131,33    | 1 868,67   | 94      | 32 200,00              |         | 32 200,00             | 0,6       |
| 67 - Charges exceptionnelles                 | 21 300,00    | 9 534,75     | 11 765,25  | 44      | 24 000,00    | 11 437,00    | 12 563,00  | 47      | 23 000,00              |         | 23 000,00             | -4,2      |
| 68 - Dotations provisions semi-budgétaires   | 37 871,00    | 32 147,84    | 5 723,16   | 84      | 27 020,00    | 18 975,06    | 8 044,94   | 70      | 47 000,00              |         | 47 000,00             | 73,9      |
| 022 - Dépenses imprévues                     | 30 000,00    |              | 30 000,00  |         | 30 000,00    |              | 30 000,00  | 0       | 30 000,00              |         | 30 000,00             | 0,0       |
| Total dépenses réelles                       | 4 619 676,00 | 4 225 453,84 | 394 222,16 | 91      | 4 700 638,00 | 4 239 983,32 | 460 654,68 | 90      | 4 858 111,00           |         | 4 858 111,00          | 3,4       |
| Total dépenses d'ordre                       | 267 588,64   | 162 957,75   | 104 630,89 | 60      | 384 868,25   | 149 442,62   | 235 425,63 | 38      | 236 267,00             |         | 236 267,00            | -38,6     |
| Total dépenses de fonctionnement             | 4 887 264,64 | 4 388 411,59 | 498 853,05 | 89      | 5 085 506,25 | 4 389 425,94 | 696 080,31 | 86      | 5 094 378,00           |         | 5 094 378,00          | 0,2       |

| RECETTES DE FONCTIONNEMENT                   | Année 2018   |              |            |         | Année 2019   |              |            |         | Budget Primitif 2020   |         |                       |           |
|--|--------------|--------------|------------|---------|--------------|--------------|------------|---------|------------------------|---------|-----------------------|-----------|
|  | Budget       | Réalisé      | Solde      | % réal. | Budget       | Réalisé      | Solde      | % réal. | Propositions nouvelles | Reports | Propositions Globales | Var./ N-1 |
| 70 - Produits des services, domaine et vente | 4 410 934,00 | 4 176 355,88 | 234 578,12 | 94      | 4 580 662,00 | 4 509 818,31 | 70 843,69  | 98      | 4 780 041,00           |         | 4 780 041,00          | 4,4       |
| 75 - Autres produits de gestion courante     |              |              |            |         |              | 1,59         | -1,59      | 0       |                        |         |                       |           |
| 77 - Produits exceptionnels                  |              | 6 966,34     | -6 966,34  |         | 89 000,00    | 99 461,41    | -10 461,41 | 111     | 54 000,00              |         | 54 000,00             | -39,3     |
| 78 - Reprises provisions semi-budgétaires    | 14 470,00    | 10 924,61    | 3 545,39   | 75      | 14 040,00    | 16 564,82    | -2 524,82  | 117     | 15 400,00              |         | 15 400,00             | 9,7       |
| 013 - Atténuations de charges                |              | 254,18       | -254,18    |         |              |              |            |         |                        |         |                       |           |
| 002 - Excédent de fonctionnement reporté     | 2 398 321,40 | 2 398 321,40 | 0,00       | 100     | 2 260 191,41 | 2 260 191,41 | 0,00       | 100     | 2 559 563,00           |         | 2 559 563,00          | 13,2      |
| Total recettes réelles                       | 6 823 725,40 | 6 592 822,41 | 230 902,99 | 96      | 6 943 893,41 | 6 886 037,54 | 57 855,87  | 99      | 7 409 004,00           |         | 7 409 004,00          | 6,7       |
| Total recettes d'ordre                       | 55 781,00    | 55 780,59    | 0,41       | 99      | 68 198,00    | 62 951,82    | 5 246,18   | 92      | 44 198,00              |         | 44 198,00             | -35,2     |
| Total recettes de fonctionnement             | 6 879 506,40 | 6 648 603,00 | 230 903,40 | 96      | 7 012 091,41 | 6 948 989,36 | 63 102,05  | 99      | 7 453 202,00           |         | 7 453 202,00          | 6,3       |

| SOLDE DE FONCTIONNEMENT | Année 2018   |              |             |         | Année 2019   |              |             |         | Budget Primitif 2020   |         |                       |           |
|-------------------------|--------------|--------------|-------------|---------|--------------|--------------|-------------|---------|------------------------|---------|-----------------------|-----------|
|                         | Budget       | Réalisé      | Solde       | % réal. | Budget       | Réalisé      | Solde       | % réal. | Propositions nouvelles | Reports | Propositions Globales | Var./ N-1 |
| Solde de fonctionnement | 1 992 241,76 | 2 260 191,41 | -267 949,65 | 113     | 1 926 585,16 | 2 559 563,42 | -632 978,26 | 132     | 2 358 824,00           |         | 2 358 824,00          | 22,4      |

**DETAIL DU FONCTIONNEMENT - DEPENSES**

| DEPENSES REELLES<br>DE FONCTIONNEMENT         | Année 2018        |                   |                  |            | Année 2019        |                   |                   |            | Budget Primitif 2020      |         |                          |              |
|---|-------------------|-------------------|------------------|------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------|---------------------------|---------|--------------------------|--------------|
|   | Budget            | Réalisé           | Solde            | %<br>réal. | Budget            | Réalisé           | Solde             | %<br>réal. | Propositions<br>nouvelles | Reports | Propositions<br>Globales | Var./<br>N-1 |
| <b>011 - Charges à caractère général</b>      | <b>613 894,00</b> | <b>543 363,99</b> | <b>70 530,01</b> | <b>88</b>  | <b>654 766,00</b> | <b>546 173,69</b> | <b>108 592,31</b> | <b>83</b>  | <b>658 550,00</b>         |         | <b>658 550,00</b>        | <b>0,6</b>   |
| <b>60 - ACHATS ET VARIATION DES STOCKS</b>    | <b>80 884,00</b>  | <b>66 160,57</b>  | <b>14 723,43</b> | <b>81</b>  | <b>78 960,00</b>  | <b>78 783,05</b>  | <b>176,95</b>     | <b>99</b>  | <b>92 400,00</b>          |         | <b>92 400,00</b>         | <b>17,0</b>  |
| 60611 - Eau et assainissement                 | 1 828,00          | 1 365,52          | 462,48           | 74         | 1 830,00          | 299,09            | 1 530,91          | 16         | 1 450,00                  |         | 1 450,00                 | -20,8        |
| 60612 - Energie - Electricité                 | 24 069,00         | 20 825,72         | 3 243,28         | 86         | 24 340,00         | 22 801,85         | 1 538,15          | 93         | 24 800,00                 |         | 24 800,00                | 1,9          |
| 60622 - Carburants                            | 21 573,00         | 13 262,46         | 8 320,54         | 61         | 16 330,00         | 20 287,88         | -3 957,88         | 124        | 23 550,00                 |         | 23 550,00                | 44,2         |
| 606281 - Autres fournitures non stockées (tec | 1 193,00          | 907,78            | 285,22           | 76         | 1 220,00          | 1 411,43          | -191,43           | 115        | 1 500,00                  |         | 1 500,00                 | 23,0         |
| 606283 - Autres fournitures non stockées (inf | 1 000,00          | 915,33            | 84,67            | 91         | 1 330,00          | 447,88            | 882,12            | 33         | 1 600,00                  |         | 1 600,00                 | 20,3         |
| 606284 - Autres fournitures non stockées (imp | 1 000,00          |                   | 1 000,00         |            | 1 000,00          |                   | 1 000,00          | 0          | 1 000,00                  |         | 1 000,00                 | 0,0          |
| 60632 - Fournitures de petit équipement       | 1 693,00          | 1 680,81          | 12,19            | 99         | 2 360,00          | 4 497,57          | -2 137,57         | 190        | 6 000,00                  |         | 6 000,00                 | 154,2        |
| 60633 - Fournitures de voirie                 |                   |                   |                  |            |                   | 136,32            | -136,32           | 0          | 200,00                    |         | 200,00                   | 0,0          |
| 60636 - Vêtements de travail                  |                   | 2 191,47          | -2 191,47        |            | 2 360,00          | 807,72            | 1 552,28          | 34         | 1 400,00                  |         | 1 400,00                 | -40,7        |
| 6064 - Fournitures administratives            | 27 162,00         | 25 021,48         | 2 140,52         | 92         | 27 890,00         | 27 787,31         | 102,69            | 99         | 30 000,00                 |         | 30 000,00                | 7,6          |
| 6068 - Autres matières et fournitures         | 1 368,00          |                   | 1 366,00         |            | 300,00            | 308,00            | -8,00             | 102        | 900,00                    |         | 900,00                   | 200,0        |
| <b>61 - SERVICES EXTERIEURS</b>               | <b>386 159,00</b> | <b>353 827,58</b> | <b>32 331,42</b> | <b>91</b>  | <b>419 150,00</b> | <b>356 012,67</b> | <b>63 137,33</b>  | <b>84</b>  | <b>404 400,00</b>         |         | <b>404 400,00</b>        | <b>-3,5</b>  |
| 611 - Contrats de prestations de services     | 34 825,00         | 33 126,84         | 1 698,16         | 95         | 59 380,00         | 25 502,67         | 33 877,33         | 42         | 36 200,00                 |         | 36 200,00                | -39,0        |
| 6135 - Locations mobilières                   | 1 896,00          | 822,48            | 1 073,52         | 43         | 1 090,00          | 221,00            | 869,00            | 20         | 550,00                    |         | 550,00                   | -49,5        |
| 614 - Charges locatives et de copropriété     | 32 000,00         | 29 624,68         | 2 375,32         | 92         | 32 000,00         | 30 204,90         | 1 795,10          | 94         | 32 000,00                 |         | 32 000,00                | 0,0          |
| 61551 - Matériel roulant                      | 9 202,00          | 9 383,45          | -161,45          | 101        | 14 110,00         | 9 098,78          | 5 011,22          | 64         | 14 000,00                 |         | 14 000,00                | -0,8         |
| 6156 - Maintenance                            | 44 202,00         | 34 546,60         | 9 655,40         | 78         | 59 160,00         | 35 583,40         | 23 576,60         | 60         | 46 600,00                 |         | 46 600,00                | -21,2        |
| 6161 - Multirisques                           | 6 998,00          | 6 572,11          | 425,89           | 93         | 7 710,00          | 10 300,07         | -2 590,07         | 133        | 11 600,00                 |         | 11 600,00                | 50,5         |
| 6168 - Autres                                 | 198 172,00        | 167 425,02        | 30 746,98        | 84         | 124 700,00        | 140 690,96        | -15 990,96        | 112        | 144 200,00                |         | 144 200,00               | 15,6         |
| 6182 - Documentation générale et technique    | 38 304,00         | 39 736,80         | -1 432,80        | 103        | 45 150,00         | 45 280,79         | -130,79           | 100        | 48 200,00                 |         | 48 200,00                | 6,8          |
| 6184 - Versements à des organismes de forma   | 10 667,00         | 24 312,93         | -13 645,93       | 227        | 42 750,00         | 11 747,40         | 31 002,60         | 27         | 33 000,00                 |         | 33 000,00                | -22,8        |
| 6185 - Frais de colloques et séminaires       | 6 198,00          |                   | 6 196,00         |            | 1 000,00          |                   | 1 000,00          | 0          | 1 000,00                  |         | 1 000,00                 | 0,0          |
| 6188 - Autres frais divers                    | 3 697,00          | 8 296,67          | -4 599,67        | 224        | 32 100,00         | 47 382,70         | -15 282,70        | 147        | 37 050,00                 |         | 37 050,00                | 15,4         |
| <b>62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>        | <b>146 851,00</b> | <b>123 375,84</b> | <b>23 475,16</b> | <b>84</b>  | <b>156 656,00</b> | <b>110 881,69</b> | <b>45 774,31</b>  | <b>70</b>  | <b>161 750,00</b>         |         | <b>161 750,00</b>        | <b>3,3</b>   |
| 6225 - Indemnités au comptable et aux régisse | 700,00            | 636,62            | 63,38            | 90         | 666,00            | 665,48            | 0,52              | 99         | 700,00                    |         | 700,00                   | 5,1          |
| 6227 - Frais d'actes et de contentieux        | 800,00            |                   | 800,00           |            | 500,00            | 12,00             | 488,00            | 2          | 600,00                    |         | 600,00                   | 20,0         |
| 6231 - Annonces et insertions                 | 3 950,00          | 8 786,72          | -4 836,72        | 222        | 7 880,00          | 3 731,71          | 4 148,29          | 47         | 7 000,00                  |         | 7 000,00                 | -11,2        |
| 6232 - Fêtes et cérémonies                    | 1 000,00          | 150,00            | 850,00           | 15         | 1 000,00          |                   | 1 000,00          | 0          | 1 000,00                  |         | 1 000,00                 | 0,0          |
| 6236 - Catalogues et imprimés                 | 2 078,00          |                   | 2 078,00         |            | 2 000,00          | 3 810,00          | -1 810,00         | 190        | 10 100,00                 |         | 10 100,00                | 405,0        |
| 6237 - Publications                           | 2 000,00          |                   | 2 000,00         |            | 2 000,00          |                   | 2 000,00          | 0          | 2 000,00                  |         | 2 000,00                 | 0,0          |
| 6238 - Divers                                 | 150,00            | 423,58            | -273,58          | 282        | 220,00            | 816,50            | -596,50           | 371        | 1 050,00                  |         | 1 050,00                 | 377,3        |
| 6251 - Voyages et déplacements                | 44 201,00         | 42 418,56         | 1 782,44         | 95         |                   | 11 477,75         | -11 477,75        | 0          | 15 700,00                 |         | 15 700,00                | 0,0          |
| 6256 - Missions                               | 63,00             |                   | 63,00            |            | 54 330,00         | 16 863,42         | 37 476,58         | 31         | 21 600,00                 |         | 21 600,00                | -60,2        |
| 6257 - Réceptions                             | 3 422,00          | 1 839,05          | 1 582,95         | 53         | 3 050,00          | 3 015,33          | 34,67             | 98         | 10 400,00                 |         | 10 400,00                | 241,0        |
| 6261 - Frais d'affranchissement               | 15 914,00         | 9 251,01          | 6 662,99         | 58         | 12 740,00         | 8 258,39          | 4 481,61          | 64         | 16 900,00                 |         | 16 900,00                | 32,7         |
| 6262 - Frais de télécommunications            | 20 378,00         | 15 527,34         | 4 850,66         | 76         | 18 420,00         | 17 790,02         | 629,98            | 96         | 21 300,00                 |         | 21 300,00                | 15,6         |

**DETAIL DU FONCTIONNEMENT - DEPENSES**

| DEPENSES REELLES<br>DE FONCTIONNEMENT               | Année 2018          |                     |                   |            | Année 2019          |                     |                   |            | Budget Primitif 2020      |         |                          |              |
|---|---------------------|---------------------|-------------------|------------|---------------------|---------------------|-------------------|------------|---------------------------|---------|--------------------------|--------------|
|   | Budget              | Réalisé             | Solde             | %<br>réal. | Budget              | Réalisé             | Solde             | %<br>réal. | Propositions<br>nouvelles | Reports | Propositions<br>Globales | Var./<br>N-1 |
| 6281 - Concours divers (cotisations...)             |                     | 1 010,28            | -1 010,28         |            | 1 170,00            |                     | 1 170,00          | 0          | 300,00                    |         | 300,00                   | -74,4        |
| 6283 - Frais de nettoyage des locaux                | 23 995,00           | 18 352,90           | 5 642,10          | 76         | 22 870,00           | 19 245,77           | 3 624,23          | 84         | 23 100,00                 |         | 23 100,00                | 1,0          |
| 62878 - A d'autres organismes                       |                     | 476,71              | -476,71           |            | 610,00              |                     | 610,00            | 0          |                           |         |                          | -100,0       |
| 6288 - Autres services extérieurs                   | 28 200,00           | 24 503,07           | 3 696,93          | 88         | 29 200,00           | 25 205,32           | 3 994,68          | 88         | 30 000,00                 |         | 30 000,00                | 2,7          |
| <b>63 - IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIM</b>       |                     |                     |                   |            |                     | 496,28              | -496,28           | 0          |                           |         |                          |              |
| 6355 - Taxes et impôts sur les véhicules            |                     |                     |                   |            |                     | 496,28              | -496,28           | 0          |                           |         |                          |              |
| <b>012 - Charges de personnel et frais assimilé</b> | <b>3 886 111,00</b> | <b>3 611 585,74</b> | <b>274 525,26</b> | <b>92</b>  | <b>3 932 852,00</b> | <b>3 633 266,24</b> | <b>299 585,76</b> | <b>92</b>  | <b>4 067 361,00</b>       |         | <b>4 067 361,00</b>      | <b>3,4</b>   |
| <b>62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>              | <b>1 500,00</b>     |                     | <b>1 500,00</b>   |            |                     | <b>1 747,50</b>     | <b>-1 747,50</b>  | <b>0</b>   | <b>5 200,00</b>           |         | <b>5 200,00</b>          | <b>0,0</b>   |
| 6218 - Autres personnel extérieur                   | 1 500,00            |                     | 1 500,00          |            |                     | 1 747,50            | -1 747,50         | 0          | 5 200,00                  |         | 5 200,00                 | 0,0          |
| <b>63 - IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIM</b>       | <b>102 592,00</b>   | <b>99 675,48</b>    | <b>2 916,52</b>   | <b>97</b>  | <b>108 363,00</b>   | <b>98 843,56</b>    | <b>9 519,44</b>   | <b>91</b>  | <b>140 764,00</b>         |         | <b>140 764,00</b>        | <b>29,9</b>  |
| 6331 - Versement de transport                       | 38 462,00           | 37 377,94           | 1 084,06          | 97         | 40 616,00           | 37 066,37           | 3 549,63          | 91         | 48 339,00                 |         | 48 339,00                | 19,0         |
| 6332 - Cotisations versées au FNAL                  | 10 698,00           | 10 383,09           | 314,91            | 97         | 11 303,00           | 10 296,25           | 1 006,75          | 91         | 19 911,00                 |         | 19 911,00                | 78,2         |
| 6336 - Cotisations au centre national et CNFP       | 47 020,00           | 45 684,37           | 1 335,63          | 97         | 49 646,00           | 45 303,35           | 4 342,65          | 91         | 57 784,00                 |         | 57 784,00                | 16,4         |
| 6338 - Autres impôts,taxes&vers assimilés sur       | 6 412,00            | 6 230,08            | 181,92            | 97         | 6 798,00            | 6 177,59            | 620,41            | 90         | 14 730,00                 |         | 14 730,00                | 116,7        |
| <b>64 - CHARGES DE PERSONNEL</b>                    | <b>3 782 019,00</b> | <b>3 511 910,26</b> | <b>270 108,74</b> | <b>92</b>  | <b>3 824 489,00</b> | <b>3 532 675,18</b> | <b>291 813,82</b> | <b>92</b>  | <b>3 921 397,00</b>       |         | <b>3 921 397,00</b>      | <b>2,5</b>   |
| 64111 - Rémunération principale                     | 1 496 641,00        | 1 381 383,54        | 115 257,46        | 92         | 1 534 833,00        | 1 372 783,79        | 162 049,21        | 89         | 1 461 226,00              |         | 1 461 226,00             | -4,8         |
| 64112 - NBI,supp. fam. de traite. & indemnité d     | 28 540,00           | 32 325,41           | -3 785,41         | 113        | 40 590,00           | 31 563,49           | 9 026,51          | 77         | 37 400,00                 |         | 37 400,00                | -7,9         |
| 64118 - Autres indemnités                           | 439 804,00          | 417 618,39          | 21 985,61         | 94         | 449 680,00          | 435 121,07          | 14 558,93         | 96         | 456 761,00                |         | 456 761,00               | 1,6          |
| 64131 - Rémunération                                | 525 579,00          | 499 667,78          | 25 911,22         | 95         | 473 810,00          | 493 437,78          | -19 627,78        | 104        | 559 403,00                |         | 559 403,00               | 18,1         |
| 64138 - Autres indemnités                           | 179 708,00          | 178 423,30          | 1 282,70          | 99         | 190 320,00          | 184 074,81          | 6 245,19          | 96         | 208 479,00                |         | 208 479,00               | 9,5          |
| 6451 - Cotisations à l'URSSAF                       | 459 918,00          | 414 329,82          | 45 588,18         | 90         | 451 280,00          | 410 858,61          | 40 401,39         | 91         | 470 844,00                |         | 470 844,00               | 4,3          |
| 6453 - Cotisations aux caisses de retraite          | 504 392,00          | 479 856,28          | 24 535,72         | 95         | 525 520,00          | 477 280,25          | 48 239,75         | 90         | 556 430,00                |         | 556 430,00               | 5,9          |
| 6454 - Cotisations aux ASSEDIC                      |                     |                     |                   |            |                     | 27 333,42           | -27 333,42        | 0          | 37 019,00                 |         | 37 019,00                | 0,0          |
| 6456 - Versement au FNC du supplément fami          | 1 000,00            | 1 290,00            | -290,00           | 129        | 2 000,00            |                     | 2 000,00          | 0          | 1 700,00                  |         | 1 700,00                 | -15,0        |
| 6458 - Cotisations aux organismes sociaux           | 34 727,00           | 29 586,96           | 5 140,04          | 85         | 33 376,00           | 30 942,86           | 2 433,14          | 92         | 40 485,00                 |         | 40 485,00                | 21,3         |
| 64731 - Versées directement                         | 34 727,00           | 37 988,01           | -3 259,01         | 109        | 82 000,00           | 30 475,05           | 51 524,95         | 37         | 51 300,00                 |         | 51 300,00                | -37,4        |
| 6474 - Versements aux autres oeuvres sociale        | 23 000,00           | 21 593,50           | 1 406,50          | 93         | 21 000,00           | 20 611,00           | 389,00            | 98         | 23 000,00                 |         | 23 000,00                | 9,5          |
| 6475 - Médecine du travail, pharmacie               | 6 377,00            | 5 954,40            | 422,60            | 93         | 6 600,00            | 5 178,40            | 1 421,60          | 78         | 6 150,00                  |         | 6 150,00                 | -6,8         |
| 6478 - Autres charges sociales diverses             | 47 808,00           | 11 894,87           | 35 913,13         | 24         | 13 500,00           | 13 034,65           | 465,35            | 96         | 11 200,00                 |         | 11 200,00                | -17,0        |
| <b>65 - Autres charges de gestion courante</b>      | <b>30 500,00</b>    | <b>28 821,52</b>    | <b>1 678,48</b>   | <b>94</b>  | <b>32 000,00</b>    | <b>30 131,33</b>    | <b>1 868,67</b>   | <b>94</b>  | <b>32 200,00</b>          |         | <b>32 200,00</b>         | <b>0,6</b>   |
| 6531 - Indemnités                                   | 26 500,00           | 25 473,14           | 1 026,86          | 96         | 28 000,00           | 26 188,20           | 1 811,80          | 93         | 28 000,00                 |         | 28 000,00                | 0,0          |
| 6532 - Frais de mission                             | 1 000,00            | 348,38              | 651,62            | 34         | 1 000,00            | 941,22              | 58,78             | 94         | 1 200,00                  |         | 1 200,00                 | 20,0         |
| 6574 - Subv.fonct.aux asso.&autres pers. de dr      | 3 000,00            | 3 000,00            | 0,00              | 100        | 3 000,00            | 3 000,00            | 0,00              | 100        | 3 000,00                  |         | 3 000,00                 | 0,0          |
| 65888 - Autres                                      |                     |                     |                   |            |                     | 1,91                | -1,91             | 0          |                           |         |                          |              |
| <b>67 - Charges exceptionnelles</b>                 | <b>21 300,00</b>    | <b>9 534,75</b>     | <b>11 765,25</b>  | <b>44</b>  | <b>24 000,00</b>    | <b>11 437,00</b>    | <b>12 563,00</b>  | <b>47</b>  | <b>23 000,00</b>          |         | <b>23 000,00</b>         | <b>-4,2</b>  |
| 673 - Titres annulés (sur exercices antérieurs)     | 12 000,00           | 6 630,00            | 5 370,00          | 55         | 20 000,00           | 9 851,00            | 10 149,00         | 49         | 12 000,00                 |         | 12 000,00                | -40,0        |
| 6745 - Subventions aux personnes de droit pri       | 1 600,00            | 1 552,00            | 48,00             | 97         | 2 000,00            | 1 586,00            | 414,00            | 79         | 2 000,00                  |         | 2 000,00                 | 0,0          |
| 678 - Autres charges exceptionnelles                | 7 700,00            | 1 352,75            | 6 347,25          | 17         | 2 000,00            |                     | 2 000,00          | 0          | 9 000,00                  |         | 9 000,00                 | 350,0        |

**DETAIL DU FONCTIONNEMENT - DEPENSES**

| DEPENSES REELLES<br>DE FONCTIONNEMENT             | Année 2018          |                     |                   |            | Année 2019          |                     |                   |            | Budget Primitif 2020      |         |                          |              |
|---|---------------------|---------------------|-------------------|------------|---------------------|---------------------|-------------------|------------|---------------------------|---------|--------------------------|--------------|
|   | Budget              | Réalisé             | Solde             | %<br>réal. | Budget              | Réalisé             | Solde             | %<br>réal. | Propositions<br>nouvelles | Reports | Propositions<br>Globales | Var./<br>N-1 |
| <b>68 - Dotations provisions semi-budgétaires</b> | 37 871,00           | 32 147,84           | 5 723,16          | 84         | 27 020,00           | 18 975,06           | 8 044,94          | 70         | 47 000,00                 |         | 47 000,00                | 73,9         |
| 6815 - Dot.aux prov. pour risques & charges d     | 37 871,00           | 32 147,84           | 5 723,16          | 84         | 27 020,00           | 18 975,06           | 8 044,94          | 70         | 47 000,00                 |         | 47 000,00                | 73,9         |
| <b>022 - Dépenses imprévues</b>                   | 30 000,00           |                     | 30 000,00         |            | 30 000,00           |                     | 30 000,00         | 0          | 30 000,00                 |         | 30 000,00                | 0,0          |
| <b>Total dépenses réelles</b>                     | <b>4 619 676,00</b> | <b>4 225 453,84</b> | <b>394 222,16</b> | <b>91</b>  | <b>4 700 638,00</b> | <b>4 239 983,32</b> | <b>460 654,68</b> | <b>90</b>  | <b>4 858 111,00</b>       |         | <b>4 858 111,00</b>      | <b>3,4</b>   |

| DEPENSES D'ORDRE<br>DE FONCTIONNEMENT                | Année 2018        |                   |                   |            | Année 2019        |                   |                   |            | Budget Primitif 2020      |         |                          |              |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------|---------------------------|---------|--------------------------|--------------|
|  | Budget            | Réalisé           | Solde             | %<br>réal. | Budget            | Réalisé           | Solde             | %<br>réal. | Propositions<br>nouvelles | Reports | Propositions<br>Globales | Var./<br>N-1 |
| <b>023 - Virement à la sect. d'investissement</b>    | 106 626,64        |                   | 106 626,64        |            | 238 301,25        |                   | 238 301,25        | 0          | 75 142,00                 |         | 75 142,00                | -68,5        |
| <b>042 - Op. d'ordre de transfert entre sections</b> | 160 962,00        | 162 957,75        | -1 995,75         | 101        | 146 567,00        | 149 442,62        | -2 875,62         | 101        | 161 125,00                |         | 161 125,00               | 9,9          |
| 6761 - Diff. sur réalisations (positives) transf. e  |                   | 2 000,00          | -2 000,00         |            |                   | 2 880,00          | -2 880,00         | 0          |                           |         |                          |              |
| 6811 - Dot.aux amort.des immo.incorporelles &        | 160 962,00        | 160 957,75        | 4,25              | 99         | 146 567,00        | 146 562,62        | 4,38              | 99         | 161 125,00                |         | 161 125,00               | 9,9          |
| <b>Total dépenses d'ordre</b>                        | <b>267 588,64</b> | <b>162 957,75</b> | <b>104 630,89</b> | <b>60</b>  | <b>384 868,25</b> | <b>149 442,62</b> | <b>235 425,63</b> | <b>38</b>  | <b>236 267,00</b>         |         | <b>236 267,00</b>        | <b>-38,6</b> |

| TOTAL DEPENSES DE<br>FONCTIONNEMENT     | Année 2018          |                     |                   |            | Année 2019          |                     |                   |            | Budget Primitif 2020      |         |                          |              |
|---|---------------------|---------------------|-------------------|------------|---------------------|---------------------|-------------------|------------|---------------------------|---------|--------------------------|--------------|
|   | Budget              | Réalisé             | Solde             | %<br>réal. | Budget              | Réalisé             | Solde             | %<br>réal. | Propositions<br>nouvelles | Reports | Propositions<br>Globales | Var./<br>N-1 |
| <b>Total dépenses de fonctionnement</b> | <b>4 887 264,64</b> | <b>4 388 411,59</b> | <b>498 853,05</b> | <b>89</b>  | <b>5 085 506,25</b> | <b>4 389 425,94</b> | <b>696 080,31</b> | <b>86</b>  | <b>5 094 378,00</b>       |         | <b>5 094 378,00</b>      | <b>0,2</b>   |

**DETAIL DU FONCTIONNEMENT - RECETTES**

| RECETTES REELLES<br>DE FONCTIONNEMENT                       | Année 2018          |                     |                   |            | Année 2019          |                     |                  |            | Budget Primitif 2020      |         |                          |              |
|---|---------------------|---------------------|-------------------|------------|---------------------|---------------------|------------------|------------|---------------------------|---------|--------------------------|--------------|
|   | Budget              | Réalisé             | Solde             | %<br>réal. | Budget              | Réalisé             | Solde            | %<br>réal. | Propositions<br>nouvelles | Reports | Propositions<br>Globales | Var./<br>N-1 |
| <b>70 - Produits des services, domaine et vente</b>         | <b>4 410 934,00</b> | <b>4 176 355,88</b> | <b>234 578,12</b> | <b>94</b>  | <b>4 580 662,00</b> | <b>4 509 818,31</b> | <b>70 843,69</b> | <b>98</b>  | <b>4 780 041,00</b>       |         | <b>4 780 041,00</b>      | <b>4,4</b>   |
| 70688 - Autres prestations de service                       | 14 834,00           | 17 930,43           | -3 096,43         | 120        | 15 162,00           | 15 162,27           | -0,27            | 100        | 15 541,00                 |         | 15 541,00                | 2,5          |
| 7068810 - Prest. de soc - SIA DSP                           |                     |                     |                   |            | 1 000,00            |                     | 1 000,00         | 0          | 1 000,00                  |         | 1 000,00                 | 0,0          |
| 7068811 - Prest. de soc - SIA - abonnements                 | 782 100,00          | 787 581,67          | 14 518,33         | 98         | 789 800,00          | 787 144,40          | 2 655,60         | 99         | 802 500,00                |         | 802 500,00               | 1,6          |
| 7068812 - Prest. de soc - SIA - actes aifs                  | 100 000,00          | 119 132,00          | -19 132,00        | 119        | 100 000,00          | 128 101,00          | -28 101,00       | 128        | 100 000,00                |         | 100 000,00               | 0,0          |
| 70688131 - Prest. de soc - SIA etudes financ                | 5 000,00            | 2 580,00            | 2 420,00          | 51         | 5 000,00            | 5 754,00            | -754,00          | 115        | 8 000,00                  |         | 8 000,00                 | 60,0         |
| 70688132 - Prest. de soc - SIA assistance fin               |                     | 1 548,00            | -1 548,00         |            |                     | 264,00              | -264,00          | 0          | 1 000,00                  |         | 1 000,00                 | 0,0          |
| 7068814 - Prest. de soc - SIA - conv. cdg                   | 4 000,00            | 4 287,43            | -287,43           | 107        | 4 000,00            | 4 532,21            | -532,21          | 113        |                           |         |                          | -100,0       |
| 7068815 - Prest. de soc - SIA - aide au conten              | 6 000,00            | 7 987,00            | -1 987,00         | 133        | 6 000,00            | 9 303,00            | -3 303,00        | 155        | 15 000,00                 |         | 15 000,00                | 150,0        |
| 70688161 - Prest. de soc - SIA - aide en assur              | 3 000,00            | 1 821,00            | 1 179,00          | 60         | 3 000,00            | 1 240,00            | 1 760,00         | 41         | 1 500,00                  |         | 1 500,00                 | -50,0        |
| 70688162 - Prest. de soc - SIA - aide en assur              |                     | 912,00              | -912,00           |            |                     | 622,00              | -622,00          | 0          | 1 500,00                  |         | 1 500,00                 | 0,0          |
| 7068817 - Prest. de soc - SIA - aide expropria              | 500,00              | 1 216,00            | -716,00           | 243        | 500,00              |                     | 500,00           | 0          | 500,00                    |         | 500,00                   | 0,0          |
| 7068819 - Prest. de soc - SIA - cimetiére                   | 400,00              |                     | 400,00            |            | 400,00              |                     | 400,00           | 0          |                           |         |                          | -100,0       |
| 7068820 - Prest. de soc - SIN - taf/SIG                     | 8 000,00            | 2 064,00            | 5 936,00          | 25         | 5 000,00            | 3 168,00            | 1 832,00         | 63         | 5 000,00                  |         | 5 000,00                 | 0,0          |
| 7068821 - Prest. de soc - SIN - abt de base                 | 56 800,00           | 55 194,39           | 1 605,61          | 97         | 58 400,00           | 57 728,04           | 671,96           | 98         | 59 800,00                 |         | 59 800,00                | 2,4          |
| 7068822 - Prest. de soc - SIN - etudes & dev. s             |                     | 516,00              | -516,00           |            | 2 500,00            |                     | 2 500,00         | 0          |                           |         |                          | -100,0       |
| 7068823 - Prest. de soc - SIN - assistance                  | 1 000,00            | 6 990,00            | -5 990,00         | 699        | 2 000,00            | 1 988,00            | 12,00            | 99         | 2 000,00                  |         | 2 000,00                 | 0,0          |
| 7068825 - Prest. de soc - SIN - formations                  |                     | 643,00              | -643,00           |            |                     |                     |                  |            |                           |         |                          |              |
| 70688251 - Prest. de soc - SIN - formations Co              | 18 000,00           | 19 404,99           | -1 404,99         | 107        | 20 000,00           | 23 951,50           | -3 951,50        | 119        | 20 000,00                 |         | 20 000,00                | 0,0          |
| 70688252 - Prest. de soc - SIN - formations SI              | 32 000,00           | 8 306,00            | 23 694,00         | 25         | 45 000,00           | 22 106,51           | 22 893,49        | 49         | 27 000,00                 |         | 27 000,00                | -40,0        |
| 70688253 - Prest. de soc - SIN - formations si              | 3 000,00            | 719,00              | 2 281,00          | 23         | 3 000,00            | 871,00              | 2 129,00         | 29         | 900,00                    |         | 900,00                   | -70,0        |
| 70688254 - Prest. de soc - SIN - format <sup>2</sup> EC/Com |                     |                     |                   |            | 15 000,00           |                     | 15 000,00        | 0          | 10 000,00                 |         | 10 000,00                | -33,3        |
| 7068826 - Prest. de soc - SIN - taf/payés                   | 9 000,00            | 7 808,00            | 1 192,00          | 86         | 9 000,00            | 9 274,80            | -274,80          | 103        | 9 000,00                  |         | 9 000,00                 | 0,0          |
| 7068827 - Prest. de soc - SIN DPO                           | 7 000,00            | 6 733,65            | 266,35            | 96         | 120 000,00          | 24 230,00           | 95 770,00        | 20         | 150 000,00                |         | 150 000,00               | 25,0         |
| 70688281 - Prest. de soc - SIN - abt dvlpt à faç            | 15 400,00           | 13 840,30           | 1 559,70          | 89         | 5 000,00            | 6 905,50            | -1 905,50        | 138        | 5 500,00                  |         | 5 500,00                 | 10,0         |
| 70688282 - Prest. de soc - SIN - dvlpt à façon s            | 30 000,00           | 19 290,50           | 10 709,50         | 64         | 28 000,00           | 9 189,25            | 18 810,75        | 32         | 15 000,00                 |         | 15 000,00                | -46,4        |
| 70688283 - Prest. de soc - SIN - abt dvlpt à faç            | 7 000,00            | 7 364,00            | -364,00           | 105        | 8 500,00            | 9 325,00            | -825,00          | 109        | 10 000,00                 |         | 10 000,00                | 17,6         |
| 7068829 - Prest. de soc - SIN - fichiers Fantoir            | 5 200,00            | 6 215,00            | -1 015,00         | 119        |                     |                     |                  |            |                           |         |                          |              |
| 70688301 - Prest. de soc - SIN - SIG cotisati               | 105 000,00          | 104 216,12          | 783,88            | 99         | 106 000,00          | 112 964,96          | -6 964,96        | 106        | 120 000,00                |         | 120 000,00               | 13,2         |
| 70688302 - Prest. de soc - SIN - SIG cotisati               | 5 000,00            |                     | 5 000,00          |            |                     |                     |                  |            |                           |         |                          |              |
| 70688303 - Prest. de soc - SIN - SIG drone                  | 8 000,00            | 5 934,00            | 2 066,00          | 74         | 8 000,00            | 2 376,00            | 5 624,00         | 29         | 23 000,00                 |         | 23 000,00                | 187,5        |
| 7068831 - Prest. de soc - SIPA - abonnement                 | 376 700,00          | 379 445,53          | -2 745,53         | 100        | 378 100,00          | 385 693,95          | -7 593,95        | 102        | 393 000,00                |         | 393 000,00               | 3,9          |
| 7068832 - Prest. de soc - SIPA - missions                   | 1 050 000,00        | 973 515,00          | 76 485,00         | 92         | 1 243 000,00        | 1 169 140,00        | 73 860,00        | 94         | 1 253 500,00              |         | 1 253 500,00             | 0,8          |
| 7068833 - Prest. de soc - SIPA - conv. cdg                  |                     |                     |                   |            |                     | 45 000,00           | -45 000,00       | 0          |                           |         |                          |              |
| 7068840 - Prest. de soc - SIN - assistance Cos              | 277 900,00          | 274 560,45          | 3 339,55          | 98         | 280 000,00          | 279 478,24          | 521,76           | 99         | 288 300,00                |         | 288 300,00               | 3,0          |
| 7068841 - Prest. de soc - SITU - Abonnement                 | 301 600,00          | 293 281,18          | 8 318,82          | 97         | 287 200,00          | 290 626,51          | -3 426,51        | 101        | 277 500,00                |         | 277 500,00               | -3,4         |
| 7068842 - Prest. de soc - SITU - Missions                   | 273 900,00          | 236 300,00          | 37 600,00         | 86         | 281 200,00          | 247 142,00          | 34 058,00        | 87         | 250 000,00                |         | 250 000,00               | -11,1        |
| 70688431 - Prest. de soc - SITU - Instruction               | 249 600,00          | 249 748,91          | -148,91           | 100        | 78 000,00           | 86 634,90           | -8 634,90        | 111        | 94 000,00                 |         | 94 000,00                | 20,5         |

DETAIL DU FONCTIONNEMENT - RECETTES

| RECETTES REELLES<br>DE FONCTIONNEMENT            | Année 2018          |                     |                   |            | Année 2019          |                     |                  |            | Budget Primitif 2020      |         |                          |              |
|--|---------------------|---------------------|-------------------|------------|---------------------|---------------------|------------------|------------|---------------------------|---------|--------------------------|--------------|
|  | Budget              | Réalisé             | Solde             | %<br>réal. | Budget              | Réalisé             | Solde            | %<br>réal. | Propositions<br>nouvelles | Reports | Propositions<br>Globales | Var./<br>N-1 |
| 70688432 - Prest. de sce - SITU - Frais de dép   |                     | 7 561,38            | -7 561,38         |            | 7 000,00            |                     | 7 000,00         | 0          |                           |         |                          | -100,0       |
| 70688433 - Prest. de sce - SITU - Logiciel       |                     | 680,00              | -680,00           |            | 10 000,00           | 26 710,00           | -16 710,00       | 267        |                           |         |                          | -100,0       |
| 70688434 - Prest. de sce - SITU - Intégration d  |                     | 361,00              | -361,00           |            |                     | 273,00              | -273,00          | 0          |                           |         |                          |              |
| 7068851 - Prest. de sce - SIVRA - Abonnement     | 195 000,00          | 207 374,35          | -12 374,35        | 106        | 227 400,00          | 250 444,27          | -23 044,27       | 110        | 270 000,00                |         | 270 000,00               | 18,7         |
| 7068852 - Prest. de sce - SIVRA - Missions       | 480 000,00          | 363 293,60          | 96 706,40         | 78         | 428 500,00          | 492 474,00          | -63 974,00       | 114        | 550 000,00                |         | 550 000,00               | 28,4         |
| <b>75 - Autres produits de gestion courante</b>  |                     |                     |                   |            |                     | 1,59                | -1,59            | 0          |                           |         |                          |              |
| 7588 - Autres produits divers de gestion coura   |                     |                     |                   |            |                     | 1,59                | -1,59            | 0          |                           |         |                          |              |
| <b>77 - Produits exceptionnels</b>               |                     | 6 966,34            | -6 966,34         |            | 89 000,00           | 99 461,41           | -10 461,41       | 111        | 54 000,00                 |         | 54 000,00                | -39,3        |
| 775 - Produits des cessions d'immobilisations    |                     | 2 000,00            | -2 000,00         |            |                     | 2 880,00            | -2 880,00        | 0          |                           |         |                          |              |
| 7788 - Produits exceptionnels divers             |                     | 4 966,34            | -4 966,34         |            | 89 000,00           | 96 581,41           | -7 581,41        | 108        | 54 000,00                 |         | 54 000,00                | -39,3        |
| <b>78 - Reprises provisions semi-budgétaires</b> | 14 470,00           | 10 924,61           | 3 545,39          | 75         | 14 040,00           | 16 564,82           | -2 524,82        | 117        | 15 400,00                 |         | 15 400,00                | 9,7          |
| 7815 - Rep. sur prov. pour risques et charges fo | 14 470,00           | 10 924,61           | 3 545,39          | 75         | 14 040,00           | 16 564,82           | -2 524,82        | 117        | 15 400,00                 |         | 15 400,00                | 9,7          |
| <b>013 - Atténuations de charges</b>             |                     | 254,18              | -254,18           |            |                     |                     |                  |            |                           |         |                          |              |
| 0419 - Remboursements sur rémunérations d        |                     | 173,55              | -173,55           |            |                     |                     |                  |            |                           |         |                          |              |
| 0459 - Remb. sur charges Sécurité Sociale et P   |                     | 80,63               | -80,63            |            |                     |                     |                  |            |                           |         |                          |              |
| 002 - Excédent de fonctionnement reporté         | 2 398 321,40        | 2 398 321,40        | 0,00              | 100        | 2 260 191,41        | 2 260 191,41        | 0,00             | 100        | 2 559 563,00              |         | 2 559 563,00             | 13,2         |
| <b>Total recettes réelles</b>                    | <b>6 823 725,40</b> | <b>6 592 822,41</b> | <b>230 902,99</b> | <b>96</b>  | <b>6 943 893,41</b> | <b>6 886 037,54</b> | <b>57 855,87</b> | <b>99</b>  | <b>7 409 004,00</b>       |         | <b>7 409 004,00</b>      | <b>6,7</b>   |

| RECETTES D'ORDRE<br>DE FONCTIONNEMENT               | Année 2018       |                  |             |            | Année 2019       |                  |                 |            | Budget Primitif 2020      |         |                          |              |
|---|------------------|------------------|-------------|------------|------------------|------------------|-----------------|------------|---------------------------|---------|--------------------------|--------------|
|   | Budget           | Réalisé          | Solde       | %<br>réal. | Budget           | Réalisé          | Solde           | %<br>réal. | Propositions<br>nouvelles | Reports | Propositions<br>Globales | Var./<br>N-1 |
| 042 - Op. d'ordre de transfert entre sections       | 55 781,00        | 55 780,59        | 0,41        | 99         | 68 198,00        | 62 951,82        | 5 246,18        | 92         | 44 198,00                 |         | 44 198,00                | -35,2        |
| 722 - Immobilisations corporelles                   | 55 470,00        | 55 470,00        | 0,00        | 100        | 68 000,00        | 62 754,00        | 5 246,00        | 92         | 44 000,00                 |         | 44 000,00                | -35,3        |
| 777 - Quote-part des subv. d'inv. transf. au opte d | 311,00           | 310,59           | 0,41        | 99         | 198,00           | 197,82           | 0,18            | 99         | 198,00                    |         | 198,00                   | 0,0          |
| <b>Total recettes d'ordre</b>                       | <b>55 781,00</b> | <b>55 780,59</b> | <b>0,41</b> | <b>99</b>  | <b>68 198,00</b> | <b>62 951,82</b> | <b>5 246,18</b> | <b>92</b>  | <b>44 198,00</b>          |         | <b>44 198,00</b>         | <b>-35,2</b> |

| TOTAL RECETTES DE<br>FONCTIONNEMENT     | Année 2018          |                     |                   |            | Année 2019          |                     |                  |            | Budget Primitif 2020      |         |                          |              |
|---|---------------------|---------------------|-------------------|------------|---------------------|---------------------|------------------|------------|---------------------------|---------|--------------------------|--------------|
|   | Budget              | Réalisé             | Solde             | %<br>réal. | Budget              | Réalisé             | Solde            | %<br>réal. | Propositions<br>nouvelles | Reports | Propositions<br>Globales | Var./<br>N-1 |
| <b>Total recettes de fonctionnement</b> | <b>6 879 506,40</b> | <b>6 648 603,00</b> | <b>230 903,40</b> | <b>96</b>  | <b>7 012 091,41</b> | <b>6 948 989,36</b> | <b>63 102,05</b> | <b>99</b>  | <b>7 453 202,00</b>       |         | <b>7 453 202,00</b>      | <b>6,3</b>   |

VUE D'ENSEMBLE DE L'INVESTISSEMENT

| DEPENSES D'INVESTISSEMENT                     | Année 2018        |                   |                   |           | Année 2019        |                   |                   |           | Budget Primitif 2020   |         |                       |              |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-----------|-------------------|-------------------|-------------------|-----------|------------------------|---------|-----------------------|--------------|
|   | Budget            | Réalisé           | Solde             | % réal.   | Budget            | Réalisé           | Solde             | % réal.   | Propositions nouvelles | Reports | Propositions Globales | Var./ N-1    |
| 020 - Dépenses imprévues                      | 20 000,00         |                   | 20 000,00         |           | 20 000,00         |                   | 20 000,00         | 0         | 17 500,00              |         | 17 500,00             | -12,5        |
| 16 - Emprunts et dettes assimilés             | 40 000,00         | 40 000,00         | 0,00              | 100       | 40 000,00         | 40 000,00         | 0,00              | 100       | 40 000,00              |         | 40 000,00             | 0,0          |
| 204 - Subventions d'équipement versées        | 140 500,00        |                   | 140 500,00        |           | 180 000,00        | 93 156,72         | 66 843,28         | 58        |                        |         |                       | -100,0       |
| <b>Total dépenses réelles hors opérations</b> | <b>200 500,00</b> | <b>40 000,00</b>  | <b>160 500,00</b> | <b>19</b> | <b>220 000,00</b> | <b>133 156,72</b> | <b>86 843,28</b>  | <b>60</b> | <b>57 500,00</b>       |         | <b>57 500,00</b>      | <b>-73,9</b> |
| 11 - Equipement informatique                  | 146 500,00        | 51 268,88         | 95 233,12         | 34        | 215 400,00        | 39 438,08         | 175 961,92        | 18        | 159 000,00             |         | 159 000,00            | -26,2        |
| 12 - Véhicules                                | 15 000,00         |                   | 15 000,00         |           | 31 300,00         | 28 662,88         | 2 637,12          | 91        | 16 000,00              |         | 16 000,00             | -48,9        |
| 13 - Mobilier et Matériel                     | 10 500,00         | 3 638,89          | 6 863,11          | 34        | 32 000,00         | 15 037,34         | 16 962,66         | 46        | 20 000,00              |         | 20 000,00             | -37,5        |
| <b>Total dépenses opérations d'invest.</b>    | <b>172 000,00</b> | <b>54 903,77</b>  | <b>117 096,23</b> | <b>31</b> | <b>278 700,00</b> | <b>83 138,30</b>  | <b>195 561,70</b> | <b>29</b> | <b>195 000,00</b>      |         | <b>195 000,00</b>     | <b>-30,0</b> |
| <b>Total dépenses d'ordre</b>                 | <b>111 251,00</b> | <b>111 250,59</b> | <b>0,41</b>       | <b>99</b> | <b>146 198,00</b> | <b>125 705,82</b> | <b>20 492,18</b>  | <b>85</b> | <b>88 198,00</b>       |         | <b>88 198,00</b>      | <b>-39,7</b> |
| <b>Total dépenses d'investissement</b>        | <b>483 751,00</b> | <b>206 154,36</b> | <b>277 596,64</b> | <b>42</b> | <b>644 898,00</b> | <b>342 000,84</b> | <b>302 897,16</b> | <b>53</b> | <b>340 698,00</b>      |         | <b>340 698,00</b>     | <b>-47,2</b> |

| RECETTES D'INVESTISSEMENT                     | Année 2018        |                   |                   |           | Année 2019        |                   |                   |           | Budget Primitif 2020   |         |                       |              |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-----------|-------------------|-------------------|-------------------|-----------|------------------------|---------|-----------------------|--------------|
|   | Budget            | Réalisé           | Solde             | % réal.   | Budget            | Réalisé           | Solde             | % réal.   | Propositions nouvelles | Reports | Propositions Globales | Var./ N-1    |
| 001 - Excédent d'investissement reporté       | 128 062,36        | 128 062,36        | 0,00              | 100       | 170 968,75        | 170 968,75        | 0,00              | 100       | 49 428,00              |         | 49 428,00             | -71,1        |
| 024 - Produits des cessions d'immobilisations | 2 000,00          |                   | 2 000,00          |           | 2 800,00          |                   | 2 800,00          | 0         | 2 000,00               |         | 2 000,00              | -28,6        |
| 10 - Dotations, fonds divers et réserves      | 30 630,00         | 30 633,00         | -3,00             | 100       | 8 261,00          | 8 264,00          | -3,00             | 100       | 9 003,00               |         | 9 003,00              | 9,0          |
| <b>Total recettes réelles hors opérations</b> | <b>160 692,36</b> | <b>158 695,36</b> | <b>1 997,00</b>   | <b>98</b> | <b>182 029,75</b> | <b>179 232,75</b> | <b>2 797,00</b>   | <b>98</b> | <b>60 431,00</b>       |         | <b>60 431,00</b>      | <b>-66,8</b> |
| <b>Total recettes d'ordre</b>                 | <b>323 058,64</b> | <b>218 427,75</b> | <b>104 630,89</b> | <b>67</b> | <b>462 868,25</b> | <b>212 196,62</b> | <b>250 671,63</b> | <b>45</b> | <b>280 267,00</b>      |         | <b>280 267,00</b>     | <b>-39,4</b> |
| <b>Total recettes d'investissement</b>        | <b>483 751,00</b> | <b>377 123,11</b> | <b>106 627,89</b> | <b>77</b> | <b>644 898,00</b> | <b>391 429,37</b> | <b>253 468,63</b> | <b>60</b> | <b>340 698,00</b>      |         | <b>340 698,00</b>     | <b>-47,2</b> |

| SOLDE D'INVESTISSEMENT | Année 2018 |            |             |         | Année 2019 |           |            |         | Budget Primitif 2020   |         |                       |           |
|------------------------|------------|------------|-------------|---------|------------|-----------|------------|---------|------------------------|---------|-----------------------|-----------|
|                        | Budget     | Réalisé    | Solde       | % réal. | Budget     | Réalisé   | Solde      | % réal. | Propositions nouvelles | Reports | Propositions Globales | Var./ N-1 |
| Solde d'investissement |            | 170 968,75 | -170 968,75 |         |            | 49 428,53 | -49 428,53 | 0       |                        |         |                       |           |

**DETAIL DE L'INVESTISSEMENT HORS OPERATIONS**

| DEPENSES REELLES<br>D'INVESTISSEMENT          | Année 2018        |                  |                   |            | Année 2019        |                   |                  |            | Budget Primitif 2020      |         |                          |              |
|---|-------------------|------------------|-------------------|------------|-------------------|-------------------|------------------|------------|---------------------------|---------|--------------------------|--------------|
|   | Budget            | Réalisé          | Solde             | %<br>réal. | Budget            | Réalisé           | Solde            | %<br>réal. | Propositions<br>nouvelles | Reports | Propositions<br>Globales | Var./<br>N-1 |
| 020 - Dépenses imprévues                      | 20 000,00         |                  | 20 000,00         |            | 20 000,00         |                   | 20 000,00        | 0          | 17 500,00                 |         | 17 500,00                | -12,5        |
| 16 - Emprunts et dettes assimilés             | 40 000,00         | 40 000,00        | 0,00              | 100        | 40 000,00         | 40 000,00         | 0,00             | 100        | 40 000,00                 |         | 40 000,00                | 0,0          |
| 16876 - Autres établissements publics locaux  | 40 000,00         | 40 000,00        | 0,00              | 100        | 40 000,00         | 40 000,00         | 0,00             | 100        | 40 000,00                 |         | 40 000,00                | 0,0          |
| 204 - Subventions d'équipement versées        | 140 500,00        |                  | 140 500,00        |            | 160 000,00        | 93 156,72         | 66 843,28        | 58         |                           |         |                          | -100,0       |
| 204182 - Bâtiments et installations           | 140 500,00        |                  | 140 500,00        |            | 160 000,00        | 93 156,72         | 66 843,28        | 58         |                           |         |                          | -100,0       |
| <b>Total dépenses réelles hors opérations</b> | <b>200 500,00</b> | <b>40 000,00</b> | <b>160 500,00</b> | <b>19</b>  | <b>220 000,00</b> | <b>133 156,72</b> | <b>86 843,28</b> | <b>60</b>  | <b>57 500,00</b>          |         | <b>57 500,00</b>         | <b>-73,9</b> |

| DEPENSES D'ORDRE<br>D'INVESTISSEMENT            | Année 2018        |                   |             |            | Année 2019        |                   |                  |            | Budget Primitif 2020      |         |                          |              |
|---|-------------------|-------------------|-------------|------------|-------------------|-------------------|------------------|------------|---------------------------|---------|--------------------------|--------------|
|   | Budget            | Réalisé           | Solde       | %<br>réal. | Budget            | Réalisé           | Solde            | %<br>réal. | Propositions<br>nouvelles | Reports | Propositions<br>Globales | Var./<br>N-1 |
| 040 - Op. d'ordre de transfert entre sections   | 55 781,00         | 55 780,59         | 0,41        | 99         | 68 198,00         | 62 951,82         | 5 246,18         | 92         | 44 198,00                 |         | 44 198,00                | -35,2        |
| 13911 - Etat et établissements nationaux        | 311,00            | 310,59            | 0,41        | 99         | 198,00            | 197,82            | 0,18             | 99         | 198,00                    |         | 198,00                   | 0,0          |
| 2031 - Frais d'études                           | 55 470,00         | 55 470,00         | 0,00        | 100        | 68 000,00         | 62 754,00         | 5 246,00         | 92         | 44 000,00                 |         | 44 000,00                | -35,3        |
| 041 - Opérations patrimoniales                  | 55 470,00         | 55 470,00         | 0,00        | 100        | 78 000,00         | 62 754,00         | 15 246,00        | 80         | 44 000,00                 |         | 44 000,00                | -43,6        |
| 204412 - Bâtiments et installations             | 55 470,00         | 55 470,00         | 0,00        | 100        | 68 000,00         | 62 754,00         | 5 246,00         | 92         | 44 000,00                 |         | 44 000,00                | -35,3        |
| 2183 - Matériel de bureau et matériel informati |                   |                   |             |            | 10 000,00         |                   | 10 000,00        | 0          |                           |         |                          | -100,0       |
| <b>Total dépenses d'ordre</b>                   | <b>111 251,00</b> | <b>111 250,59</b> | <b>0,41</b> | <b>99</b>  | <b>146 198,00</b> | <b>125 705,82</b> | <b>20 492,18</b> | <b>85</b>  | <b>88 198,00</b>          |         | <b>88 198,00</b>         | <b>-39,7</b> |

| TOTAL DEPENSES<br>D'INVESTISSEMENT    | Année 2018        |                   |                   |            | Année 2019        |                   |                   |            | Budget Primitif 2020      |         |                          |              |
|---------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------|---------------------------|---------|--------------------------|--------------|
|                                       | Budget            | Réalisé           | Solde             | %<br>réal. | Budget            | Réalisé           | Solde             | %<br>réal. | Propositions<br>nouvelles | Reports | Propositions<br>Globales | Var./<br>N-1 |
| <b>Total dépenses hors opérations</b> | <b>311 751,00</b> | <b>151 250,59</b> | <b>160 500,41</b> | <b>48</b>  | <b>366 198,00</b> | <b>258 862,54</b> | <b>107 335,46</b> | <b>70</b>  | <b>145 698,00</b>         |         | <b>145 698,00</b>        | <b>-60,2</b> |

**DETAIL DE L'INVESTISSEMENT HORS OPERATIONS**

| RECETTES REELLES<br>D'INVESTISSEMENT          | Année 2018        |                   |                 |            | Année 2019        |                   |                 |            | Budget Primitif 2020      |         |                          |              |
|---|-------------------|-------------------|-----------------|------------|-------------------|-------------------|-----------------|------------|---------------------------|---------|--------------------------|--------------|
|   | Budget            | Réalisé           | Solde           | %<br>réal. | Budget            | Réalisé           | Solde           | %<br>réal. | Propositions<br>nouvelles | Reports | Propositions<br>Globales | Var./<br>N-1 |
| 001 - Excédent d'investissement reporté       | 128 062,36        | 128 062,36        | 0,00            | 100        | 170 968,75        | 170 968,75        | 0,00            | 100        | 49 428,00                 |         | 49 428,00                | -71,1        |
| 024 - Produits des cessions d'immobilisation  | 2 000,00          |                   | 2 000,00        |            | 2 800,00          |                   | 2 800,00        | 0          | 2 000,00                  |         | 2 000,00                 | -28,6        |
| 024 - Produits des cessions d'immobilisations | 2 000,00          |                   | 2 000,00        |            | 2 800,00          |                   | 2 800,00        | 0          | 2 000,00                  |         | 2 000,00                 | -28,6        |
| 10 - Dotations, fonds divers et réserves      | 30 630,00         | 30 633,00         | -3,00           | 100        | 8 261,00          | 8 264,00          | -3,00           | 100        | 9 003,00                  |         | 9 003,00                 | 9,0          |
| 10222 - FCTVA                                 | 30 630,00         | 30 633,00         | -3,00           | 100        | 8 261,00          | 8 264,00          | -3,00           | 100        | 9 003,00                  |         | 9 003,00                 | 9,0          |
| <b>Total recettes réelles hors opérations</b> | <b>160 692,36</b> | <b>158 695,36</b> | <b>1 997,00</b> | <b>98</b>  | <b>182 029,75</b> | <b>179 232,75</b> | <b>2 797,00</b> | <b>98</b>  | <b>60 431,00</b>          |         | <b>60 431,00</b>         | <b>-66,8</b> |

| RECETTES D'ORDRE<br>D'INVESTISSEMENT               | Année 2018        |                   |                   |            | Année 2019        |                   |                   |            | Budget Primitif 2020      |         |                          |              |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------|---------------------------|---------|--------------------------|--------------|
|  | Budget            | Réalisé           | Solde             | %<br>réal. | Budget            | Réalisé           | Solde             | %<br>réal. | Propositions<br>nouvelles | Reports | Propositions<br>Globales | Var./<br>N-1 |
| 021 - Virement de la sect. de fonctionnement       | 106 626,64        |                   | 106 626,64        |            | 238 301,25        |                   | 238 301,25        | 0          | 75 142,00                 |         | 75 142,00                | -68,5        |
| 040 - Op. d'ordre de transfert entre sections      | 160 962,00        | 162 957,75        | -1 995,75         | 101        | 146 567,00        | 149 442,62        | -2 875,62         | 101        | 161 125,00                |         | 161 125,00               | 9,9          |
| 192 - Plus ou moins-values sur cessions d'imm      |                   | 2 000,00          | -2 000,00         |            |                   | 2 880,00          | -2 880,00         | 0          |                           |         |                          |              |
| 28031 - Frais d'études                             |                   |                   |                   |            |                   |                   |                   |            | 810,00                    |         | 810,00                   | 0,0          |
| 2804172 - Bâtiments et installations               | 40 000,00         | 40 000,00         | 0,00              | 100        | 40 000,00         | 40 000,00         | 0,00              | 100        | 40 000,00                 |         | 40 000,00                | 0,0          |
| 2804181 - Biens mobiliers, matériel et études      | 53,00             | 52,23             | 0,77              | 98         | 53,00             | 52,23             | 0,77              | 98         | 53,00                     |         | 53,00                    | 0,0          |
| 2804182 - Bâtiments et installations               | 936,00            | 935,81            | 0,39              | 99         | 936,00            | 935,81            | 0,39              | 99         | 7 148,00                  |         | 7 148,00                 | 663,7        |
| 2804412 - Bâtiments et installations               |                   |                   |                   |            | 11 094,00         | 11 094,00         | 0,00              | 100        | 23 665,00                 |         | 23 665,00                | 113,3        |
| 28051 - Concessions et droits similaires           | 45 504,00         | 45 503,64         | 0,36              | 99         | 16 583,00         | 16 582,83         | 0,17              | 99         | 10 680,00                 |         | 10 680,00                | -35,6        |
| 281578 - Autre matériel et outillage de voirie     |                   |                   |                   |            |                   |                   |                   |            | 53,00                     |         | 53,00                    | 0,0          |
| 28158 - Autres install., matériel et outillage tec | 190,00            | 189,81            | 0,19              | 99         | 190,00            | 189,81            | 0,19              | 99         | 190,00                    |         | 190,00                   | 0,0          |
| 281757 - Matériel et outillage de voirie           | 236,00            | 235,95            | 0,05              | 99         | 236,00            | 235,93            | 0,07              | 99         |                           |         |                          | -100,0       |
| 28182 - Matériel de transport                      | 25 832,00         | 25 831,10         | 0,90              | 99         | 25 832,00         | 25 831,10         | 0,90              | 99         | 29 204,00                 |         | 29 204,00                | 13,1         |
| 28183 - Matériel de bureau et informatique         | 40 353,00         | 40 316,95         | 36,05             | 99         | 43 766,00         | 43 765,29         | 0,71              | 99         | 38 285,00                 |         | 38 285,00                | -12,5        |
| 28184 - Mobilier                                   | 6 142,00          | 6 177,23          | -35,23            | 100        | 6 267,00          | 6 266,03          | 0,97              | 99         | 6 067,00                  |         | 6 067,00                 | -3,2         |
| 28188 - Autres immobilisations corporelles         | 1 716,00          | 1 715,23          | 0,77              | 99         | 1 610,00          | 1 609,79          | 0,21              | 99         | 4 970,00                  |         | 4 970,00                 | 208,7        |
| 041 - Opérations patrimoniales                     | 55 470,00         | 55 470,00         | 0,00              | 100        | 78 000,00         | 62 754,00         | 15 246,00         | 80         | 44 000,00                 |         | 44 000,00                | -43,6        |
| 2031 - Frais d'études                              | 55 470,00         | 55 470,00         | 0,00              | 100        | 78 000,00         | 62 754,00         | 15 246,00         | 80         | 44 000,00                 |         | 44 000,00                | -43,6        |
| <b>Total recettes d'ordre</b>                      | <b>323 058,64</b> | <b>218 427,75</b> | <b>104 630,89</b> | <b>67</b>  | <b>462 868,25</b> | <b>212 196,62</b> | <b>250 671,63</b> | <b>45</b>  | <b>280 267,00</b>         |         | <b>280 267,00</b>        | <b>-39,4</b> |

| TOTAL RECETTES<br>D'INVESTISSEMENT    | Année 2018        |                   |                   |            | Année 2019        |                   |                   |            | Budget Primitif 2020      |         |                          |              |
|---------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------|---------------------------|---------|--------------------------|--------------|
|                                       | Budget            | Réalisé           | Solde             | %<br>réal. | Budget            | Réalisé           | Solde             | %<br>réal. | Propositions<br>nouvelles | Reports | Propositions<br>Globales | Var./<br>N-1 |
| <b>Total recettes hors opérations</b> | <b>483 751,00</b> | <b>377 123,11</b> | <b>106 627,89</b> | <b>77</b>  | <b>644 898,00</b> | <b>391 429,37</b> | <b>253 468,63</b> | <b>60</b>  | <b>340 698,00</b>         |         | <b>340 698,00</b>        | <b>-47,2</b> |

**DETAIL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT  
OPERATION N° 11 - Equipement informatique**

| DEPENSES D'INVESTISSEMENT                       | Année 2018        |                  |                  |         | Année 2019        |                  |                   |         | Budget Primitif 2020   |             |                       |           |
|---|-------------------|------------------|------------------|---------|-------------------|------------------|-------------------|---------|------------------------|-------------|-----------------------|-----------|
|   | Budget            | Réalisé          | Solde            | % réal. | Budget            | Réalisé          | Solde             | % réal. | Propositions nouvelles | Reports     | Propositions Globales | Var./ N-1 |
| 2031 - Frais d'études                           |                   |                  |                  | 0       | 10 000,00         | 3 240,00         | 6 760,00          | 32      |                        |             |                       | -100,0    |
| 2051 - Concessions et droits similaires         | 79 500,00         | 15 721,30        | 63 778,70        | 19      | 94 000,00         | 5 630,19         | 88 369,81         | 5       | 73 500,00              |             | 73 500,00             | -21,8     |
| 2183 - Matériel de bureau et matériel informati | 67 000,00         | 35 545,58        | 31 454,42        | 53      | 111 400,00        | 30 567,89        | 80 832,11         | 27      | 85 500,00              |             | 85 500,00             | -23,2     |
| <b>Total Dépenses</b>                           | <b>146 500,00</b> | <b>51 266,88</b> | <b>95 233,12</b> |         | <b>215 400,00</b> | <b>39 438,08</b> | <b>175 961,92</b> |         | <b>159 000,00</b>      | <b>0,00</b> | <b>159 000,00</b>     |           |

|                             |                    |                   |                   |  |                    |                   |                    |  |                    |             |                    |  |
|-----------------------------|--------------------|-------------------|-------------------|--|--------------------|-------------------|--------------------|--|--------------------|-------------|--------------------|--|
| <b>Solde de l'opération</b> | <b>-146 500,00</b> | <b>-51 266,88</b> | <b>-95 233,12</b> |  | <b>-215 400,00</b> | <b>-39 438,08</b> | <b>-175 961,92</b> |  | <b>-159 000,00</b> | <b>0,00</b> | <b>-159 000,00</b> |  |
|-----------------------------|--------------------|-------------------|-------------------|--|--------------------|-------------------|--------------------|--|--------------------|-------------|--------------------|--|

**DETAIL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT  
OPERATION N° 12 - Véhicules**

| DEPENSES D'INVESTISSEMENT    | Année 2018       |             |                  |         | Année 2019       |                  |                 |         | Budget Primitif 2020   |             |                       |           |
|------------------------------|------------------|-------------|------------------|---------|------------------|------------------|-----------------|---------|------------------------|-------------|-----------------------|-----------|
|                              | Budget           | Réalisé     | Solde            | % réal. | Budget           | Réalisé          | Solde           | % réal. | Propositions nouvelles | Reports     | Propositions Globales | Var./ N-1 |
| 2182 - Matériel de transport | 15 000,00        |             | 15 000,00        | 0       | 31 300,00        | 28 662,88        | 2 637,12        | 91      | 16 000,00              |             | 16 000,00             | -48,9     |
| <b>Total Dépenses</b>        | <b>15 000,00</b> | <b>0,00</b> | <b>15 000,00</b> |         | <b>31 300,00</b> | <b>28 662,88</b> | <b>2 637,12</b> |         | <b>16 000,00</b>       | <b>0,00</b> | <b>16 000,00</b>      |           |

|                             |                   |             |                   |  |                   |                   |                  |  |                   |             |                   |  |
|-----------------------------|-------------------|-------------|-------------------|--|-------------------|-------------------|------------------|--|-------------------|-------------|-------------------|--|
| <b>Solde de l'opération</b> | <b>-15 000,00</b> | <b>0,00</b> | <b>-15 000,00</b> |  | <b>-31 300,00</b> | <b>-28 662,88</b> | <b>-2 637,12</b> |  | <b>-16 000,00</b> | <b>0,00</b> | <b>-16 000,00</b> |  |
|-----------------------------|-------------------|-------------|-------------------|--|-------------------|-------------------|------------------|--|-------------------|-------------|-------------------|--|

**DETAIL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT  
OPERATION N° 13 - Mobilier et Matériel**

| DEPENSES D'INVESTISSEMENT                       | Année 2018       |                 |                 |         | Année 2019       |                  |                  |         | Budget Primitif 2020   |             |                       |           |
|---|------------------|-----------------|-----------------|---------|------------------|------------------|------------------|---------|------------------------|-------------|-----------------------|-----------|
|   | Budget           | Réalisé         | Solde           | % réal. | Budget           | Réalisé          | Solde            | % réal. | Propositions nouvelles | Reports     | Propositions Globales | Var./ N-1 |
| 21578 - Autre matériel et outillage de voirie   |                  |                 |                 | 0       |                  | 318,00           | -318,00          | 0       |                        |             |                       | 0,0       |
| 2183 - Matériel de bureau et matériel informati |                  | 2 135,80        | -2 135,80       | 0       |                  | 478,00           | -478,00          | 0       | 8 000,00               |             | 8 000,00              | 0,0       |
| 2184 - Mobilier                                 | 10 500,00        | 1 501,29        | 8 998,71        | 14      | 17 000,00        | 804,74           | 16 195,26        | 4       | 9 000,00               |             | 9 000,00              | -47,1     |
| 2188 - Autres immobilisations corporelles       |                  |                 |                 | 0       | 15 000,00        | 13 436,80        | 1 563,40         | 89      | 3 000,00               |             | 3 000,00              | -80,0     |
| <b>Total Dépenses</b>                           | <b>10 500,00</b> | <b>3 636,89</b> | <b>6 863,11</b> |         | <b>32 000,00</b> | <b>15 037,34</b> | <b>16 962,66</b> |         | <b>20 000,00</b>       | <b>0,00</b> | <b>20 000,00</b>      |           |

|                             |                   |                  |                  |  |                   |                   |                   |  |                   |             |                   |  |
|-----------------------------|-------------------|------------------|------------------|--|-------------------|-------------------|-------------------|--|-------------------|-------------|-------------------|--|
| <b>Solde de l'opération</b> | <b>-10 500,00</b> | <b>-3 636,89</b> | <b>-6 863,11</b> |  | <b>-32 000,00</b> | <b>-15 037,34</b> | <b>-16 962,66</b> |  | <b>-20 000,00</b> | <b>0,00</b> | <b>-20 000,00</b> |  |
|-----------------------------|-------------------|------------------|------------------|--|-------------------|-------------------|-------------------|--|-------------------|-------------|-------------------|--|

Plus aucune question n'étant inscrite à l'ordre du jour ni évoquée par les membres de l'assemblée, la séance est levée à 16 h 00.

Le Président remercie les membres du Comité Syndical et les invite au prochaine Comité du 15 mai.

Le Secrétaire de séance,



Alexandre BORDES

Le Président,



Michel CASSOU

# **ANNEXES**

**STATUTS DE L'AGENCE PUBLIQUE DE GESTION LOCALE**

(arrêté préfectoral du 18 avril 2000 modifié par arrêtés préfectoraux des 28 avril 2000, 18 octobre 2005, 14 mai 2008, 29 mai 2017, 24 janvier 2018 et .....2020)

**Article 1er**

En application des articles L.5721-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il est créé entre les adhérents aux présents statuts un syndicat mixte qui prend la dénomination d' "Agence Publique de Gestion Locale" dont le siège est fixé à PAU - Maison des Communes des Pyrénées-Atlantiques - Cité administrative • Rue Auguste Renoir • CS 40609 • 64006 PAU CEDEX.

**Article 2**

Le Syndicat a pour objet d'aider les adhérents, par mutualisation de leurs besoins et moyens, à exercer la plénitude des compétences qui leur sont dévolues, notamment en leur apportant une capacité d'expertise en matière technique (bâtiment, voirie, réseaux, ...), administrative, informatique et urbanistique. Il peut notamment à cet effet mettre tel ou tel de ses services à disposition de ses adhérents, conformément aux dispositions de l'article L.5721-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, étant exclusivement composé de collectivités territoriales et de groupements de collectivités ou, en tant que de besoin, se constituer en centrale d'achats.

**Article 3**

Le Syndicat est institué pour une durée illimitée.

**Article 4**

Peuvent adhérer au Syndicat :

- les communes du département et les communes hors département membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont le siège est situé dans le département ;
- tout groupement de collectivités auquel adhère au moins une commune du département (y compris un groupement qui aurait son siège en dehors du département) ;
- le Département des Pyrénées-Atlantiques.

L'adhésion intervient de plein droit, sur décision de l'organe délibérant du futur adhérent. Cette délibération, qui précise le cas échéant le ou les services pour lesquels l'adhésion intervient, vaut acceptation des statuts et du règlement d'intervention du ou des services concernés. L'adhésion est constatée par une décision du Président du Syndicat, qui en informe le Comité Syndical à l'occasion de sa plus prochaine séance et, annuellement, les autres adhérents et le Préfet.

Le retrait du Syndicat de tel ou tel service de celui-ci s'opère dans les mêmes conditions, mais ne produit effet qu'au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante.

### **Article 5**

Le Syndicat est administré par un Comité Syndical de 22, ou, le cas échéant, 23 membres :

- 22 membres élus par les exécutifs des collectivités adhérentes autres que le Département, à l'issue de chaque renouvellement général des conseils municipaux. Ils sont désignés comme suit :

- 16 membres sont élus par les maires des communes adhérentes, parmi les maires et conseillers municipaux de ces communes.

Les maires des communes dont la population totale est égale ou inférieure à 5 000 habitants disposent d'une voix chacun et les maires des autres communes de deux voix.

- 6 membres sont élus par les présidents des groupements de collectivités adhérents, parmi les élus de ces établissements.

Les présidents des groupements dont la population regroupée est égale ou inférieure à 25 000 habitants disposent d'une voix chacun, les présidents des groupements dont la population regroupée est supérieure à 25 000 habitants et égale ou inférieure à 75 000 habitants de deux voix et les présidents des autres groupements de trois voix.

Au sein de chaque collège, l'élection des membres du Comité Syndical se fait au scrutin de liste à la représentation proportionnelle d'après la règle de la plus forte moyenne, chaque liste comportant autant de titulaires et autant de suppléants qu'il y a de sièges à pourvoir. Chaque candidature d'un représentant titulaire est assortie de celle d'un suppléant.

Chaque électeur ne peut voter que pour une liste complète, sans radiation ni adjonction de noms et sans modifier l'ordre de présentation des candidats.

La liste électorale est arrêtée et les bulletins de vote sont recensés et dépouillés par une commission composée des membres du Bureau sortant et du directeur du Syndicat. Cette commission proclame les résultats.

Chaque liste de candidats peut désigner une personne pour assister au dépouillement.

Les réclamations relatives aux listes électorales sont adressées à la commission.

- un membre représentant le Département, s'il adhère au Syndicat, élu par le Conseil Départemental en son sein, à l'issue de chaque renouvellement général du Conseil Départemental. A ce membre, titulaire, est adjoint un membre suppléant désigné dans les mêmes conditions.

### **Article 6**

Le mandat d'un membre titulaire ou suppléant du Comité Syndical prend fin lorsque la collectivité dont il est élu se retire du Syndicat.

En cas de décès, de démission ou de perte de la qualité pour siéger, le membre titulaire est remplacé par son suppléant. Pour les représentants des communes et des groupements de collectivités, lorsque le siège ne peut être pourvu par ce dernier, il est fait appel au premier candidat titulaire non élu figurant sur la même liste. Si le siège ne peut être pourvu par ce dernier, il est fait appel à son suppléant.

Lorsqu'une liste est épuisée, le Comité Syndical apprécie l'opportunité d'organiser des élections partielles. Toutefois, lorsque le nombre de sièges vacants atteint le tiers de l'effectif du Comité avant le 12<sup>ème</sup> mois précédant le renouvellement général des conseils municipaux, il est obligatoirement procédé, dans le délai de trois mois, à des élections partielles, pour pourvoir les sièges vacants dans les conditions prévues à l'article 5.

Pour le représentant du Département, celui-ci peut à tout moment procéder à une nouvelle désignation du titulaire et du suppléant.

### **Article 7**

Le Comité Syndical élit parmi ses membres titulaires le président du Syndicat et un bureau comprenant, outre le président, deux à quatre vice-présidents.

### **Article 8**

Le Comité Syndical se réunit au moins deux fois par an à l'initiative de son président. Il est également convoqué par celui-ci dans les deux mois suivant la demande présentée par un tiers de ses membres.

### **Article 9**

Les séances du Comité Syndical ne sont pas publiques.

Les suppléants ne peuvent participer aux séances du Comité que pour remplacer un titulaire absent ou empêché ou lorsqu'ils deviennent titulaires.

Le Comité Syndical ne peut siéger que si la moitié au moins de ses membres titulaires sont présents ou représentés soit par leurs suppléants respectifs, soit, en cas d'empêchement de ceux-ci, par un autre membre du Comité titulaire ou suppléant ayant reçu pouvoir.

Lorsque le quorum prévu à l'alinéa précédent n'est pas atteint, une nouvelle convocation est envoyée dans le délai de huit jours aux membres du Comité, qui siège alors valablement, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Les règles de fonctionnement du bureau (délais et forme de convocation, quorum,...) sont identiques à celles du Comité syndical.

### **Article 10**

Le Président du Syndicat peut appeler devant le Comité toute personne dont l'audition est de nature à éclairer les débats.

## **Article 11**

1/ Le Comité Syndical arrête son règlement intérieur.

Il définit les règles générales d'organisation et de fonctionnement du Syndicat et de ses différents services et arrête à cet effet le règlement d'intervention de chaque service, qui fixe les conditions, notamment financières, dans lesquelles le service intervient au profit de ses adhérents.

Le Comité vote les documents budgétaires (budget, décisions modificatives,...) et approuve les comptes administratif et de gestion.

2/ Le Comité est compétent pour décider :

- de toute attaque en justice ;
- de tout emprunt ainsi que des lignes de trésorerie supérieures à 200 000 € ;
- des acquisitions, échanges et aliénations de biens immobiliers ;
- des prises et cessions de bail de plus de douze ans ;
- de la conclusion des marchés et accords-cadres relatifs à des travaux, fournitures et services particuliers (tels que les contrats pluri-annuels - marchés d'assurances,... - ou non récurrents – serveurs...-) dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et de leurs avenants ;
- de la conclusion des marchés et accords-cadres relatifs à des fournitures et services courants ou ordinaires (tels que les contrats conclus chaque année ou récurrents – traceurs, voitures, matériels informatiques...-) dont le montant est supérieur à 200 000 € HT et de leurs avenants ;
- les contrats de transaction ayant une incidence financière supérieure à 200 000 € HT ;
- de l'attribution de subventions et offres de concours d'un montant supérieur à 10 000 € ;
- de l'acceptation ou du refus des dons et legs comprenant une charge ;
- de la fixation des effectifs du Syndicat, à l'exception de la création des emplois non permanents ;
- et des conditions générales de l'emploi des effectifs du Syndicat, telles que, notamment, la fixation des principes relatifs au régime indemnitaire, à l'action sociale et au temps de travail.

3/ Le Comité peut être saisi par le Président de toute question relevant de la compétence du Bureau ou du Président. Dans ce cas, le Comité syndical devient compétent pour la décision à prendre dans l'affaire concernée.

## **Article 12**

1/ Le Bureau peut recevoir délégation du Comité Syndical pour prendre toute décision concernant tout ou partie des affaires énumérées au deuxième point de l'article 11. Il rend compte au Comité de ses décisions prises à ce titre une fois par an lors de la réunion relative au vote du budget.

2/ Le Bureau est en outre compétent pour décider :

- de la création des emplois non permanents d'une durée initiale égale ou supérieure à 6 mois ;

- de la conclusion des marchés et accords-cadres relatifs à des fournitures et services courants ou ordinaires (tels que les contrats conclus chaque année ou récurrents – traceurs, voitures, matériels informatiques...-) dont le montant est supérieur à 100 000 € HT et inférieur ou égal à 200 000 € HT et de leurs avenants ;
- de signer toute convention hors de la compétence du Comité et notamment les conventions avec les autres structures de la Maison des Communes, les protocoles de partenariat avec d'autres structures et les conventions de groupement de commandes ;
- de l'attribution de subventions et offres de concours d'un montant inférieur ou égal à 10 000 € ;
- les résiliations à intervenir avec une structure adhérente dans le cadre d'une convention de mise à disposition d'un service de l'Agence ;
- les contrats de transaction dont l'incidence financière est inférieure ou égale à 200 000 € HT ;
- de l'aliénation de gré à gré des biens mobiliers ;
- de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services ;
- de la première adhésion de l'Agence à une association ;
- de la réalisation des lignes de trésorerie d'un montant maximum de 200 000 € ;
- des prises et cessions de bail d'une durée supérieure à trois ans et au plus égale à douze ans.

### **Article 13**

Le Président du Syndicat prépare et exécute les décisions du Comité. Il signe les procès-verbaux des séances et les notifie aux membres du Comité et à l'agent comptable. Il publie la liste des membres du Comité et du Bureau.

Il signe les marchés et conventions passés par le Syndicat. Il représente le Syndicat en justice et auprès des tiers.

Le Président est compétent pour tout ce qui ne relève pas expressément de la compétence du Comité ou de celle du Bureau.

Il est chargé de la direction technique, administrative et financière du Syndicat. Il nomme le directeur et les agents du Syndicat et a autorité sur l'ensemble des services.

Il peut recevoir délégation du Comité Syndical ou du Bureau pour prendre toutes décisions concernant tout ou partie des affaires énumérées aux deuxièmes points des articles 11 et 12. Il rend compte au Comité de ses décisions prises à ce titre une fois par an lors de la réunion relative au vote du budget. Il peut déléguer l'exercice d'une partie de ses fonctions, sous sa surveillance et sa responsabilité, à un ou plusieurs membres du Bureau.

Il peut déléguer sa signature au directeur et aux chefs de service du Syndicat.

### **Article 14**

L'adhésion au Syndicat entraîne le paiement de cotisations, selon les modalités fixées par le règlement d'intervention de chaque service arrêté par le Comité Syndical.

Toute modification du règlement d'intervention de chaque service est notifiée par un envoi du compte-rendu par courriel à tous les adhérents à ce service, qui peuvent alors, s'ils le jugent à propos, se retirer de ce service, dans les conditions fixées à l'article 4.

#### **Article 15**

Les statuts peuvent être modifiés par le Comité Syndical, statuant à la majorité des trois quarts de ses membres. La modification fait l'objet d'un arrêté préfectoral. Il est notifié par un envoi d'une copie de l'arrêté par courriel à chacun des adhérents.

#### **Article 16**

Sous réserve des dispositions contenues dans les présents statuts, le Syndicat sera soumis aux règles prévues pour les syndicats de communes.

MARCHES PUBLICS  
**ACTE D'ENGAGEMENT**  
**MARCHE N° 2019-00007-00000-0000**

ATTRI1

**A - Objet de l'acte d'engagement**

Objet du marché public

**MARCHE GROUPEMENT DE COMMANDES NUMERISATION  
 PRESTATION DE SERVICES DE NUMERISATION  
 LOT 1 : NUMERISATION DES ACTES DE L'ETAT CIVIL**

Cet acte d'engagement correspond :  
 (Cocher les cases correspondantes.)

1.  à l'ensemble du marché public  
 au lot n° 1 du marché public (*en cas d'allotissement*) ;

**LOT 1 : NUMERISATION DES ACTES DE L'ETAT CIVIL**

- à l'offre de base :  
 à la variante suivante :
2.  avec les prestations supplémentaires suivantes :

**B - Engagement du titulaire ou du groupement titulaire****B1 - Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire**

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public suivantes :

CCAG : Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (arrêté du 16 septembre 2009)

CAHIER DES CHARGES 2019-00007-00000-0000

Bordereau des prix unitaires : proposition financière  
 et conformément à leurs clauses,

le signataire

s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du soumissionnaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]*

engage la société sur la base de son offre ;

**NUMERIZE SAS**  
**Boris Coriol Président Directeur Général**  
**16 rue des couturières**  
**67240 Bischwiller**  
**03 88 53 89 66**  
**contact@numerize.com**

l'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;  
*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]*

à livrer les fournitures demandées ou à exécuter les prestations demandées :

- aux prix indiqués ci-dessous  
 aux prix indiqués ci-dessous ou dans l'annexe financière jointe au présent document :

**Le présent marché est un accord-cadre (mono-attributaire) sans montant minimum et sans montant maximum passé en application de l'article L.2125-1 78 de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018.**

**A ce titre, les commandes sont effectuées au fur et à mesure des besoins et sur la base des quantités déterminées par chaque membre de groupement.**

**B2 – Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations**  
*(En cas de groupement d'opérateurs économiques.)*

Pour l'exécution du marché public, le groupement d'opérateurs économiques est :  
*(Cocher la case correspondante.)*

- conjoint                      OU                       solidaire

*(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)*

| Désignation des membres du groupement conjoint | Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint |                             |
|--|--|-----------------------------|
|  | Nature de la prestation                                      | Montant HT de la prestation |
|  |  |                             |
|  |  |                             |

### B3 - Compte (s) à créditer

(Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

### Bpifrance Financement

27-31 AVENUE DU GENERAL LECLERC  
94710 MAISONS ALFORT CEDEX

Numéro de compte :

00012852745

### B4 - Avance ([article R. 2191-3](#) ou [article R. 2391-1](#) du code de la commande publique)

Je renonce au bénéfice de l'avance :  
(Cocher la case correspondante.)

Non

Oui

### B5 - Durée d'exécution du marché public

**Le présent marché est conclu à compter de sa notification du titulaire pour une durée de 12 mois à compter de la notification du contrat.**

**Il est ensuite renouvelable 3 fois pour une même durée.**

- la date de notification du marché public ;  
 la date de notification de l'ordre de service ;  
 la date de début d'exécution prévue par le marché public lorsqu'elle est postérieure à la date de notification.

Le marché public est reconductible :  
(Cocher la case correspondante.)

Non

Oui

Si oui, préciser :

1. Nombre des reconductions : 3 fois
2. Durée des reconductions : 12 MOIS

### C - Signature du marché public par le titulaire individuel ou, en cas de groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement

**Attention**, si le soumissionnaire (individuel ou groupement d'entreprises) a présenté un sous-traitant au stade du dépôt de l'offre et que l'acte spécial concernant ce sous-traitant n'a pas été signé par le soumissionnaire ou membre du groupement et le sous-traitant concerné, il convient de faire signer ce DC4 par le biais du formulaire ATTR12.

#### C1 - Signature du marché public par le titulaire individuel :

| Nom, prénom et qualité du signataire (*) | Lieu et date de signature | Signature |
|--|---------------------------|-----------|
|  |                           |           |

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

## C2 – Signature du marché public en cas de groupement :

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant ([article R. 2142-23](#) ou [article R. 2342-12](#) du code de la commande publique) :  
[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire]

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :  
(Cocher la case correspondante.)

conjoint                      OU                       solidaire

Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :  
(Cocher la ou les cases correspondantes.)

- pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;  
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché public autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)
- pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;  
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché public autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)
- ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.  
(hors cas des marchés de défense ou de sécurité dans lequel ces documents ont déjà été fournis).

Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :  
(Cocher la case correspondante.)

- donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;
- donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :  
(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

| Nom, prénom et qualité du signataire (*) | Lieu et date de signature | Signature |
|--|---------------------------|-----------|
|  |                           |           |

### D - Identification et signature de l'acheteur.

Désignation de l'acheteur

**L'Agence Publique de Gestion Locale des Pyrénées –Atlantiques**  
**Siège social : Maison des communes des Pyrénées-Atlantiques, Cité Administrative, rue Auguste Renoir, CS 40609, 64006 PAU cedex**

Nom, prénom, qualité du signataire du marché public

**Représentée par son Président, Michel CASSOU**

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'[article R. 2191-59](#) du code de la commande publique, auquel renvoie l'[article R. 2391-28](#) du même code (nantissements ou cessions de créances)  
*(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)*

Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire  
*(Joindre une annexe récapitulative en cas de pluralité de comptables.)*

Imputation budgétaire

**Pour l'État et ses établissements :**

*(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)*

A :

Signature